




**RAPPORT ANNUEL DU DÉLÉGATAIRE**  
**CA GARD RHODANIEN - EAU**

## REGLEMENT GENERAL SUR LA PROTECTION DES DONNEES

Le Règlement Général pour la Protection des Données, entré en vigueur le 25/05/2018, a renforcé les droits et libertés des personnes physiques sur leurs données à caractère personnel. Afin de s'y conformer, les Responsables de traitement des données doivent adapter les mesures de protection les concernant. En conséquence, Veolia Eau France communique à travers le rapport annuel uniquement des données anonymisées ou agrégées.

### REPERES DE LECTURE

Le document intègre différents pictogrammes qui vous sont présentés ci-dessous.

Repère visuel	Objectif
 ENGAGEMENT	<b>Identifier rapidement nos engagements clés</b>
 FOCUS	<b>Mettre en évidence certaines de nos innovations et nos points différenciants</b>
 RESPONSABILITÉ	<b>Identifier nos démarches en termes de responsabilité environnementale, sociale, et sociétale</b>

Gestion du document	Auteur	Date
Validation	Jean-François GOSSET	28/05/2024

## Avant-propos



### Veolia – Rapport annuel du délégataire 2023

Monsieur le Président,

J'ai le plaisir de vous adresser le **Rapport Annuel du Délégué** de votre service d'eau et d'assainissement pour l'année 2023. A travers ses différentes composantes techniques, économiques et environnementales, vous pourrez apprécier la performance de votre service.

Les manifestations régulières du dérèglement climatique font peser un risque croissant sur la ressource en eau, tant sur la quantité (le "trop peu" et le "trop") que sur la qualité. En particulier, les pénuries et tensions hydriques records des derniers étés ont mis au cœur de l'actualité la nécessaire préservation de notre ressource en eau. Le gouvernement a lancé au printemps 2023 son « plan Eau » dont l'un des objectifs est de réduire de 10 % des prélèvements d'eau d'ici 2030. Ses 53 mesures visent à répondre à trois enjeux majeurs : sobriété des usages, qualité et disponibilité de la ressource.

Au cours de cette année, nous avons observé une nette diminution des volumes d'eau consommés par les Français. Cette tendance, orientée vers la préservation, crée une dynamique durable qui amorce le changement de notre modèle économique. Nous percevons déjà les prémices de cette transformation, où l'accent est mis sur la responsabilité, la performance et la régénération. Notre objectif partagé est de garantir la sécurité des volumes disponibles tout en établissant un équilibre économique favorable pour l'ensemble de la communauté. La préservation de la ressource en eau et l'adaptation de notre modèle, notamment tarifaire, sont au cœur de nos enjeux.

En 2023, la qualité de l'eau est restée une priorité. Nos équipes ont fait preuve d'un engagement continu dans la lutte contre les micropolluants (par exemple les métabolites de pesticides et les PFAS) et le maintien de la qualité d'eau. Adoptant une attitude préventive, nous mettons en place des stratégies proactives pour garantir la sécurité sanitaire de l'eau que nous fournissons, dans la lignée de la nouvelle directive Eau potable.

Notre préoccupation concerne également la qualité des rejets dans l'environnement. Nous abordons avec rigueur ce sujet conformément à la nouvelle directive européenne Eaux résiduaires urbaines par des actions proactives pour minimiser les impacts environnementaux, tout en respectant les normes les plus strictes.

Nous sommes à vos côtés plus que jamais pour adapter votre service face aux conséquences du dérèglement climatique. Cette adaptation passera par des solutions telles la réutilisation des eaux usées, dont les récents décrets en simplifient la mise en œuvre; l'amélioration du rendement réseau; ou l'accompagnement vers la résilience des territoires face aux inondations et aux tempêtes.

2023 a été une période charnière, et notre rapport reflète notre engagement continu envers l'excellence opérationnelle, la durabilité environnementale et la satisfaction de nos clients. Nous sommes convaincus qu'ensemble, nous pouvons contribuer à bâtir un avenir où l'eau demeure une ressource accessible et sûre.

Je vous remercie de la confiance que vous accordez à nos équipes et vous prie d'agréer, Monsieur le Président, l'expression de mes salutations les plus respectueuses.

**Pierre Ribaute,**  
Directeur Général, Eau France

# Sommaire

<b>1.</b>	<b>L'ESSENTIEL DE L'ANNÉE.....</b>	<b>6</b>
1.1	<i>Un dispositif à votre service.....</i>	7
1.2	<i>Présentation du contrat.....</i>	12
1.3	<i>Primètre du service.....</i>	13
1.4	<i>Les chiffres clés.....</i>	14
1.5	<i>Les indicateurs réglementaires 2023.....</i>	15
1.6	<i>Autres chiffres clés de l'année 2023.....</i>	16
1.7	<i>Le prix du service public de l'eau.....</i>	18
1.8	<i>L'essentiel de l'année 2023.....</i>	19
<b>2.</b>	<b>LES CONSOMMATEURS DE VOTRE SERVICE ET LEUR CONSOMMATION .....</b>	<b>26</b>
2.1	<i>Les consommateurs abonnés du service .....</i>	27
2.2	<i>La satisfaction des consommateurs : personnalisation et considération au rendez-vous.....</i>	28
2.3	<i>Données économiques.....</i>	32
<b>3.</b>	<b>LE PATRIMOINE DE VOTRE SERVICE.....</b>	<b>34</b>
3.1	<i>L'inventaire des installations.....</i>	35
3.2	<i>L'inventaire des réseaux.....</i>	36
3.3	<i>Les indicateurs de suivi du patrimoine .....</i>	38
3.4	<i>Gestion du patrimoine.....</i>	40
<b>4.</b>	<b>LA PERFORMANCE ET L'EFFICACITÉ OPÉRATIONNELLE POUR VOTRE SERVICE .....</b>	<b>48</b>
4.1	<i>La qualité de l'eau .....</i>	49
4.2	<i>La maîtrise des prélèvements sur la ressource, volumes et rendement du réseau .....</i>	52
4.3	<i>La maintenance du patrimoine .....</i>	63
4.4	<i>L'efficacité environnementale .....</i>	75
<b>5.</b>	<b>RAPPORT FINANCIER DU SERVICE .....</b>	<b>77</b>
5.1	<i>Le Compte Annuel de Résultat de l'Exploitation de la Délégation (CARE).....</i>	78
5.2	<i>Situation des biens.....</i>	80
5.3	<i>Les investissements et le renouvellement .....</i>	81
5.4	<i>Les engagements à incidence financière .....</i>	82
<b>6.</b>	<b>ANNEXES.....</b>	<b>85</b>
6.1	<i>La facture 120 m<sup>3</sup> .....</i>	86
6.2	<i>Les données consommateurs par commune .....</i>	89
6.3	<i>La qualité de l'eau .....</i>	90
6.4	<i>Le bilan énergétique du patrimoine .....</i>	110
6.5	<i>Les engagements spécifiques au service .....</i>	111

6.6	<i>Annexes financières</i> .....	112
6.7	<i>Reconnaissance et certification de service</i> .....	122
6.8	<i>Actualité réglementaire 2023</i> .....	125
6.9	<i>Glossaire</i> .....	136
6.10	<i>Autres annexes</i> .....	142

Envoyé en préfecture le 23/12/2024

Reçu en préfecture le 23/12/2024

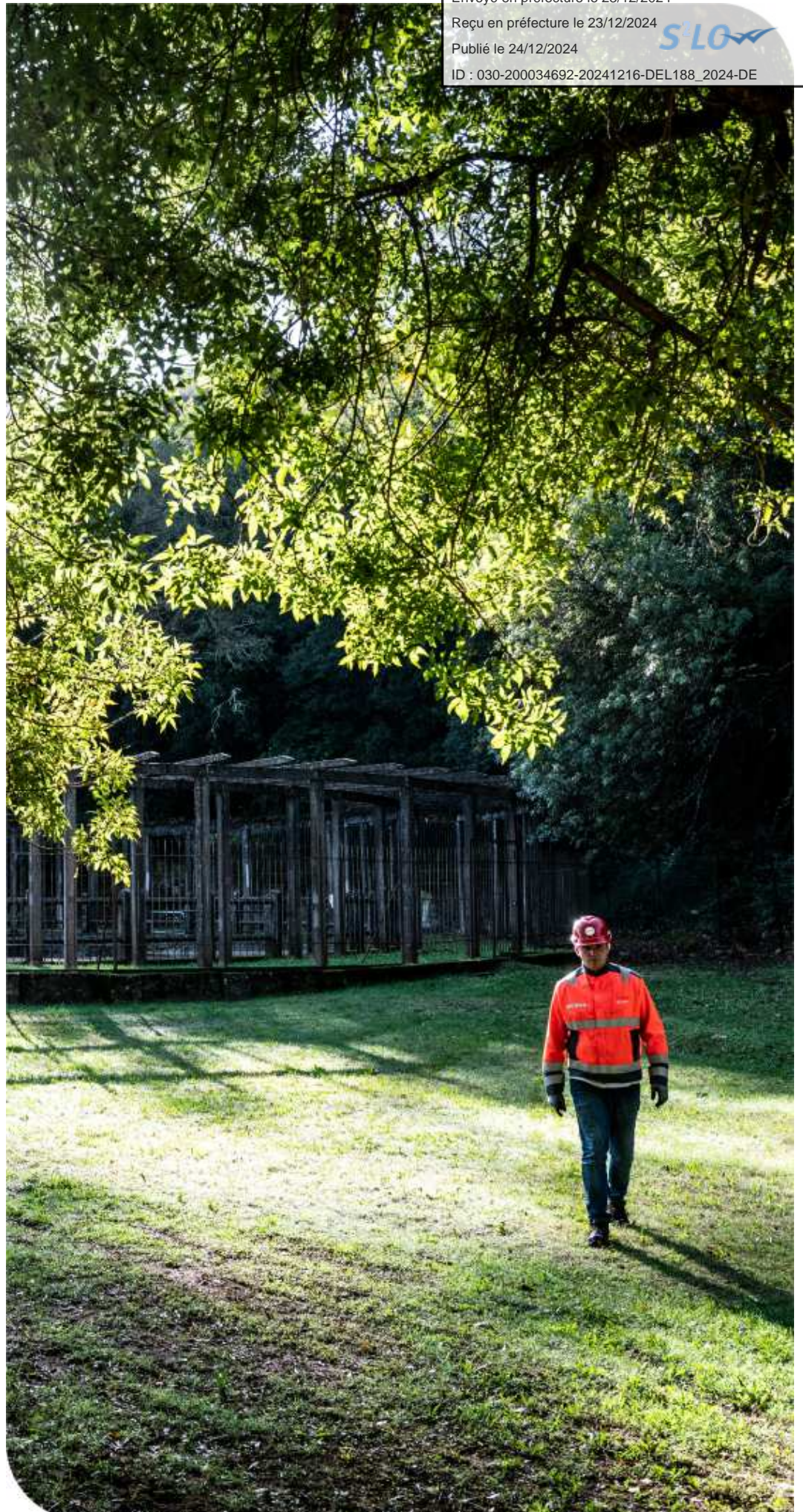
Publié le 24/12/2024

ID : 030-200034692-20241216-DEL188\_2024-DE



# 1.

## L'ESSENTIEL DE L'ANNÉE



En tant que délégataire, Veolia s'engage à vous fournir, en toute transparence, l'ensemble des informations relatives à votre service d'eau. Cette première partie en fait la synthèse : vos interlocuteurs, les informations relatives à votre contrat, les faits marquants de l'année écoulée et les chiffres clés (indicateurs réglementaires et autres données chiffrées liées à la production et à la distribution, au patrimoine, aux services apportés aux consommateurs, etc.)

## 1.1 Un dispositif à votre service

### VOTRE LIEU D'ACCUEIL

**VEOLIA EAU vous accueille en nos locaux  
de Bagnols sur Cèze – 10 Avenue Jean Perrin**

**Bureaux ouverts du lundi au vendredi  
de 08H00 à 12H00**

### TOUTES VOS DEMARCHES SANS VOUS DEPLACER

---

**Pour toutes les questions relatives aux abonnements contactez-nous du  
lundi au vendredi de 8h à 19h et le samedi de 9h à 12h a nouveau  
numéro du Centre Service Clients au :**



Les abonnés peuvent également déposer directement leur relevé de consommation d'eau au **0 805 808 809** (services disponibles 24h/24, 365 jours par an).

### **VOTRE SERVICE CLIENT EN LIGNE EST ACCESSIBLE :**

- ✓ [www.eau-services.com](http://www.eau-services.com)
- ✓ sur votre smartphone via nos applications iOS et Android

## LES INTERLOCUTEURS VEOLIA A VOS COTES





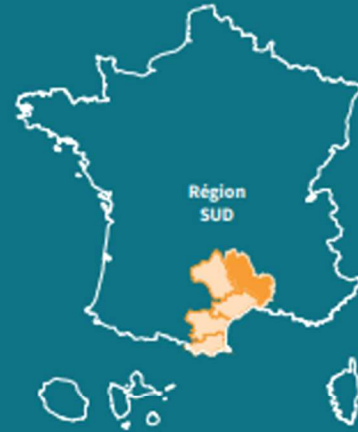


# IMPACT

— EAU SUD —

## UN PACTE COLLECTIF POUR UN IMPACT POSITIF

DANS LA DROITE LIGNE DU PROJET STRATÉGIQUE  
DU GROUPE VEOLIA IMPACT 2023



### Présence de Veolia Eau sur le Département :

- Accueils consommateurs & sites d'embauche

### Ensemble, faire de l'eau un accélérateur de la transformation écologique dans les territoires.

"Avec Culture Green, devenez incollable sur la transformation écologique, grâce à un quiz de 10 minutes par semaine. Parce que comprendre, c'est déjà agir. À vous de jouer !"



### CHIFFRES CLÉS



**117**  
contrats  
collectivités  
et industriels



**229**  
collaborateurs  
à votre service



**149 603**  
abonnés  
desservis  
en eau potable



**459**  
installations  
de production  
d'eau potable



**137**  
usines  
de dépollution



**160 369**  
abonnés  
raccordés  
en assainissement



## NOTRE ÉQUIPE DE DIRECTION DU TERRITOIRE GARD-LOZÈRE

### MANAGERS DE SERVICE LOCAL



**RENAUD ORSUCCI**  
Directeur de Territoire  
renaud.orsucci@veolia.com



**FRÉDÉRIC BLANC**  
Secteur Sud / Ouest Alès  
Agglomération  
et Piémont Cévenol  
frederic.blanc@veolia.com  
06 76 74 69 13



**CHRISTOPHE PASCAL**  
Secteur Nord / Est Alès  
Agglomération  
Service Usines  
christophe.pascal@veolia.com  
06 20 46 70 04



**JEAN-FRANÇOIS GOSSET**  
Responsable des  
Opérations  
jean-francois.gosset@veolia.com  
06 22 75 56 49



**ANTOINE BESANÇON**  
Secteur Gard Rhodanien  
antoine.besancon@veolia.com  
06 12 15 06 84



**FRÉDÉRIC MAHEUX**  
Secteur Lozère  
frederic.maheux@veolia.com  
06 03 18 19 95



**NICOLAS CHAMAN**  
Responsable  
Développement  
nicolas.chaman@veolia.com  
06 09 95 27 10



**SÉBASTIEN DUMAS**  
Secteur Réseaux  
Cèvennes Assainissement  
sebastien.dumas@veolia.com  
06 17 66 27 44



**PIERRE-GILLES ROCHER**  
Secteur Argence  
Camargue  
pierre-gilles.rocher@veolia.com  
07 77 73 80 11



**CÉLINE BONNEFOI**  
Responsable  
Consommateurs  
celine.bonnefoi@veolia.com  
06 16 57 35 58

### Contact consommateurs

0 969 329 328  
eau-services.com

### Direction Régionale Sud

765 rue Henri Becquerel  
CS 29045  
34967 MONTPELLIER Cedex 2  
04 67 20 74 92

### Territoire Gard-Lozère

256 Chemin du viget  
30100 ALÈS

## NOTRE EXPERTISE AU SERVICE DU TERRITOIRE GARD-LOZÈRE

« L'accélération de l'innovation au service du progrès humain, de la performance de nos clients et de la planète »

### Une transformation verte

Préservation de la biodiversité, sécurisation des ressources, accompagnement du consommateur, gouvernance climat. Nous avons l'ambition d'élargir nos offres sur l'eau potable et l'assainissement à l'ensemble du cycle de l'eau et du climat.

• **La réutilisation des eaux usées traitées (REUT)**, ou « reuse » : une fois traitées, les eaux usées de catégorie A, au sens de la réglementation française, peuvent être destinées à l'irrigation des espaces verts ou des cultures, à la lutte contre les incendies, aux besoins industriels ou encore aux aménagements et rafraîchissements urbains.

• **Les solutions de décarbonation** : rendre l'eau moins calcaire répond à une vraie demande citoyenne, de confort, de pouvoir d'achat et de lutte contre l'obsolescence des appareils électroménagers, pour une économie moyenne de 200 euros par foyer chaque année.

• **Les solutions de production d'énergie renouvelable** : se développent et contribuent à concrétiser les ambitions vos plans climat air-énergie-territoire. D'autres solutions sont en germe comme la production d'hydrogène vert pour alimenter vos réseaux d'énergie.

• **Sensibilisation** des usagers à une consommation responsable et maîtrisée.

### Une transformation inclusive

Nous avons l'ambition de conduire une transformation écologique plus inclusive pour nos clients, nos salariés, les consommateurs, et la société.

• En co-construisant et en partageant les enjeux, les responsabilités et les résultats avec toutes nos parties prenantes. Nous nouons et valorisons des partenariats avec **les associations, l'économie sociale et solidaire et les acteurs de la société civile** dans tous les territoires où nous opérons.

• En favorisant **le partage et la transparence dans nos modes de fonctionnement** : partage des idées, de la gouvernance, et même de la rémunération.

• En faisant bénéficier nos clients de l'expertise de **Veolia Investissement Collectivités (VIC)** sur les meilleurs montages en matière de financement et d'aide dans la recherche de subventions.

• En multipliant les actions en faveur de **l'égalité femmes-hommes**.

• En augmentant le taux d'emploi **des personnes en situation de handicap**.

• En facilitant l'accès aux **aides pour les personnes en difficulté**.

#### Nos « NON NÉGOCIABLES »

• La sécurité au travail

• L'éthique et la conformité

• La Relation Artionnée à : destination de nos collaborateurs, de nos clients et des citoyens-consommateurs

• Un management moderne et à l'écoute, en ligne avec la Raison d'Être de Veolia.



Sécurité au travail



Suivi de la relation consommateurs



Hubgrade, plateforme digitale au service de l'environnement



Cybersécurité



Objets connectés et service Teleo pour les compteurs télérelevés

## 1.2 Présentation du contrat

### Données clés

---

✓ <b>Déléataire</b>	VEOLIA EAU - Compagnie Générale des Eaux
✓ <b>Périmètre du service</b>	LIRAC, PONT SAINT ESPRIT, SAINT ANDRE D'OLERARGUES, SAINT GENIES DE COMOLAS, SAINT LAURENT DES ARBRES, TAVEL
✓ <b>Numéro du contrat</b>	J4590
✓ <b>Nature du contrat</b>	Affermage
✓ <b>Date de début du contrat</b>	01/01/2022
✓ <b>Date de fin du contrat</b>	31/12/2028
✓ <b>Les engagements vis-à-vis des tiers</b>	

En tant que délégataire du service, VEOLIA EAU - Compagnie Générale des Eaux assume des engagements d'échanges d'eau avec les collectivités voisines ou les tiers (voir tableau ci-dessous).

## 1.3 Primètre du service

Le périmètre du service se divise en 3 secteurs distinct :

- Ex SIAEP Lirac (Lirac, St Geniès de Comolas, St Laurent des Arbres, Tavel)
- St André d'Olerargues
- Pont St Esprit

Dont voici la carte :



Dans ce rapport, les indicateurs de performances seront détaillés en fonction de ces trois secteurs :

# 1.4 Les chiffres clés

CA GARD RHODANIEN - EAU

## Chiffres clés



19 203

Nombre d'habitants desservis



9 802

Nombre d'abonnés  
(clients)



5

Nombre d'installations de  
production



8

Nombre de réservoirs



210

Longueur de réseau  
(km)



100,0

Taux de conformité  
microbiologique (%)



72,9

Rendement de réseau (%)



148

Consommation moyenne (l/hab/j)



9672

Nombre de demandes traitées

## 1.5 Les indicateurs réglementaires 2023

INDICATEURS DESCRIPTIFS DES SERVICES		PRODUCTEUR	VALEUR 2022	VALEUR 2023
[D101.0]	Nombre d'habitants desservis total (estimation)	Collectivité (2)	19 127	19 203
[D102.0]	Prix du service de l'eau au m <sup>3</sup> TTC	Délégataire	2,15 €/m <sup>3</sup>	2,29 €/m <sup>3</sup>
[D151.0]	Délai maximal d'ouverture des branchements pour les nouveaux abonnés défini par le service	Délégataire	1 j	1 j
INDICATEURS DE PERFORMANCE		PRODUCTEUR	VALEUR 2022	VALEUR 2023
[P101.1]	Taux de conformité des prélèvements microbiologiques	ARS (1)	100,0 %	100,0 %
[P102.1]	Taux de conformité des prélèvements physico-chimiques	ARS (1)	100,0 %	95,5 %
[P103.2]	Indice de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux d'eau potable	Collectivité et Délégataire (2)	150	150
[P104.3]	Rendement du réseau de distribution	Délégataire	65,2 %	72,1 %
[P105.3]	Indice linéaire des volumes non comptés	Délégataire	8,18 m <sup>3</sup> /jour/km	6,72 m <sup>3</sup> /jour/km
[P106.3]	Indice linéaire de pertes en réseau	Délégataire	7,82 m <sup>3</sup> /jour/km	6,34 m <sup>3</sup> /jour/km
[P107.2]	Taux moyen de renouvellement des réseaux d'eau potable	Collectivité (2)	NC <sup>(3)</sup>	NC <sup>(3)</sup>
[P108.3]	Indice d'avancement de la protection de la ressource en eau	Collectivité (1)	0 %	0 %
[P109.0]	Nombre d'abandons de créance et versements à un fonds de solidarité	Collectivité (2)	16	22
[P109.0]	Montant des abandons de créances ou des versements à un fonds de solidarité	Collectivité (2)	503	1 083
[P151.1]	Taux d'occurrence des interruptions de service non programmées	Délégataire	2,28 u/1000 abonnés	5,51 u/1000 abonnés
[P152.1]	Taux de respect du délai maximal d'ouverture des branchements pour les nouveaux abonnés	Délégataire	100,00 %	100,00 %
[P153.2]	Durée d'extinction de la dette de la collectivité	Collectivité	A la charge de la collectivité	
[P154.0]	Taux d'impayés sur les factures d'eau de l'année précédente	Délégataire	N/A <sup>(4)</sup>	0,43 %
[P155.1]	Taux de réclamations	Délégataire	1,04 u/1000 abonnés	1,12 u/1000 abonnés

(1) La donnée indiquée est celle du système d'information du délégataire

(2) Les éléments de calcul connus du délégataire sont fournis dans le corps du présent rapport

(3) Élément non communiqué par la collectivité

(4) Non applicable car première année de facturation

En rouge figurent les codes indicateurs exigibles seulement pour les rapports soumis à examen de la CCSPL

## 1.6 Autres chiffres clés de l'année 2023

L'EFFICACITÉ DE LA PRODUCTION ET DE LA DISTRIBUTION		PRODUCTEUR	VALEUR 2022	VALEUR 2023
VP.062	Volume prélevé	Délégataire	1 721 089 m <sup>3</sup>	1 741 912 m <sup>3</sup>
VP.059	Volume produit	Délégataire	1 718 024 m <sup>3</sup>	1 738 846 m <sup>3</sup>
VP.060	Volume acheté à d'autres services d'eau potable	Délégataire	778 m <sup>3</sup>	964 m <sup>3</sup>
	Volume mis en distribution (m <sup>3</sup> )	Délégataire	1 716 845 m <sup>3</sup>	1 739 810 m <sup>3</sup>
VP.220	Volume de service du réseau	Délégataire	6 663 m <sup>3</sup>	4 091 m <sup>3</sup>
	Volume consommé autorisé année entière	Délégataire	1 118 878 m <sup>3</sup>	1 268 552 m <sup>3</sup>
	Nombre de fuites réparées	Délégataire	158	297
LE PATRIMOINE DE VOTRE SERVICE		PRODUCTEUR	VALEUR 2022	VALEUR 2023
	Nombre d'installations de production	Délégataire	5	5
	Capacité totale de production	Délégataire	19 900 m <sup>3</sup> /j	19 900 m <sup>3</sup> /j
	Nombre de réservoirs ou châteaux d'eau	Délégataire	8	8
	Capacité totale des réservoirs ou châteaux d'eau	Délégataire	6 451 m <sup>3</sup>	6 451 m <sup>3</sup>
	Longueur de réseau	Délégataire	210 km	210 km
VP.077	Longueur de canalisation de distribution (hors branchements)	Collectivité (2)	209 km	209 km
VP.140	Longueur de canalisation renouvelée par le délégataire	Délégataire	- ml	- ml
	Nombre de branchements	Délégataire	3 610	3 685
	Nombre de branchements en plomb	Délégataire	0	0
	Nombre de branchements en plomb supprimés	Délégataire	0	0
	Nombre de branchements neufs	Délégataire	35	75
	Nombre de compteurs	Délégataire	10 333	10 623
	Nombre de compteurs remplacés	Délégataire	2 351	5 449
LES CONSOMMATEURS ET LEUR CONSOMMATION D'EAU		PRODUCTEUR	VALEUR 2022	VALEUR 2023
	Nombre de communes	Délégataire	6	6
VP.056	Nombre total d'abonnés (clients)	Délégataire	9 654	9 802
	- Abonnés domestiques	Délégataire	9 654	9 797
	- Abonnés non domestiques	Délégataire	0	5
	- Abonnés autres services d'eau potable	Délégataire	0	0
	Volume vendu	Délégataire	1 078 303 m <sup>3</sup>	1 136 781 m <sup>3</sup>
	- Volume vendu aux abonnés domestiques	Délégataire	1 076 346 m <sup>3</sup>	1 117 916 m <sup>3</sup>
	- Volume vendu aux abonnés non domestiques	Délégataire	0 m <sup>3</sup>	18 865 m <sup>3</sup>
VP.061	- Volume vendu à d'autres services d'eau potable	Délégataire	1 957 m <sup>3</sup>	0 m <sup>3</sup>
	Consommation moyenne	Délégataire	138 l/hab/j	148 l/hab/j
	Consommation individuelle unitaire	Délégataire	99 m <sup>3</sup> /abo/an	103 m <sup>3</sup> /abo/an

(1) La donnée indiquée est celle du système d'information du délégataire

(2) Les éléments de calcul connus du délégataire sont fournis dans le corps du présent rapport



LA SATISFACTION DES CONSOMMATEURS ET L'ACCÈS À L'EAU	PRODUCTEUR	VALEUR 2022	VALEUR 2023
Existence d'une mesure de satisfaction consommateurs	Déléataire	Mesure statistique d'entreprise	Mesure statistique d'entreprise
Taux de satisfaction globale par rapport au Service	Déléataire	<b>82 %</b>	<b>82 %</b>
Existence d'une Commission consultative des Services Publics Locaux	Déléataire	<b>Non</b>	<b>Non</b>
Existence d'une Convention Fonds Solidarité Logement « Eau »	Déléataire	<b>Oui</b>	<b>Oui</b>
LES CERTIFICATS	PRODUCTEUR	VALEUR 2022	VALEUR 2023
Certifications ISO 9001, 14001, 50001	Déléataire	<b>En vigueur</b>	<b>En vigueur</b>
Réalisation des analyses par un laboratoire accrédité	Déléataire	<b>Oui</b>	<b>Oui</b>
L'EMPREINTE ENVIRONNEMENTALE	PRODUCTEUR	VALEUR 2022	VALEUR 2023
Energie relevée consommée	Déléataire	<b>1 144 341 kWh</b>	<b>1 151 469 kWh</b>

## 1.7 kWhLe prix du service public de l'eau

### LA FACTURE 120 M<sup>3</sup>

En France, l'intégralité des coûts du service public est supportée par la facture d'eau. La facture type de 120m<sup>3</sup> représente l'équivalent de la consommation d'eau d'une année pour un ménage de 3 à 4 personnes.

A titre indicatif sur la commune de , l'évolution du prix du service de l'eau (redevances comprises, mais hors assainissement) par m<sup>3</sup> [D102.0] pour 120 m<sup>3</sup>, au tarif en vigueur au 1<sup>er</sup> janvier, est la suivante :

Prix du service de l'eau potable pour 120 m3	Volume	Montant Au 01/01/2023	Montant Au 01/01/20234
<b>Toutes communes<sup>(1)</sup></b>	<b>120 m3</b>	<b>2,15 €/m3</b>	<b>2,29</b>
Lirac	120 m3	2,28 €/m3	2,32 €/m3
Pont Saint Esprit	120 m3	2,06 €/m3	2,11 €/m3
Saint André d'Olérargues	120 m3	2,31 €/m3	2,36 €/m3
Saint Géniès de Comolas	120 m3	2,28 €/m3	2,32 €/m3
Saint Laurent des Arbres	120 m3	2,28 €/m3	2,32 €/m3
Tavel	120 m3	2,28 €/m3	2,32 €/m3

Les factures type sont présentées en annexe.

## 1.8 L'essentiel de l'année 2023

### 1.8.1 Principaux faits marquants de l'année

L'année 2023 est marquée par le déploiement de la télérelève par la pose de module ou le remplacement des compteurs d'eau.

Durant l'exercice 2023, d'importantes casses ont eu lieu sur le réseau de Pont Saint Esprit, notamment Rue du 8 mai. Nous avons rencontré un dépassement du chlorothalonile (fongicide) sur le pompage de la barandonne en octobre 2023.

Nous avons remplacé la pompe 1 du pompage de la barandonne et le débitmètre du refoulement de la chapelle.

Nous rencontrons des problèmes de turbidité sur la ressource de Mas Malon à St André d'Oliérargues que nous arrivons à gérer grâce à la régulation du débit de la pompe et à la décantation dans le réservoir. Nous avons remplacé la pompe de forage au mois d'avril 2023. Nous avons également remplacé l'armoire de commande de la bégude, les surpresseurs de Christol, l'inter flotteur du réservoir sur tour.

Nous avons remplacé l'échelle d'accès au réservoir semi-enterré

Nous avons rencontré, sur le secteur de l'ex syndicat de Lirac, une panne de l'hydro savy du réservoir de tavel provoquant une quantité d'eau importante perdue au trop plein (Environ 10 000m3). Depuis cette organe a été remplacé et des travaux ont été réalisés pour que cette situation ne se reproduise plus.

De nombreuses vannes ont été renouvelées sur la commune de Saint Laurent des arbres dans le cadre du programme de renouvellement afin de diminuer l'impact des coupures d'eau sur la commune.

Nous avons remplacé l'échelle d'accès au réservoir de Tavel

A la prise en main du périmètre nous avons relevé les problèmes ci-dessous qui n'ont toujours pas été résolus:

#### UPR Monfaucon :

- Fuite de Chlore sur le détendeur n°2 réparée par nos services
- Présence d'arbustes et d'un arbre mort couché au sol.



- Le ballon anti bélier date de 2009, la législation impose un remplacement tous les 10 ans ou un contrôle par un organisme agréé.

- Réservoir de tête 1000m3 :
- L'accès à ce réservoir se fait en traversant une propriété privée.
- L'échelle d'accès n'est pas sécurisée, il n'y a pas de crinoline.
- Passerelle d'accès au tube tranquillisant est en mauvais état.
- L'anti Intrusion ne fonctionnait pas. réparé par nos services

#### Réservoir St Laurent des arbres 500m3 :

- Dégradation apparente du génie civil, un suintement visible de l'extérieur.



- Les espaces verts n'étaient pas entretenus.



- Vitre cassée sur la porte
- La sonde piézométrique ne fonctionnait pas remplacée par nos services
- Des ouvertures sont présentes sur le dôme, ce qui pose un problème de sécurité.

#### Réservoir de tavel :

- L'analyseur de chlore avait été déposé, reposé par nos service

## 1.8.2 Evolutions réglementaires

Chaque année, une sélection des textes réglementaires les plus marquants de l'année vous est proposée, accompagnée des impacts les plus significatifs sur la vie du service.

L'année 2023 a été marquée par la publication de textes législatifs et réglementaires particulièrement structurants, à court et moyen termes, pour les services d'eau. Vos interlocuteurs Veolia se tiennent à votre disposition pour répondre à vos différentes questions et échanger de manière approfondie sur leurs conséquences particulières pour votre service, notamment, les résultats d'analyses de qualité d'eau réalisées en 2023 sur votre service.

- **UN PLAN EAU : LA SOBRIÉTÉ AU SERVICE DU DÉVELOPPEMENT DES TERRITOIRES**

Le Plan Eau national a été rendu public le 30 mars 2023, à l'issue d'un été 2022 et d'un hiver 2023 marqués par un très fort déficit hydrique. Il se structure autour de trois axes, à savoir, organiser la sobriété pour tous les acteurs, optimiser la disponibilité de la ressource, préserver la qualité de l'eau.

Ce plan fixe un objectif de réduction de 10 % des prélèvements sur la ressource en eau à l'horizon 2030, pour tous les usages, à l'exception des usages pour irrigation agricole qui pourront demeurer constants.

A l'automne 2023, ce plan a été décliné sur chacun des grands bassins hydrographiques à travers un Plan d'Adaptation au Changement Climatique (PACC) qui précise la trajectoire de réduction des prélèvements par grand usage (alimentation en eau, industrie, agriculture...) au regard des projections d'évolution de la ressource en eau.

L'objectif de sobriété, tel qu'exprimé dans le Plan Eau et les différents PACC des grands bassins, n'a pas été traduit en 2023 en dispositions législatives ou réglementaires majeures.

Toutefois, la sobriété hydrique constitue désormais un critère à part entière de l'évaluation environnementale réglementaire des plans, programmes et projets, notamment les SCOT et les plans d'urbanisme.

Aussi, dorénavant, ce peut être la disponibilité de la ressource en eau qui fixe l'ambition de développement d'un territoire. Dans ce contexte nouveau, la maîtrise des consommations constitue une voie indispensable pour sécuriser un plan d'urbanisme ou un projet industriel porteur d'une ambition de développement local vis-à-vis des recours administratifs relatifs au partage de l'eau sur le territoire concerné.

Vos interlocuteurs Veolia se tiennent à votre disposition pour vous accompagner pour décliner cet objectif de sobriété sur votre service, conformément aux projets locaux de développement, et bâtir avec vous un service d'eau à faible empreinte hydrique tout en étudiant les vulnérabilités du service face à ce nouvel objectif de sobriété et de maîtrise des consommations.

- **LA RÉFORME DES REDEVANCES DES AGENCES DE L'EAU**

Cette réforme a été adoptée dans la loi de finances de l'année 2024. Il est prévu qu'elle soit effective à compter de l'année 2025 pour l'entrée en vigueur des douzièmes programmes des agences de l'eau (2025 - 2030). Des textes d'application sont attendus courant 2024 et viendront préciser ses modalités et son calendrier d'application.

Telle qu'adoptée dans la loi de finances 2024, cette réforme supprime certaines redevances existantes : pollution non-domestique et modernisation des réseaux de collecte (usage domestique et non-domestique). De même, cette réforme acte la fin de la prime pour performance épuratoire et le doublement possible de la redevance de prélèvement sur la ressource en eau pour cause de maîtrise insuffisante des pertes en eau sur le réseau d'eau (doublement dit 'Grenelle', encadré par un décret de janvier 2012).

Dans le même temps, ces différentes suppressions s'accompagnent de nouvelles redevances :

- une redevance pour consommation d'eau potable dont devront s'acquitter les abonnés au service ;

- deux redevances auxquelles seront assujetties directement les autorités organisatrices des services publics d'eau et d'assainissement.

Ces deux dernières redevances seront modulées au regard d'un certain nombre de critères de performance des services, à savoir :

- pour les services d'eau : le niveau des pertes en eau et la gestion du patrimoine ;
- pour les services d'assainissement : la conformité en équipement et en performance ainsi que l'effectivité de l'autosurveillance du système d'assainissement (réseau de collecte et stations d'épuration).

Pour la redevance assainissement, la conformité en équipement, c'est-à-dire le respect des prescriptions de l'arrêté préfectoral (acte administratif), sera un critère à caractère rédhibitoire. Son non-respect obèrera toute possibilité de modulation de cette nouvelle redevance.

De plus, les services, en tant qu'autorité organisatrice, disposeront de la faculté de reporter la contrepartie de ces deux redevances, assises sur la performance, qui seront appelées auprès d'eux sur une ligne spécifique de la facture des abonnés au service à travers un mécanisme de contre-valeur.

Enfin, cette réforme structurante des redevances survient dans un contexte d'augmentation des moyens d'intervention des agences de l'eau (Plan Eau) et s'accompagnera d'une refonte des indicateurs de performance du Systèmes d'Information des Services Publics d'Eau et d'Assainissement qui aboutira durant l'année 2024.

- **LA LOI "INDUSTRIE VERTE"**

La loi n° 2023-973 du 23 octobre 2023 est relative à l'industrie verte. Dans le respect d'un objectif de sobriété (foncière, énergétique, hydrique), elle vise à faciliter l'implantation des sites industriels, à financer les projets industriels verts, à conditionner les aides publiques à la transition écologique mais aussi à permettre une commande publique plus "verte". En effet, cette loi accélère la prise en compte de critères environnementaux dans la commande publique. Deux nouveaux motifs d'exclusion des marchés publics sont créés : le premier pour les entreprises ne satisfaisant pas à l'obligation d'établir un bilan de leurs émissions de gaz à effet de serre (BEGES), le second pour les entreprises ne respectant pas leurs engagements de publication d'information en matière de durabilité. Les collectivités locales pourront choisir ou non d'appliquer ces deux motifs d'exclusion.

- **RÉSILIENCE DES SERVICES**

La directive européenne 2022/2557 du 14 décembre 2022 sur la résilience des entités critiques a considéré les services d'eau et d'assainissement comme des entités critiques. La transposition en droit français surviendra au plus tard le 14 octobre 2024 et sera susceptible d'impacts potentiels (financiers et/ou organisationnels) pour votre service.

- **QUALITÉ DE L'EAU**

**La directive européenne 2020/2184 relative à la qualité des eaux destinées à la consommation humaine entre progressivement en vigueur.**

La directive 2020/2184 du 16 décembre 2020 actualise celle de 1998. Elle "revalorise l'eau du robinet" Cette directive a été transposée en droit français à la toute fin de l'année 2022 à travers une ordonnance, deux décrets et une quinzaine d'arrêtés.

Ces textes législatifs et réglementaires ont été complétés par une note d'information de la Direction Générale de la Santé (DGS) aux ARS (note d'information N° DGS/EA4/2023/61 du 14 avril 2023, publiée le 28 avril 2023).

Cette note d'information confirme les points fondamentaux du cadre réglementaire promulgué fin décembre 2022 et pour partie effectif depuis le 1er janvier 2023. Notamment :

- Elle renforce, dès le 1<sup>er</sup> janvier 2023, les normes de qualité exigées pour l'eau potable sur de nouveaux polluants, avec une obligation de résultats sur sept nouveaux paramètres qui couvrent différentes familles de substances (sous-produits de désinfection, perturbateurs endocriniens, l'uranium) et notamment la somme de 20 substances alkyl perfluorées (famille de substances communément nommées 'PFAS') à laquelle est associée une limite de qualité de 0,1 microgramme par litre ;
- Elle confirme que la vérification permanente de la qualité de l'eau relève de la responsabilité du service public d'eau, au travers la mise en œuvre d'un plan de surveillance conforme aux exigences de qualité en vigueur et aux vulnérabilités identifiées. Le contrôle sanitaire officiel opéré par les ARS présente un caractère strictement ponctuel et en aucun cas permanent. Ainsi, sur les sept nouveaux paramètres mentionnés plus haut, le contrôle sanitaire réalisé par les ARS sera opérationnel au plus tard le 1<sup>er</sup> janvier 2026 ;
- Elle instaure une approche de gestion préventive des risques sanitaires, qui rend obligatoires les plans de gestion de la sécurité sanitaire des eaux (PGSSE). Cette approche passe par une meilleure maîtrise du patrimoine des services d'eau et la compréhension de leur vulnérabilité, avec pour objectif d'améliorer l'efficacité du plan de surveillance mentionné plus haut.

Compte tenu de ces évolutions importantes, nous vous avons informé de la réalisation par nos soins d'une campagne d'analyses permettant de dresser un premier état des lieux sur la présence éventuelle des sept nouveaux paramètres considérés dans le cadre réglementaire en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2023.

Cette campagne est échelonnée en deux temps en fonction de l'accréditation des méthodes analytiques.

Pour le moins, ce premier état des lieux est susceptible d'apporter un premier niveau d'assurance sur la qualité de l'eau distribuée par votre service puis d'orienter la réalisation du PGSSE et l'élaboration du plan de surveillance de la qualité de l'eau.

D'autre part, en avril 2023, l'Anses a publié les résultats de la campagne exploratoire sur les polluants émergents susceptibles d'être présents dans les ressources en eau et les EDCH qu'elle a mené les années antérieures sous l'égide de la DGS, puis, dans une instruction aux ARS en date du 31 août 2023 (publiée le 29 septembre 2023), la DGS a précisé les modalités de réalisation de la prochaine campagne nationale exploratoire de mesures de paramètres émergents qui sera réalisée par l'Anses en 2024. Cette nouvelle campagne exploratoire portera sur les PFAS et quelques pesticides dans les eaux brutes et les eaux distribuées. Pour les PFAS, cette campagne portera sur 34 composés, incluant les 20 composés dont la somme est soumise à une limite de qualité depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2023.

Vos interlocuteurs Veolia se tiennent à votre disposition pour vous rencontrer afin de répondre à vos différentes questions et échanger plus en avant sur les éventuelles conséquences pour votre service des évolutions réglementaires survenues au 1<sup>er</sup> janvier 2023, en lien avec le Plan de Gestion de la Sécurité Sanitaire des Eaux dont la PRPDE est maître d'ouvrage.

### **Métabolites de pesticides : des critères de gestion qui évoluent**

L'instruction DGS/EA4/2020/177 en date du 18 décembre 2020 était venue préciser les modalités de gestion des risques sanitaires en cas de présence de pesticides et de métabolites de pesticides (molécules issues de la dégradation des pesticides) dans les Eaux Destinées à la Consommation Humaine (EDCH).

Aussi, depuis la publication de l'instruction de décembre 2020, les Agences Régionales de Santé (ARS) ont renforcé le contrôle sanitaire des eaux destinées à la consommation humaine en y intégrant des nouveaux métabolites de pesticides. Ce renforcement a conduit dès 2021 à la détection de plus en plus fréquente de métabolites de pesticides dans les ressources en eau et/ou dans les eaux produites et distribuées et, ce, au-delà des normes réglementaires.

Durant l'année 2022, face à cette détection de plus en plus fréquente, les autorités sanitaires ont précisé les modalités de gestion initialement prévues dans l'instruction de décembre 2020.

Ainsi, après avoir saisi le Haut Conseil de Santé Publique (HCSP), dans son instruction du 24 mai 2022, la DGS a modifié les modalités de gestion des métabolites ne disposant pas de valeur sanitaire définie par l'Anses en préconisant aux ARS d'appliquer alors les valeurs sanitaires transitoires (VST) établies par l'agence fédérale pour l'environnement allemande (UBA).

Pour les seuls métabolites non-pertinents, l'arrêté du 30 décembre 2022 (modifiant l'arrêté du 11 janvier 2007) relatif aux limites et références de qualité des eaux brutes et des eaux destinées à la consommation humaine fixe la valeur indicative de 0,9 µg/L comme seuil à partir duquel un plan d'action préventif sur la zone de captage est nécessaire. Ce faisant, cet arrêté abroge les modalités de gestion prévues, pour les métabolites non-pertinents, dans l'instruction du 18 décembre 2020.

L'année 2023 a été marquée par :

- En avril 2023, la publication des résultats de la campagne exploratoire menée par l'Anses, sous l'égide de la DGS, sur les polluants émergents susceptibles d'être présents dans les ressources en eau et les EDCH. Cette publication a donné lieu à de nombreuses reprises médiatiques du fait de la détection fréquente du métabolite Chlorothalonil R471811 dans les eaux brutes et distribuées. Le métabolite "R471811" est considéré comme pertinent et doté d'une Valeur Sanitaire Transitoire de 3 microgrammes par litre. Au cours de l'année 2023, nous vous avons proposé puis, le cas échéant, réalisé, une campagne d'analyses permettant de dresser un premier état des lieux de la présence éventuelle du métabolite R471811 sur les eaux brutes et/ou distribuées par votre service.
- Dans une instruction en date du 20 octobre 2023 (publiée le 31 octobre 2023), la DGS est venue compléter les modalités de gestion des situations de dépassement des Valeurs Sanitaires Transitoires (VST) pour les métabolites du Chlorothalonil et de la Chloridazone. Notamment, cette instruction précise que pour ces métabolites pertinents, en cas de dépassement de leur VST, les restrictions de consommations préconisées dans les précédentes instructions (décembre 2020 et mai 2022) ne s'appliquent pas. Par contre, les services d'eau concernés restent tenus d'élaborer un plan d'actions pour rétablir la qualité de l'eau et d'informer les abonnés du service. En parallèle, cette instruction annonce la sollicitation de la Commission Européenne par la France en vue d'un état des lieux des situations observées au sein de chaque état membre.

Aussi, le sujet des métabolites de pesticide est susceptible d'évoluer de nouveau au cours de l'année 2024 dans un contexte où les progrès des techniques d'analyse de l'eau conjugués à l'acquisition de nouvelles connaissances scientifiques et à l'application du principe de précaution constituent désormais des facteurs pouvant impacter très directement les services d'eau dans leur gestion des métabolites de pesticides.

Dans ce contexte évolutif, vos interlocuteurs Veolia se tiennent à votre disposition pour vous rencontrer afin de répondre à vos différentes questions et échanger plus en avant sur les éventuelles conséquences pour votre service de la réglementation applicable depuis le 1er janvier 2023 sur la qualité de l'eau, en lien avec le Plan de Gestion de la Sécurité Sanitaire des Eaux dont la PRPDE est maître d'ouvrage.

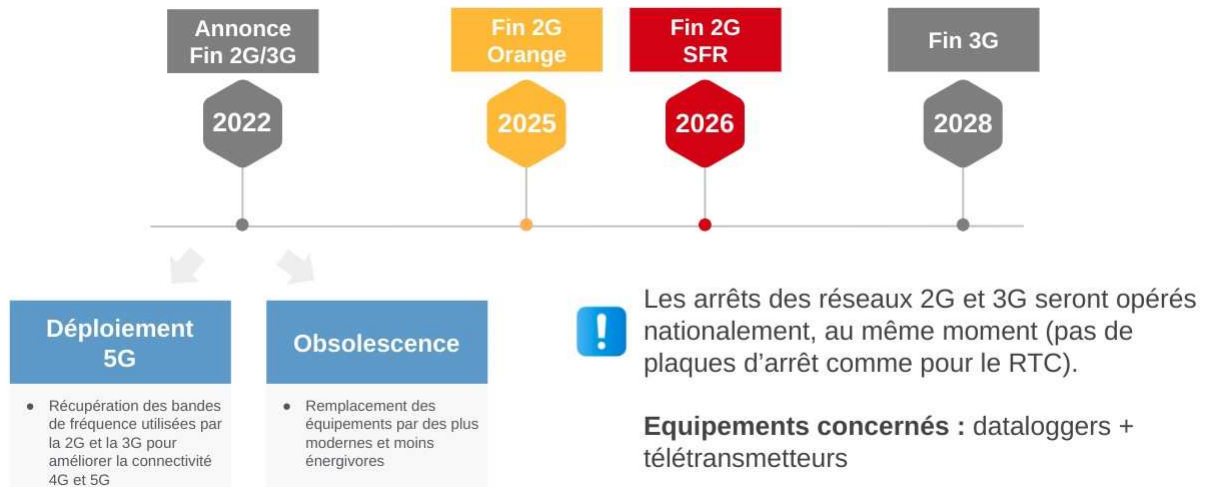
- **Fin des réseaux RTC, 2G et 3G**

Les installations d'eau de tous types utilisent des équipements destinés à communiquer et partager des informations aux collectivités et aux délégataires. Elles reflètent l'état de santé des ouvrages, et alertent en cas de dysfonctionnement. Pour vous parvenir, ces données circulent sur des réseaux téléphoniques filaires de type RTC (réseau téléphonique commuté) ou des réseaux 2G/3G.

Les différents opérateurs télécom ont récemment annoncé de façon unilatérale la fin des réseaux 2G à horizon 2025 et 3G à horizon 2028. Les fréquences ainsi libérées seront réemployées pour les services en 4G et 5G.



Ces arrêts des réseaux 2G et 3G seront opérés nationalement au même moment



A la résiliation automatique des abonnements par les opérateurs téléphoniques, les ouvrages d'eau potable ne pourront plus faire remonter d'information à distance. Plus aucune alerte ne parviendra pour prévenir d'un manque d'eau par exemple.

La fin annoncée des technologies 2G et 3G implique la mise en œuvre d'un plan de migration (diagnostic, sélection, approvisionnement, remplacement) des installations de communication, susceptible d'être financé par le plan de renouvellement, de travaux sur devis, ou par voie d'avenant.

Vos interlocuteurs Veolia se rapprocheront de vous, pour répondre à vos différentes questions et échanger là aussi de manière approfondie sur leurs conséquences pour votre service.

La fin des lignes RTC est programmée par plaques, avec des échéances échelonnées jusqu'à 2030

### 1.8.3 Propositions d'amélioration

Lieu ou ouvrage	Insuffisances	Préconisations pour l'année à venir
Ex Synd de Lirac	secto permanente insuffisante	Pose de débitmètre de secto permanente en entrée de réservoir
Pompage Mas Malon	Problème de turbidité	Analyse du forage pour définir l'origine
Ex Synd de Lirac	Dépôt de calcaire excessif	Enquête à réaliser pour définir l'origine
Pont Saint Esprit	casses récurrentes Imp Ste Barbe sur cana AC100mm	Renouvellement de la canalisation
Pont Saint Esprit	casses récurrentes rue du 8 mai sur cana AC150mm	Renouvellement de la canalisation

# 2.

## LES CONSOMMATEURS DE VOTRE SERVICE ET LEUR CONSOMMATION



Veolia fait de la considération et de la personnalisation des réponses apportées les principes transversaux qui guident l'ensemble de sa relation aux consommateurs des services d'eau et d'assainissement, dans toutes ses actions au quotidien. Dans ce chapitre, figurent les informations relatives à la satisfaction des consommateurs de votre service, ainsi que les données liées aux paiements des factures.

## 2.1 Les consommateurs abonnés du service

### → *Le nombre d'abonnés*

Le nombre de consommateurs abonnés (clients) par catégorie constaté au 31 décembre, au sens de l'arrêté du 2 mai 2007, figure au tableau suivant :

	2022	2023	N/N-1
<b>Nombre total d'abonnés (clients)</b>	<b>9 654</b>	<b>9 802</b>	<b>1,5%</b>
domestiques ou assimilés	9 654	9 797	1,5%
non domestiques	0	5	100%

### → *Les principaux indicateurs de la relation consommateurs*

	2022	2023	N/N-1
Nombre d'interventions avec déplacement chez le client	576	10 699	1 757,5%
Nombre annuel de demandes d'abonnement	337	1 016	201,5%
Taux de clients mensualisés	18,3 %	49,8 %	172,1%
Taux de clients prélevés hors mensualisation	0,0 %	17,0 %	100%
Taux de mutation	3,6 %	10,6 %	194,4%

Les données consommateurs par commune sont disponibles en annexe.

## 2.2 La satisfaction des consommateurs : personnalisation et considération au rendez-vous

Veolia s'engage à prendre autant soin des consommateurs des services d'eau et d'assainissement qui lui sont confiés que de la qualité de l'eau qu'elle leur apporte ou de leur environnement. Au quotidien, nous souhaitons ainsi que les consommateurs se sentent bienvenus et considérés lorsqu'ils interagissent avec nos équipes, grâce à des interlocuteurs qu'ils comprennent et qui les comprennent... et bien sûr grâce à des femmes et des hommes résolument engagés à leur service.

- **Nos engagements consommateurs**

Nos 8 engagements témoignent de notre mobilisation quotidienne pour la qualité de l'eau et de celle de tous les services qu'attendent les consommateurs. Qu'il s'agisse d'intervenir quand ils ont besoin de nous, de les aider à gérer leurs budgets eau, de les accompagner dans l'adaptation à la transition écologique ou de mettre à leur disposition tous les canaux d'échanges dont ils souhaitent disposer.

### Nos 8 engagements

témoignent de notre mobilisation quotidienne pour la qualité de votre eau et de celle de tous les services que vous attendez.



**1**

**L'information systématique sur la qualité de votre eau et la réponse en 24h à vos questions \***



**2**

**Des conseils et alertes en cas de surconsommation, pour préserver les ressources en eau**



**3**

**L'accès 24/7 à un service consommateurs omnicanal, adapté à chacun**

POUR ACCÉDER À CES SERVICES, TÉLÉCHARGEZ NOTRE APPLICATION ICI :



**4**

**Des conseillers clientèle près de chez vous, pour un service consommateurs 100% France**



**5**

**Le respect des délais d'intervention chez vous \***



**6**

**L'aide à la maîtrise de votre budget eau \***



**7**

**Le recueil de votre satisfaction en toute occasion \***



**8**

**Une réponse aux réclamations sous 7 jours \***



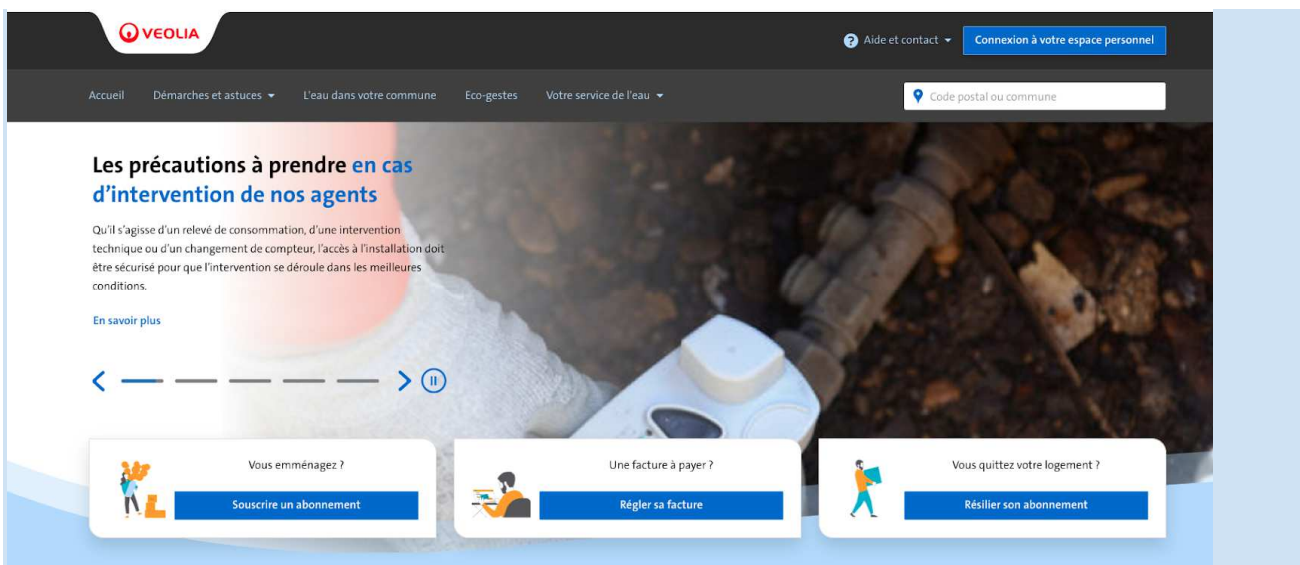
**Nos engagements sont si précieux, qu'en cas de non respect, nous vous offrons 30 euros, lorsque vous nous le signalez. Rendez-vous sur eau.veolia.fr pour en savoir plus !**

Ces engagements sont détaillés sur notre site eau.veolia.fr à la rubrique “Votre service de l’eau s’engage”. Ceux signalés par un astérisque font l’objet d’une garantie de service qui se traduit par un remboursement de 30 euros après signalement du consommateur en cas de manquement.

- **Notre nouveau site internet**

Plus moderne, plus simple et clair, le nouveau site internet du service de l’eau de votre collectivité met l’accent sur le parcours du consommateur. Sans navigation longue, les trois opérations clefs qui génèrent le plus grand nombre de demandes contacts sont directement accessibles. L’emménagement, le paiement en ligne des factures et la résiliation sont disponibles dès la première page de connexion.

Au-delà de ces opérations les plus courantes, toutes les autres démarches sont également réalisables en ligne, comme par exemple la souscription à la mensualisation ou à la facture électronique, de même que les relevés de compteurs en période de facturation.



Enfin, plusieurs pages sont consacrées aux éco-gestes qui contribuent aux économies d’eau et à la lutte contre le dérèglement climatique, en permettant notamment à chaque consommateur de simuler la consommation de son foyer.

- **Notre nouvel outil de gestion des relations clients**

Nous avons modernisé notre outil logiciel de gestion des relations clients pour simplifier les démarches et rendre nos services plus réactifs.

Les évolutions mises en place permettent par exemple :

- un choix des dates de prélèvement et de mensualisation en ligne, à tout moment par l’usager ;
- une possibilité de télécharger directement des justificatifs de domicile ;
- de diminuer les délais entre le relevé de compteur et la réception de la facture par le consommateur.

- **Notre volonté d’ancrage territorial**

L’engagement de Veolia en faveur d’un service consommateurs de proximité et de grande qualité, s’appuyant sur la densité de son ancrage territorial a permis à Veolia de devenir le premier opérateur de services d’eau et d’assainissement à obtenir l’attestation “Relation Client 100% France”.

Délivrée par l’Association Française de la Relation Client (AFRC) et l’Association Origine France Garantie, elle certifie que toutes les équipes relations consommateurs des activités eau et assainissement de Veolia sont basées sur le territoire français, et bénéficient d’un contrat de travail en droit français. Elle est précédée d’un audit initial de l’AFNOR.



Veolia dispose en particulier de 11 Centres de Relation Client implantés en France et répartis sur le territoire national : Liévin, Vaulx-en-Verin, Toulouse, Le Mans, Caen, Metz, Maxeville, Blagnac, Lyon, Montpellier, Saint-Maurice.

- **La multiplicité de nos contacts avec les consommateurs**

Que les demandes des consommateurs soient exprimées par téléphone, courrier, mail, et quel qu’en soit le motif, elles sont systématiquement enregistrées et qualifiées par les conseillers consommateurs.

Le suivi des demandes clients est ainsi total, les conseillers pouvant aisément avoir connaissance des précédentes demandes d’un consommateur ou bien le renseigner sur leur instruction.

**Canaux de communication utilisés par les consommateurs**

Canal du contact	Principales caractéristiques
Téléphone	7 255
Internet	1 618
Courrier	338
Visite en Agence	461

## Objet des demandes des consommateurs

Motif de la demande	Nombre de demandes traitées
Abonnement et Résiliation	2 964
Facture et Paiement	4 527
Qualité de l'eau	13
Intervention	1 657
Branchement	199
Service et divers	312

- **A l'écoute des usagers**

Satisfaire les consommateurs des services que nous exploitons commence par recueillir régulièrement le jugement qu'ils portent sur ces services : leur apporter de la considération, personnaliser les réponses et les services qui leur sont proposés, cela commence toujours par être à l'écoute de ce qu'ils ont à nous dire, de ce qu'ils pensent de nous.

Le baromètre de satisfaction réalisé par Veolia porte sur les principaux critères d'appréciation de nos prestations :

- la qualité de l'eau
- la qualité de la relation avec le consommateur abonné : accueil par les conseillers des Centres d'appel, par ceux de l'accueil de proximité...
- la qualité de l'information adressée aux abonnés

Des indicateurs de performance permettent aussi d'évaluer de manière objective la qualité du service rendu.

	2022	2023	N/N-1
Satisfaction globale	82	82	0
La continuité de service	91	90	-1
La qualité de l'eau distribuée	80	78	-2
Le niveau de prix facturé	56	58	+2
La qualité du service client offert aux abonnés	77	77	0
Le traitement des nouveaux abonnements	78	78	0
L'information délivrée aux abonnés	74	73	-1

## 2.3 Données économiques

### → *Le taux d'impayés sur les factures d'eau de l'année précédente [P154.0]*

Le taux d'impayés est calculé au 31/12 de l'année 2023 sur les factures émises au titre de l'année précédente. Le taux d'impayés correspond aux retards de paiement.

C'est une donnée différente de la rubrique « pertes sur créances irrécouvrables et contentieux recouvrement » figurant dans le CARE ; cette dernière reprend essentiellement les pertes définitivement comptabilisées. Celles-ci peuvent être enregistrées avec de plus grands décalages dans le temps compte tenu des délais nécessaires à leur constatation définitive.

Une détérioration du taux d'impayés témoigne d'une dégradation du recouvrement des factures d'eau. Une telle dégradation peut annoncer la progression des factures qui seront enregistrées ultérieurement en pertes sur créances irrécouvrables.

	2022	2023
<b>Taux d'impayés</b>	-	<b>0,43 %</b>
Montant des impayés au 31/12/N en € TTC (sur factures N-1)	-	11 524
Montant facturé N - 1 en € TTC	-	2 699 903

La loi Brottes du 15 avril 2013 a modifié les modalités de recouvrement des impayés par les services d'eau dans le cas des résidences principales. Quelles que soient les circonstances, les services d'eau ont interdiction de recourir aux coupures d'eau en cas d'impayés et doivent procéder au recouvrement des factures par toutes les autres voies légales offertes par la réglementation. Elles demeurent uniquement possibles dans le cas de résidences secondaires ou de locaux à strict usage professionnel, hors habitation. Cette situation a potentiellement pour effet de renchérir les coûts de recouvrement et/ou de pénaliser les recettes de l'ensemble des acteurs (délégataires, collectivités...).

### → *Le montant des abandons de créance et total des aides accordées [P109.0]*

L'accompagnement en cas de difficulté à payer les factures d'eau est une priorité pour votre collectivité et pour Veolia. Les dispositifs mis en œuvre s'articulent autour de trois axes fondamentaux :

- ✓ **Urgence financière** : des facilités de paiement (échéanciers, mensualisation...) sont proposées aux abonnés rencontrant temporairement des difficultés pour régler leur facture d'eau,
- ✓ **Accompagnement** : en partenariat avec les services sociaux, nous nous engageons à accueillir et orienter les personnes en situation de précarité, en recherchant de façon personnalisée les solutions les plus adaptées,
- ✓ **Assistance** : pour les foyers en grande difficulté financière, Veolia participe au dispositif Solidarité Eau intégré au Fonds de Solidarité Logement départemental.

En 2023, le montant des abandons de créance s'élevait à 1 083 €.

Le nombre de demandes d'abandons de créance reçues par le délégataire et les montants accordés figurent au tableau ci-après :

	2022	2023
Nombre de demandes d'abandon de créance à caractère social	16	22
Montant des abandons de créances ou des versements à un fonds de solidarité (€)	502,59	1 082,93
Volume vendu selon le décret (m3)	1 078 303	1 136 781



Ces éléments permettent à la Collectivité de calculer l'indicateur du décret **[P 109.0]**, en ajoutant à ce montant ses propres versements et en divisant par le volume vendu.

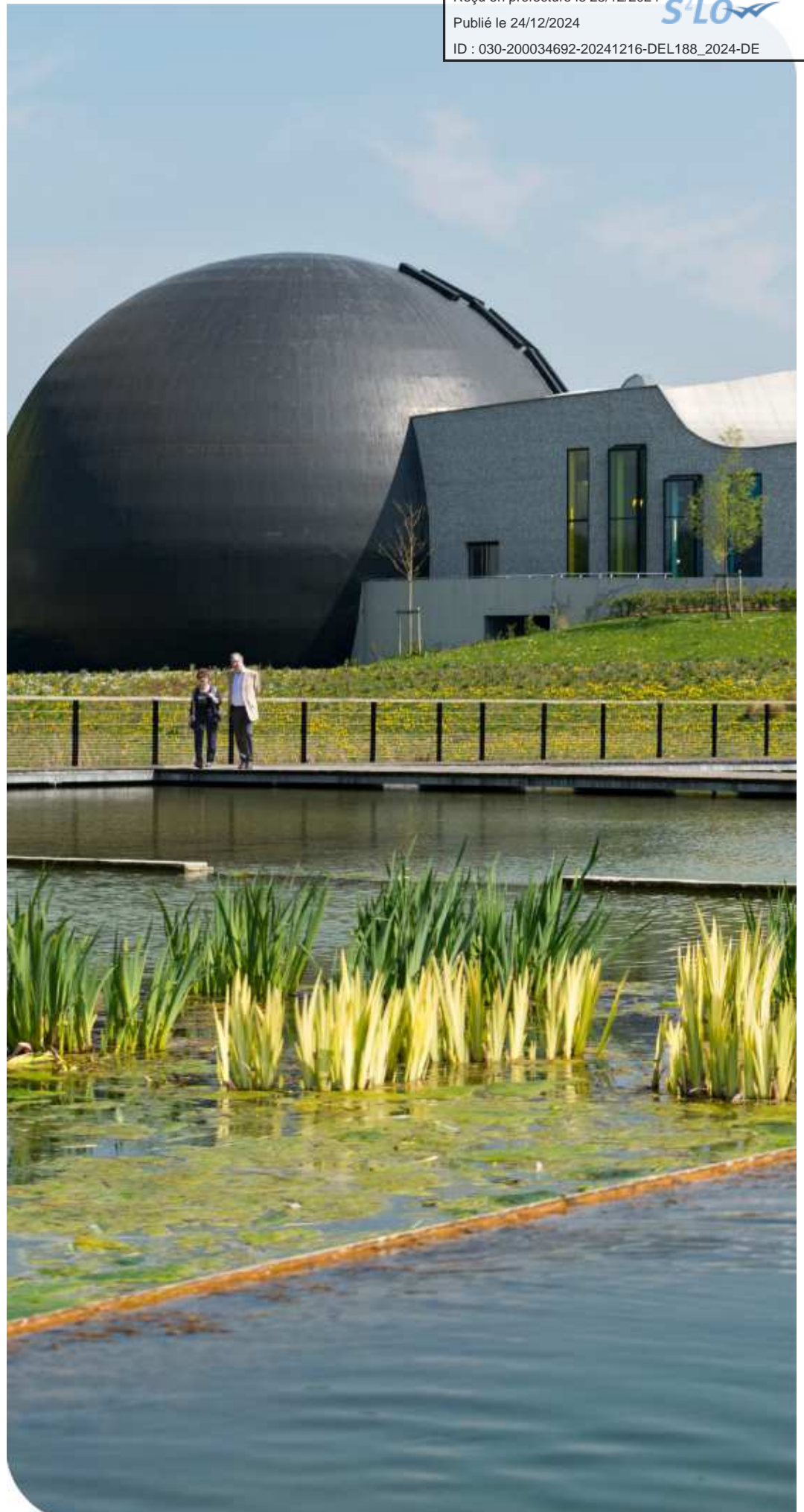
→ ***Les échéanciers de paiement***

Le nombre d'échéanciers de paiement figure au tableau ci-après :

	2022	2023
Nombre d'échéanciers de paiements ouverts au cours de l'année	417	365

# 3.

## LE PATRIMOINE DE VOTRE SERVICE



**Prélever, produire, distribuer, stocker, surveiller... : une gestion optimisée du patrimoine est la garantie de son fonctionnement durable et d'un service performant au consommateur. Vous retrouverez dans cette partie l'inventaire des installations et des réseaux associés à votre contrat, ainsi que le bilan des renouvellements et des travaux neufs réalisés sur ces ouvrages durant l'année écoulée. Au-delà, la prise en compte du patrimoine naturel (animaux, végétaux, eau, air, sols) et la gestion des infrastructures vertes, contribuent pleinement à la performance du service et au bien-être des usagers.**

## 3.1 L'inventaire des installations

Cette section présente la liste des installations de prélèvement et de production associées au contrat.

Installation de production	Capacité de production (m3/j)
Forage de Mas Malon (St-André-d'Olerargues)	300
Forage de Montfaucon (St-Géniès-de-Comolas)	13 500
Forage la Bégude (St-André-d'Olerargues)	200
UPR la Barandonne (Pont-St-Esprit)	3 200
UPR la Chapelle (Pont-St-Esprit)	2 700
<b>Capacité totale</b>	<b>19 900</b>

Réservoir ou château d'eau	Capacité de stockage (m3)
RES Chateau Village 25 m3 (St Andre d'Olerargues)	25
RES de Tavel	1 000
RES La Begude (St Andre d'Olerargues).Arrivée Forage Bégude	150
RES Les Landes (Pont St Esprit)	1 200
RES Principal 1000m3 St Genies de Comolas	1 000
RES St Laurent des Arbres	500
RES Village SUR Mas Cellier 120m3(St Andre d'Olerargues)	120
RES 500m3 (St Genies de Comolas)	500
<b>Capacité totale</b>	<b>4 495</b>

Installation de reprise, de pompage ou surpresseur	Capacité de stockage (m3)
Bâche de reprise la Peyre (Pont St Esprit)	1 800
Bâche de reprise Mas Christol / Gants	150
Bâche reprise Bégude	6
<b>Capacité totale</b>	<b>1 956</b>

## 3.2 L'inventaire des réseaux

Cette section présente la liste :

- ✓ des réseaux de distribution,
- ✓ des équipements du réseau,
- ✓ des branchements en domaine public,
- ✓ des outils de comptage

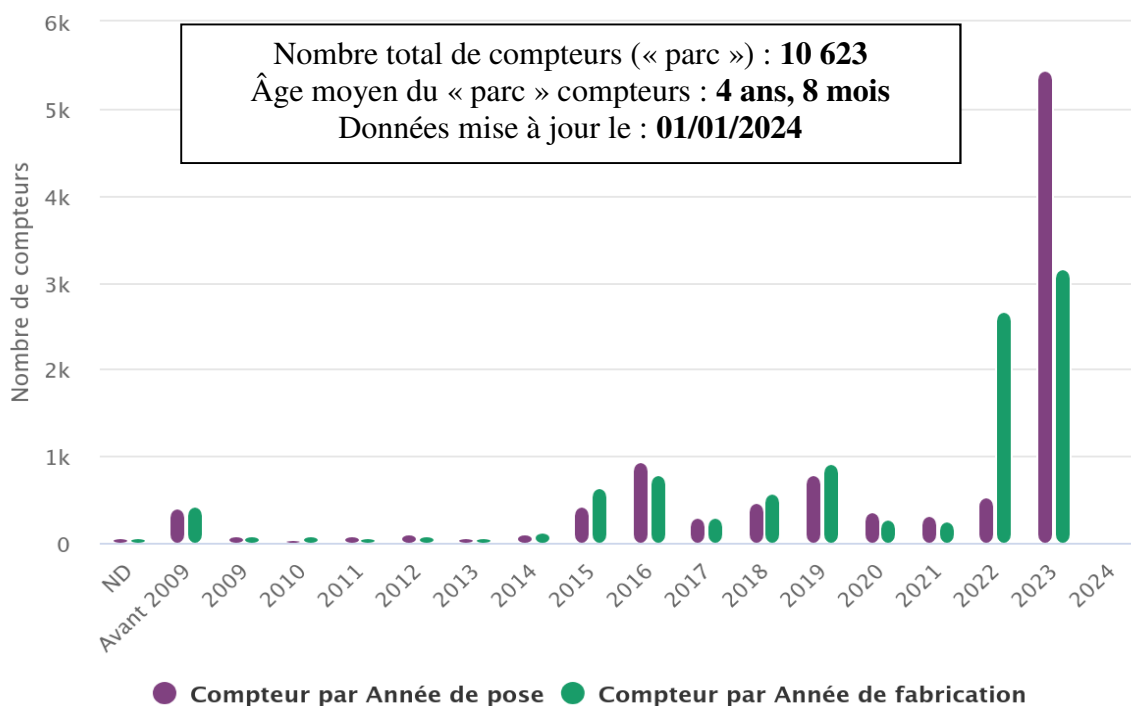
Les biens désignés comme biens de retour ou biens de reprise sont ceux expressément désignés comme tels au contrat, conformément au décret 2016-86 du 1er février 2016. S'il y a lieu, l'inventaire distingue les biens propres du délégataire.

### → Les réseaux, équipements, branchements et outils de comptage

	2022	2023	N/N-1
<b>Canalisations</b>			
Longueur totale du réseau (km)	209,5	209,5	0,0%
Longueur de distribution (ml)	209 484	209 484	0,0%
<i>dont canalisations</i>	209 484	209 484	0,0%
<i>dont branchements</i>	0	0	0%
<b>Equipements</b>			
<b>Branchements</b>			
Nombre de branchements	3 610	3 685	2,1%
<b>Compteur</b>			
Nombre de compteurs	10 333	10 623	2,8%

	Canalisation distribution (ml)
<b>Longueur totale tous DN (ml)</b>	<b>209 484</b>
DN 25 (mm)	561
DN 32 (mm)	1 149
DN 40 (mm)	3 502
DN 50 (mm)	14 205
DN 60 (mm)	5 177
DN 63 (mm)	36 211
DN 75 (mm)	6 257
DN 80 (mm)	4 273
DN 90 (mm)	2 552
DN 100 (mm)	21 949
DN 110 (mm)	31 825
DN 125 (mm)	21 203
DN 140 (mm)	408
DN 150 (mm)	19 436
DN 160 (mm)	9 228
DN 175 (mm)	372
DN 180 (mm)	180
DN 200 (mm)	7 048
DN 225 (mm)	7
DN 250 (mm)	14 898
DN 300 (mm)	2 734
DN 350 (mm)	518
DN indéterminé (mm)	5 791

→ La pyramide des âges des compteurs



## 3.3 Les indicateurs de suivi du patrimoine

Dans le cadre d'une responsabilité partagée – selon le cadre défini par le contrat - Veolia met en œuvre une démarche de gestion durable et optimisée du patrimoine afin de garantir le maintien en condition opérationnelle des ouvrages et le bon fonctionnement des équipements.

La mise à jour de l'intégralité des données patrimoniales du service est réalisée grâce à des outils de connaissance des installations et, pour les réseaux, d'un Système d'Information Géographique (SIG). L'analyse de l'ensemble des données apporte à la collectivité une connaissance détaillée de son patrimoine et de son état.

### 3.3.1 Le taux moyen de renouvellement des réseaux

Le tableau suivant permet à la collectivité de calculer le taux moyen de renouvellement des réseaux d'eau potable. La dernière ligne précise le linéaire renouvelé porté à la connaissance du délégataire. La collectivité pourra calculer le taux moyen de renouvellement en ajoutant aux valeurs de la dernière ligne le linéaire renouvelé sous sa maîtrise d'ouvrage, en moyennant sur 5 ans et en divisant par la longueur totale du réseau.

	2022	2023
<b>Taux moyen de renouvellement des réseaux d'eau potable (%)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
Longueur du réseau de desserte (hors adduction et hors branchements) (ml)	209 484	209 484
Longueur renouvelée totale (ml)	*NC	*NC

### 3.3.2 L'indice de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux [P103.2]

L'obligation de réalisation d'un descriptif détaillé des ouvrages d'eau, tel que le définit l'article D.2224-5-1 du Code Général des Collectivités Territoriales répond à l'objectif de mettre en place une gestion patrimoniale des réseaux.

Il faut que l'Indice de Connaissance et Gestion patrimoniale du réseau atteigne un total de 40 points sur les 45 premiers points accessibles pour que le service soit réputé disposer du descriptif détaillé.

Depuis 2015, les services d'eau ne disposant pas du descriptif détaillé se sont vus appliquer un doublement de la redevance pour les prélèvements réalisés sur la ressource en eau.

Calculé sur un barème de 120 points (ou 100 points pour les services n'ayant pas la mission de distribution), la valeur de cet indice **[P103.2]** pour l'année 2023 est de :

<b>Gestion patrimoine - Niveau de la politique patrimoniale du réseau</b>	2022	2023
Toutes communes	105	105
Lirac	105	105
Saint Laurent des Arbres	105	105
Tavel	105	105
Pont Saint Esprit	105	105
Saint Génies de Comolas	105	105
Saint André d'Olérargues	105	105

**Gestion patrimoine - Niveau de la politique patrimoniale du réseau**

**Barème**

Code VP	<b>Partie A : Plan des réseaux (15 points)</b>	
VP.236	Existence d'un plan des réseaux	10
VP.237	Mise à jour annuelle du plan des réseaux	5
Code VP	<b>Partie B : Inventaire des réseaux (30 points qui ne sont comptabilisés que si la totalité des points a été obtenue pour la partie A)</b>	
VP.238	Existence d'un inventaire des réseaux avec mention, pour tous les tronçons représentés sur le plan du linéaire, de la catégorie de l'ouvrage et de la précision des informations cartographiques	Non renseigné
VP.239	Pourcentage du linéaire de réseau pour lequel l'inventaire des réseaux mentionne les matériaux et diamètres.	%
VP.240	Mise à jour annuelle de l'inventaire des réseaux à partir d'une procédure formalisée pour les informations suivantes relatives aux tronçons de réseaux : linéaire, catégorie d'ouvrage, précision cartographique, matériaux et diamètres	Non renseigné
<b>Combinaison des variables VP238, VP239 et VP240</b>	Informations structurelles complètes sur tronçon (diamètre, matériaux)	15
VP.241	Connaissance pour chaque tronçon de l'âge des canalisations	15
<b>Total Parties A et B</b>		<b>45</b>
Code VP	<b>Partie C : Autres éléments de connaissance et de gestion des réseaux (75 points qui ne sont comptabilisés que si 40 points au moins ont été obtenus pour la partie A et B)</b>	
VP.242	Localisation et description des ouvrages annexes et des servitudes	10
VP.243	Inventaire pompes et équipements électromécaniques	10
VP.246	Inventaire secteurs de recherche de pertes eau	10
VP.247	Localisation des autres interventions	10
VP.248	Mise en œuvre d'un plan pluriannuel de renouvellement des canalisations	10
VP.249	Existence et mise en œuvre d'une modélisation des réseaux	5
<b>Total:</b>		<b>120</b>

Dans le cadre de sa mission, Veolia procédera régulièrement à l'actualisation des informations patrimoniales à partir des données acquises dans le cadre de ses missions ainsi que les informations que vos services lui auront communiquées, notamment, celles relatives aux extensions de réseau.

## 3.4 Gestion du patrimoine

### 3.4.1 Les renouvellements réalisés

Le renouvellement des installations techniques du service conditionne la performance à court et long termes du service. A court terme, les actions d'exploitation permettent de maintenir ou d'améliorer la performance technique des installations. A long terme, elles deviennent insuffisantes pour compenser leur vieillissement, et il faut alors envisager leur remplacement, en cohérence avec les niveaux de service fixés par la collectivité.

Le renouvellement peut concerner les installations (usines, réservoirs...) ainsi que les équipements du réseau. Il peut correspondre au remplacement à l'identique (ou à caractéristiques identiques compte tenu des évolutions technologiques) complet ou partiel d'un équipement, ou d'un certain nombre d'articles d'un lot (ex : compteurs).

Le renouvellement peut être assuré soit dans le cadre d'un Programme Contractuel, d'une Garantie de Continuité de Service ou d'un Compte de renouvellement. Le suivi des renouvellements à faire et réalisés chaque année est enregistré dans une application informatique dédiée.

#### → Les installations

Installations électromécaniques	Opération réalisée dans l'exercice
<b>STATION DE POMPAGE DES ARVES</b>	
POMPE PLEUGER 300 M3H	Renouvellement
<b>STATION DE REPRISE DE LA MONTAGNETTE + RESERVOIR 1</b>	
<b>000 M3</b>	
ARMOIRE ELECTRIQUE +EQUIPEMENT	Rénovation
ANALYSEUR DE CHLORE	Rénovation

#### → Les compteurs

En ce qui concerne les compteurs d'eau froide en service, le renouvellement est réalisé de manière à répondre aux obligations contractuelles et assurer la conformité réglementaire du parc de compteurs.

En France, le « contrôle en service des compteurs d'eau froide potable » est réglementé par l'arrêté du 6 mars 2007. Parmi les méthodes proposées par cet arrêté, Veolia a choisi celle qui donne la meilleure connaissance du parc : la mise en place d'un système qualité pour utiliser ses propres moyens de contrôle. Les compteurs de diamètre nominal strictement inférieur à 40 mm sont inspectés selon une méthode statistique définie par cet arrêté tandis que les autres compteurs sont renouvelés selon la méthode de renouvellement suivant l'âge et la classe du compteur.

Un carnet métrologique comprenant les informations demandées par la décision du 30 décembre 2008 est tenu à jour pour l'ensemble des compteurs gérés.

Veolia a été autorisé par décision ministérielle 17.00.380.001.1 à utiliser la procédure de contrôle statistique par le détenteur pour les compteurs qu'elle détient ou gère au titre d'un contrat de délégation de service public. Le système qualité de Veolia est accrédité (accréditation n° 3-1316 (précédemment accréditation n° 2 – 5146 jusqu'au 1<sup>er</sup> décembre 2016) portée disponible sur WWW.COFRAC.fr) pour faire inspecter les compteurs par son laboratoire.



Les lots de compteurs inspectés depuis 2010 sont conformes à la réglementation. Ces méthodes statistiques permettent de mettre en œuvre une stratégie de renouvellement préventif optimisée et contribuent à la maîtrise des technologies de comptage et au suivi du vieillissement des compteurs au cours du temps.

Renouvellement des compteurs	2022	2023	N/N-1
Nombre de compteurs	10 333	10 623	2,8%
Nombre de compteurs remplacés	2 351	5 449	131,8%
Taux de compteurs remplacés	22,8	51,3	125,0%

### → *Les réseaux*

Au cours de l'exercice, nous avons renouvelé 50 branchements, 10 accessoires réseau.

TYPE	Linéaire	Adresse	COMMUNE	DATE
Branchement		Chemin de Cravailleux	Tavel	6/1/2023
Branchement	224	rue Jean Cocteau	Pont Saint Esprit	30/01/2023
Branchement	59	rue de Iacombe	Tavel	18/01/2023
Branchement	63	rue des platanes	Pont Saint Esprit	01/02/2023
Branchement		Rue Vauban	Pont Saint Esprit	14/02/2023
Branchement		Rue Saint Vincent	Tavel	1/2/2023
Branchement		Rue Saint Vincent	Tavel	01/02/2023
Branchement		Rue Saint Vincent	Tavel	1/2/2023
Branchement	18	rue du Pressoir	Saint Geniès de Comolas	9/2/2023
Branchement	538	chemin de la Mode	Saint Geniès de Comolas	9/2/2023
Branchement	85	Rue Frédéric mistral	Tavel	17/02/2023
Branchement	10	Rue du clocher	Tavel	17/02/2023
Branchement	10	Rue du clocher	Tavel	17/02/2023
Branchement		Route de la Commanderie	Tavel	26/01/2023
Branchement		Route de la Commanderie	Tavel	26/01/2023
Branchement		Route de la Commanderie	Tavel	26/01/2023
Branchement		Mas Blanquet	Saint André d'Olérargues	9/3/2023
Branchement		Mas Blanquet	Saint André d'Olérargues	9/3/2023
Branchement		Mas Blanquet	Saint André d'Olérargues	9/3/2023
Branchement		Mas Blanquet	Saint André d'Olérargues	9/3/2023
Branchement	15	avenue de Général de Gaulle	Pont Saint Esprit	10/1/2023
Branchement	15	avenue de Général de Gaulle	Pont Saint Esprit	10/1/2023
Branchement		Château	Saint André d'Olérargues	22/05/2023
Branchement		Château	Saint André d'Olérargues	22/05/2023
Branchement		Château	Saint André d'Olérargues	22/05/2023
Branchement		Château	Saint André d'Olérargues	22/05/2023
Branchement	192	chemin de la coste de l'evesue	Saint Laurent des Arbres	12/2/2023
Branchement	85	chemin du puits de l'argile	Lirac	8/3/2023
Branchement	85	chemin du puits de l'argile	Lirac	8/3/2023
Branchement		chemin de la coste de l'éveque	Saint Laurent des Arbres	4/10/2023
Branchement		chemin de la coste de l'éveque	Saint Laurent des Arbres	4/10/2023

Branchement	1	avenue Pasteur	Pont Saint Esprit	15/06/2023
Branchement	1	avenue Pasteur	Pont Saint Esprit	15/06/2023
Branchement		Lot de Vallongue	Tavel	12/7/2023
Branchement	312	chemin de la Pierre	Saint Geniès de Comolas	17/04/2023
Branchement		Impasse famille Peyrouse	Saint Laurent des Arbres	13, 14 et 19/04/2023
Branchement		Impasse famille Peyrouse	Saint Laurent des Arbres	13, 14 et 19/04/2023
Branchement	205	rue du 19 mars 1962	Saint Laurent des Arbres	6/3/2023
Branchement	149	impasse de l'Araucaria	Pont Sait Esprit	12/4/2023
Branchement	24	rue des Lavandières	Tavel	4/6/2023
Branchement	105	chemin de la Mode	Saint Geniès de Comolas	6/9/2023
Branchement		Rue Saint Vincent	Tavel	29/08/2023
Branchement	37	rue de Nostradamus	Saint Laurent des Arbres	14/09/2023
Branchement	15	Boulevard Gambetta	Pont Saint Esprit	28/12/2023
Branchement		Verfeuil vers SAO	Saint André d'Olérargues	8/10/2023
Branchement		Cimetière	Saint Geniès de Comolas	28/08/2023
Branchement		Rue des Lavandières	Tavel	9/10/2023
Branchement	23	montée Champrifougoux	Lirac	26/09/2023
Branchement	911	chemin des Oliviers	Tavel	23/11/2023
Branchement	12	rue Alphonse Daudet	Tavel	11/12/2023
Vanne	296	chemin de la planque	St Genies de comolas	12/22/2023
Vanne		Chemin de la Bégude	Saint André d'Olérargues	2/9/2023
Vanne		Stade d'honneur	Tavel	4/4/2023
Vanne		Rue de la cordonnie	Saint Laurent des Arbres	10/10/2023
Vanne		Chemin de la Tourtouil	Tavel	11/13/2023
Vanne		Chemin du moulin neuf	Saint Laurent des Arbres	7/12/2023
Vanne		Chemin du moulin neuf	Saint Laurent des Arbres	7/12/2023
Vanne		Chemin du moulin neuf	Saint Laurent des Arbres	7/12/2023
Vanne		Rue des Douves	Saint Laurent des Arbres	7/12/2023
Vanne		Chemin de la Treille	Saint Laurent des Arbres	15/07/2023

→ **Les branchements**

<b>Renouvellement des branchements plomb</b>	<b>2022</b>	<b>2023</b>	<b>N/N-1</b>
Nombre de branchements	3 610	3 685	2,1%
Branchements plomb supprimés pendant l'année (**)	0	0	0%

(\*) inventaire effectué au vu de la partie visible au droit du compteur

(\*\*) par le Délégué et par la Collectivité

**3.4.2 Les travaux neufs réalisés**

→ **Les installations**

Travaux réalisés par le délégué :

Installation en cours d'une nouvelle chloration sur le pompage de Montfaucon

<b>Premier établissement</b>	
GEOREFERENCMENT CLASSE A CAGR	X
MODULE SEUL	X
TRX DE MISE EN SECURITE ET CONFORMITE DES EQUIPEME	X

Travaux réalisés par la Collectivité :

Pas de travaux neufs sur les installations réalisés aux frais de la collectivité

→ **Les réseaux, branchements et compteurs**

Les principales opérations réalisées par le délégué figurent au tableau suivant :

Durant l'exercice, 75 branchements neufs ont été mis en service.

TYPE	Longueur	ADRESSE	COMMUNE	DATE
Branchement neuf	87	Route de la Commanderie	Tavel	6/1/2023
Branchement neuf	288	Route de la Commanderie	Tavel	6/1/2023
Branchement neuf	19	chemin de la chafranière	Saint-André-d'Olérargues	18/01/2023
Branchement neuf	206	chemin d'Avignon	Saint-Geniès-de-Comolas	12/1/2023
Branchement neuf		chemin d'Avignon	Saint-Geniès-de-Comolas	12/1/2023
Branchement neuf	224	rue Jean Cocteau	Pont-Saint-Esprit	30/01/2023
Branchement neuf		Impasse Pouzarenque	Saint-Laurent-des-Arbres	18/01/2023
Branchement neuf	19	rue du Vivarais	Pont-Saint-Esprit	10/1/2023
Branchement neuf	36	rue Latour	Pont-Saint-Esprit	19/01/2023
Branchement neuf	156	chemin du Saut du Levreau	Pont-Saint-Esprit	1/2/2023
Branchement neuf	178	rue des jardins	Pont-Saint-Esprit	8/2/2023
Branchement neuf		Chemin de l'entrepôt	Pont-Saint-Esprit	13/02/2023
Branchement neuf	172	rue du Sallet	Lirac	9/2/2023
Branchement neuf	54	chemin des Claux	Saint Geniès de Comolas	9/2/2023
Branchement neuf	18	rue du Pressoir	Saint Geniès de Comolas	9/2/2023
Branchement neuf	174	montée des Cazalèdes	Lirac	9/2/2023
Branchement neuf		85 rue Frédéric mistral et 10 rue du clocher	Tavel	17/02/2023
Branchement neuf		Chemin de Galet	Saint-Geniès-de-Comolas	20/02/2023
Branchement neuf	5841	Route de la Commanderie	Tavel	17/02/2023
Branchement neuf		Route de la Commanderie	Tavel	13/03/2023
Branchement neuf	32	impasse du Tilleul	Pont-Saint-Esprit	9/2/2023
Branchement neuf		Chemin de la Glacière	Saint Geniès de Comolas	22/03/2023
Branchement neuf	739	Route de la Commanderie	Tavel	7/3/2023
Branchement neuf	358	chemin de Ventabren	Saint Laurent des Arbres	09/03/2023
Branchement neuf		Chemin de la route	Saint André d'Olérargues	
Branchement neuf	4	allée des Lilas	Saint Geniès de Comolas	20/04/2023
Branchement neuf	43	route de Bagnols sur Cèze	Saint Geniès de Comolas	6/5/2023
Branchement neuf		Chemin du mas de Sellier	Saint-André-d'Olérargues	22/05/2023
Branchement neuf	2	rue Jean Mermoz	Pont-Saint-Esprit	17/05/2023
Branchement neuf		Rue du Vivarais	Pont-Saint-Esprit	30/05/2023
Branchement neuf	100	chemin du Clot	Saint Laurent des Arbres	15/05/2023
Branchement neuf	590	chemin de Vacquières	Tavel	20/03/2023
Branchement neuf	602	avenue André de Philip	Pont-Saint-Esprit	12/06/2023
Branchement neuf	67	chemin des Chênes	Lirac	14/06/2023

Branchement neuf	158	chemin de Mortisson	Saint Laurent des Arbres	20/06/2023
Branchement neuf	14	impasse de la piscine	Tavel	26/06/2023
Branchement neuf		Le jardin de Myriam	Saint Geniès de Comolas	05/07/2023
Branchement neuf	41	Route de la Commanderie	Tavel	18/07/2023
Branchement neuf	41	Route de la Commanderie	Tavel	18/07/2023
Branchement neuf	132	chemin des Oliviers	Tavel	19/07/2023
Branchement neuf	132	Chemin des Oliviers	Tavel	19/07/2023
Branchement neuf		Chemin des Comeyres	Tavel	28/07/2023
Branchement neuf	4	rue des minimes	Pont-Saint-Esprit	18/07/2023
Branchement neuf	78	chemin de la route	Saint André d'Olérargues	27/07/2023
Branchement neuf	26	rue Joliot Curie	Pont-Saint-Esprit	27/06/2023
Branchement neuf		Rue Saint Ferreol	Tavel	11/07/2023
Branchement neuf	15	boulevard Gambetta	Pont-Saint-Esprit	31/07/2023
Branchement neuf	55	chemin des Chênes	Lirac	28/08/2023
Branchement neuf	55	chemin des Chênes	Lirac	28/08/2024
Branchement neuf		Chemin de la Treille	Saint Geniès de Comolas	28/08/2023
Branchement neuf		Chemin de la Mouette	Pont-Saint-Esprit	19/06/2023
Branchement neuf	23	rue des 3 journées	Pont-Saint-Esprit	11/09/2023
Branchement neuf	26	rue du Clocher	Tavel	18/09/2023
Branchement neuf	271	rue de l'Aspic	Lirac	06/06/2023
Branchement neuf		Rue des Chartreux	Pont-Saint-Esprit	06/06/2023
Branchement neuf	69	rue Frédéric Mistral	Tavel	27/06/2023
Branchement neuf	28	route de Bagnols sur Cèze	Saint Geniès de Comolas	10/10/2023
Branchement neuf	28	route de Bagnols sur Cèze	Saint Geniès de Comolas	10/10/2023
Branchement neuf		Route de Bagnols sur Cèze	Saint-Geniès-de- Comolas	05/07/2023
Branchement neuf	373	Rue Albert Camus	Saint-Geniès-de- Comolas	22/06/2023
Branchement neuf	660	chemin du Calvaire	Pont-Saint-Esprit	18/07/2023
Branchement neuf	2qua	chemin du Colombier	Saint-Geniès-de- Comolas	18/07/2023
Branchement neuf	163	rue de la Combe	Tavel	11/07/2023
Branchement neuf	45	traverse des Grenaches	Tavel	18/07/2023
Branchement neuf	182	rue clos des Mésanges	Pont-Saint-Esprit	03/11/2023
Branchement neuf	13/15	chemin de Gaujac	Pont-Saint-Esprit	02/10/2023
Branchement neuf	45	traverse de la roue	Tavel	13/10/2023
Branchement neuf	68	impasse de la Provence	Pont-Saint-Esprit	03/11/2023
Branchement neuf		Chemin de la Grange	Lirac	15/11/2023
Branchement neuf		Chemin des Comeyres	Tavel	16/11/2023

Branchement neuf	174	le plan SUD	Saint-Laurent-des-Arbres	23/10/2023
Branchement neuf	122	rue des Jardins	Pont-Saint-Esprit	21/11/2023
Branchement neuf		Route de Christol	Saint-André-d'Olérargues	31/10/2023
Branchement neuf	1148	route de Donnat	Saint-André-d'Olérargues	19/12/2023
Branchement neuf	2	boulevard Gambetta	Pont-Saint-Esprit	19/12/2023
Branchement neuf	3	boulevard Carnot	Pont-Saint-Esprit	18/12/2023

Les principales opérations réalisées par la Collectivité figurent au tableau suivant :

Sans Objet en 2023

# 4.

LA PERFORMANCE  
ET L'EFFICACITÉ  
OPÉRATIONNELLE  
POUR VOTRE  
SERVICE





Les consommateurs exigent au quotidien un service d'eau performant, avec comme premier critère de satisfaction la qualité de l'eau distribuée. Ce chapitre présente l'ensemble des données relatives à la composition et à la qualité de l'eau produite et distribuée. Vous y trouverez également les informations sur l'efficacité de la production et de la distribution, ainsi que la performance environnementale de votre contrat (protection des ressources, bilan énergétique).

## 4.1 La qualité de l'eau

La qualité de l'eau distribuée constitue l'enjeu prioritaire de performance des services. Elle figure légitimement au premier rang des exigences des consommateurs de service d'eau.

Les phénomènes de dégradation de la qualité de l'eau sont complexes et leur maîtrise nécessite une vigilance à tous les stades de vie des infrastructures du service (conception, travaux, exploitation...).

### 4.1.1 Le contrôle de la qualité de l'eau

Dans tous les services qui lui sont confiés, Veolia fait le choix de compléter le contrôle réglementaire réalisé par l'Agence Régionale de Santé, par un plan de surveillance de la qualité de l'eau sur la ressource et sur l'eau produite ainsi que distribuée. Ceci, en accord avec l'arrêté du 30 décembre 2022 qui décrit les modalités de mise en œuvre de la surveillance permanente de la qualité de l'eau exercée par la Collectivité en sa qualité de personne responsable de la production ou de la distribution de l'eau. Des prélèvements sont ainsi réalisés sur les points de captage, dans les usines de production d'eau potable et sur le réseau de distribution jusqu'au robinet du consommateur. La surveillance est adaptée à chaque service et permet d'assurer un suivi du bon fonctionnement des installations et de la qualité de l'eau distribuée.

#### → Cas des nouveaux paramètres

Le renforcement au 1er janvier 2023 des normes de qualité exigées pour l'eau potable nous a conduit à vous informer de la réalisation par nos soins d'une campagne d'analyses, permettant de dresser un premier état des lieux sur la présence éventuelle de sept nouveaux paramètres dans les eaux brutes et/ou distribuées par votre service.

#### → Cas des métabolites de pesticides

La publication des résultats de la campagne exploratoire menée par l'Anses sur les polluants émergents susceptibles d'être présents dans les ressources en eau et les EDCH a donné lieu à de nombreuses reprises médiatiques du fait de la détection fréquente du métabolite Chlorothalonil R471811 dans les eaux brutes et distribuées. Le métabolite "R471811" est considéré comme pertinent et doté d'une Valeur Sanitaire Transitoire de 3 microgrammes par litre. Au cours de l'année 2023, nous vous avons proposé puis, le cas échéant, réalisé, une campagne d'analyses permettant de dresser un premier état des lieux de la présence éventuelle du métabolite R471811 sur les eaux brutes et/ou distribuées par votre service.

Le tableau suivant présente le nombre de résultats d'analyses réalisées sur l'ensemble du service à l'initiative de l'ARS ou au motif de la surveillance.

Le détail des paramètres est disponible en annexe.

	Contrôle sanitaire	Surveillance par le délégataire	Analyses supplémentaires
Microbiologique	289	278	54
Physico-chimique	3885	272	135

#### 4.1.2 L'eau produite et distribuée

##### → Conformité des paramètres analytiques

Détail des non-conformités par rapport aux limites de qualité :

Paramètre	Mini	Maxi	Nb de non-conformités Contrôle Sanitaire	Nb de non-conformités Surveillance Déléguataire	Nb d'analyses Contrôle Sanitaire	Nb d'analyses Surveillance Déléguataire	Valeur du seuil et unité
Chlorothalonil R471811	0	0,119	1	0	4	1	0,1 µg/l
Chlorure de vinyl monomère	0	0,68	1	0	11	0	0,5 µg/l

Ces teneurs en chlorure de vinyle monomère ne valent que pour le point d'utilisation où elles ont été effectivement mesurées. Compte tenu de l'influence du réseau de distribution d'eau (réseau public et éventuellement réseau privé) sur la cinétique de migration du CVM dans l'eau, ces valeurs ne sont pas représentatives de la qualité de l'eau pour l'ensemble des consommateurs.

Détail des non-conformités par rapport aux références de qualité :

Paramètre	Mini	Maxi	Nb de non-conformités Contrôle Sanitaire	Nb de non-conformités Surveillance Déléguataire	Nb d'analyses Contrôle Sanitaire	Nb d'analyses Surveillance Déléguataire	Valeur du seuil et unité
Equ.Calco (0;1;2;3;4)	1	4	1	0	5	0	2 Qualitatif
Température de l'eau	9,6	28,1	1	12	61	59	25 °C
Turbidité	0	2,7	1	0	56	59	2 NFU

##### → Composition de l'eau du robinet

Les données sont celles observées aux points de mise en distribution et de consommation. Les résultats sur les ressources ne sont pas pris en compte dans ce tableau. La caractérisation de l'eau résulte ici d'analyses réglementaires réalisées pour le compte de l'Agence Régionale de Santé, et des analyses d'auto-contrôle pilotées par Veolia.

Paramètre	Mini	Maxi	Nb d'analyses	Unité	Valeur du seuil
Calcium	86,30	147,90	14	mg/l	Sans objet
Chlorures	7,50	24	14	mg/l	250
Fluorures	90	130	5	µg/l	1500
Magnésium	3,60	7,30	14	mg/l	Sans objet
Nitrates	0,90	24	33	mg/l	50
Pesticides totaux	0	0,12	7	µg/l	0,5
Potassium	1,40	2,40	5	mg/l	Sans objet
Sodium	7,60	14,10	5	mg/l	200
Sulfates	27	69	14	mg/l	250
Titre Hydrotimétrique	24,21	39,94	14	°F	Sans objet

### 4.1.3 L'évolution de la qualité de l'eau

#### → Historique des données du contrôle officiel (ARS)

Les indicateurs de conformité des prélèvements réalisés au titre du contrôle sanitaire par rapport aux limites de qualité concernent les paramètres microbiologiques [P101.1] et physico-chimiques [P102.1]. Le résultat des analyses du contrôle officiel peut être consulté sur le site du ministère : <http://social-sante.gouv.fr/sante-et-environnement/eaux/article/qualite-de-l-eau-potable>

	2022	2023
<b>Paramètres microbiologiques</b>		
<b>Taux de conformité microbiologique</b>	<b>100,00 %</b>	<b>100,00 %</b>
Nombre de prélèvements conformes	56	56
Nombre de prélèvements non conformes	0	0
Nombre total de prélèvements	56	56
<b>Paramètres physico-chimique</b>		
<b>Taux de conformité physico-chimique</b>	<b>100,00 %</b>	<b>95,45 %</b>
Nombre de prélèvements conformes	38	42
Nombre de prélèvements non conformes	0	2
Nombre total de prélèvements	38	44

Un prélèvement est déclaré non-conforme si au moins un des paramètres le constituant est non-conforme à une limite de qualité.

#### → Chlorure de Vinyle Monomère

Le Chlorure de Vinyle Monomère (CVM) constitue la principale matière première du PVC. Cette substance est classée comme cancérigène et sa limite de qualité dans les eaux destinées à la consommation humaine est fixée à 0,5 µg/L. Des dépassements de cette limite de qualité sont susceptibles d'être observés du fait d'une migration dans l'eau distribuée du CVM résiduel contenu dans les parois de certaines canalisations en PVC produites avant 1980.

L'instruction de la Direction Générale de la Santé, DGS/EA4/2020/67, en date du 29 avril 2020 est venue modifier l'instruction du 18 octobre 2012 relative au CVM dans l'eau destinée à la consommation humaine. Par rapport à la précédente instruction d'octobre 2012, l'instruction d'avril 2020 positionne la Collectivité au centre du dispositif de gestion préventive et corrective des risques sanitaires liés à la présence du CVM dans l'eau destinée à la consommation humaine. Ainsi, cette instruction transfère à la Collectivité, et non plus aux ARS, la responsabilité de réaliser les étapes préalables de repérage des canalisations « à risque » et de surveillance de la qualité de l'eau sur les canalisations identifiées comme « à risque ».

## 4.2 La maîtrise des prélèvements sur la ressource, volumes et rendement du réseau

### 4.2.1 L'efficacité de la production : le volume prélevé et produit

#### → Le volume prélevé

Le volume prélevé par ressource et par nature d'eau est détaillé ci-après :

	2022	2023	N/N-1
<b>Volume prélevé (m3)</b>	<b>1 721 089</b>	<b>1 741 912</b>	<b>1,2%</b>
<b>Volume prélevé par ressource (m3)</b>			
Forage de Mas Malon (St-André-d'Olérargues)	27 455	25 200	-8,2%
Forage de Montfaucon (St-Géniès-de-Comolas)	968 228	896 368	-7,4%
Forage la Bégude (St-André-d'Olérargues)	15 056	16 226	7,8%
UPR la Barandonne (Pont-St-Esprit)	531 055	603 415	13,6%
UPR la Chapelle (Pont-St-Esprit)	179 295	200 703	11,9%

#### → Le volume produit et mis en distribution

Les volumes produit et mis en distribution prennent en compte, le cas échéant, le volume acheté et vendu à d'autres services d'eau potable :

<b>Total CA Gard Rhodanien</b>	2022	2023	N/N-1
<b>Volume prélevé (m3)</b>	<b>1 721 089</b>	<b>1 741 912</b>	<b>1,21%</b>
Volume eau brute vendu	0	0	-
Besoin des usines	3065	3066	0,03%
<b>Volume produit (m3)</b>	<b>1 718 024</b>	<b>1 738 846</b>	<b>1,21%</b>
Volume acheté à d'autres services d'eau potable	778	964	23,91%
Volume vendu à d'autres services d'eau potable	1957	0	-100,00%
<b>Volume mis en distribution (m3)</b>	<b>1 716 845</b>	<b>1 739 810</b>	<b>1,34%</b>

<b>Ex SIAEP Lirac</b>	2022	2023	N/N-1
<b>Volume prélevé (m3)</b>	<b>968 228</b>	<b>896 368</b>	<b>-7,42%</b>
Besoin des usines <sup>(1)</sup>	613	613	0,00%
<b>Volume produit (m3)</b>	<b>967 615</b>	<b>895 755</b>	<b>-7,43%</b>
Volume acheté à d'autres services d'eau potable	0	0	-
Volume vendu à d'autres services d'eau potable	0	0	-
<b>Volume mis en distribution (m3)</b>	<b>967 615</b>	<b>895 755</b>	<b>-7,43%</b>

St André d'Olérargues	2022	2023	N/N-1
<b>Volume prélevé (m3)</b>	<b>42 511</b>	<b>41 426</b>	<b>-2,55%</b>
Besoin des usines <sup>(1)</sup>	1 226	1 226	0,00%
<b>Volume produit (m3)</b>	<b>41 285</b>	<b>40 200</b>	<b>-2,63%</b>
Volume acheté à d'autres services d'eau potable	778	964	23,91%
Volume vendu à d'autres services d'eau potable	1 957	0	-50,74%
<b>Volume mis en distribution (m3)</b>	<b>40 106</b>	<b>41 164</b>	<b>-2,17%</b>

Pont St Esprit	2022	2023	N/N-1
<b>Volume prélevé (m3)</b>	<b>710 350</b>	<b>802 891</b>	<b>13,03%</b>
Besoin des usines <sup>(1)</sup>	1 226	1 226	0,00%
<b>Volume produit (m3)</b>	<b>709 124</b>	<b>802 892</b>	<b>13,05%</b>
Volume acheté à d'autres services d'eau potable	0	0	-
Volume vendu à d'autres services d'eau potable	0	0	-
<b>Volume mis en distribution (m3)</b>	<b>709 124</b>	<b>802 892</b>	<b>13,05%</b>

Le volume acheté à d'autres services d'eau potable est détaillé ci-après :

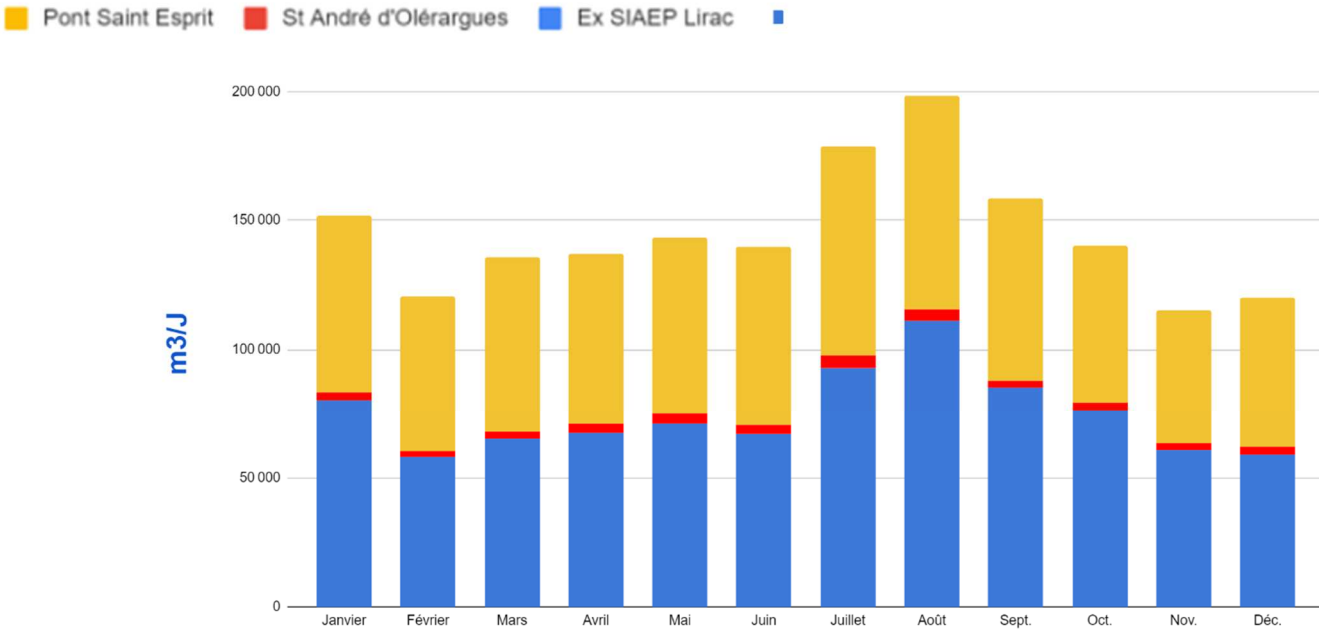
	2022	2023	N/N-1
<b>Volume acheté à d'autres services d'eau potable (m3)</b>	<b>778</b>	<b>964</b>	<b>23,91%</b>
Autre(s) engagement(s)	778	964	23,91%

### → Bilan mensuel

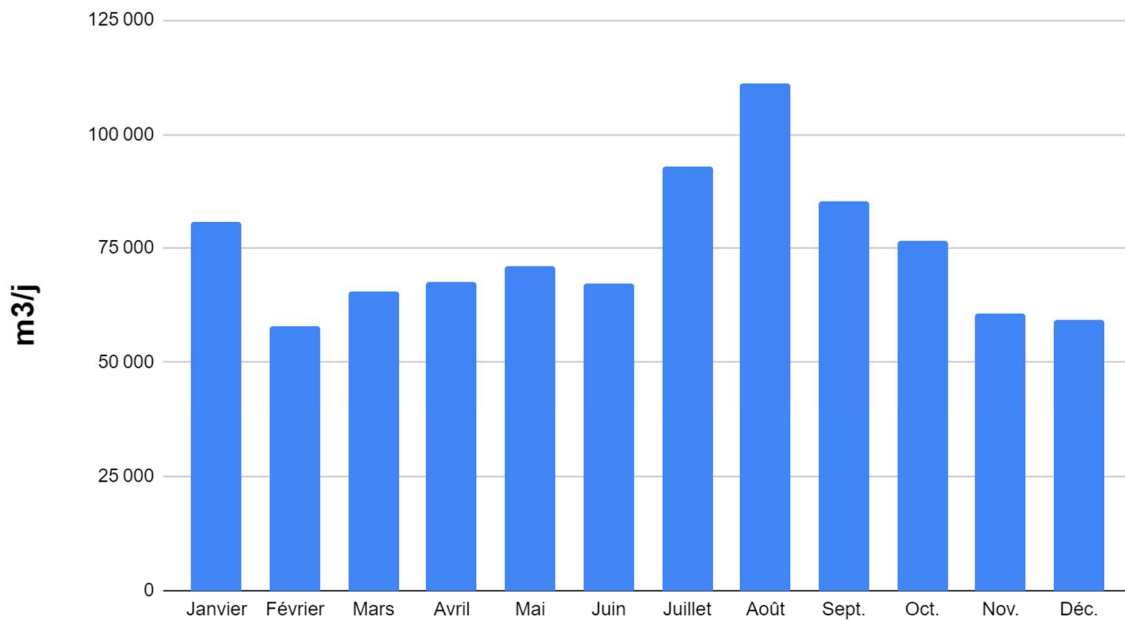
Le volume introduit et mis en distribution moyen par mois :

	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Sept.	Oct.	Nov.	Déc.
<b>CA GARD RHODANIEN</b>	<b>151 852</b>	<b>120 564</b>	<b>135 703</b>	<b>136 961</b>	<b>143 072</b>	<b>139 843</b>	<b>178 920</b>	<b>198 423</b>	<b>158 422</b>	<b>139 970</b>	<b>115 120</b>	<b>120 001</b>
Ex SIAEP LIRAC	80 651	58 047	65 384	67 533	70 944	67 296	92 849	111 246	85 228	76 644	60 781	59 153
SAINT ANDRE D'OLERARGUE	2 958	2 168	2 651	3 612	4 199	3 531	5 042	4 487	2 999	3 028	2 660	2 867
PONT ST ESPRIT	68 243	60 349	67 668	65 816	67 929	69 017	81 029	82 690	70 195	60 298	51 679	57 981

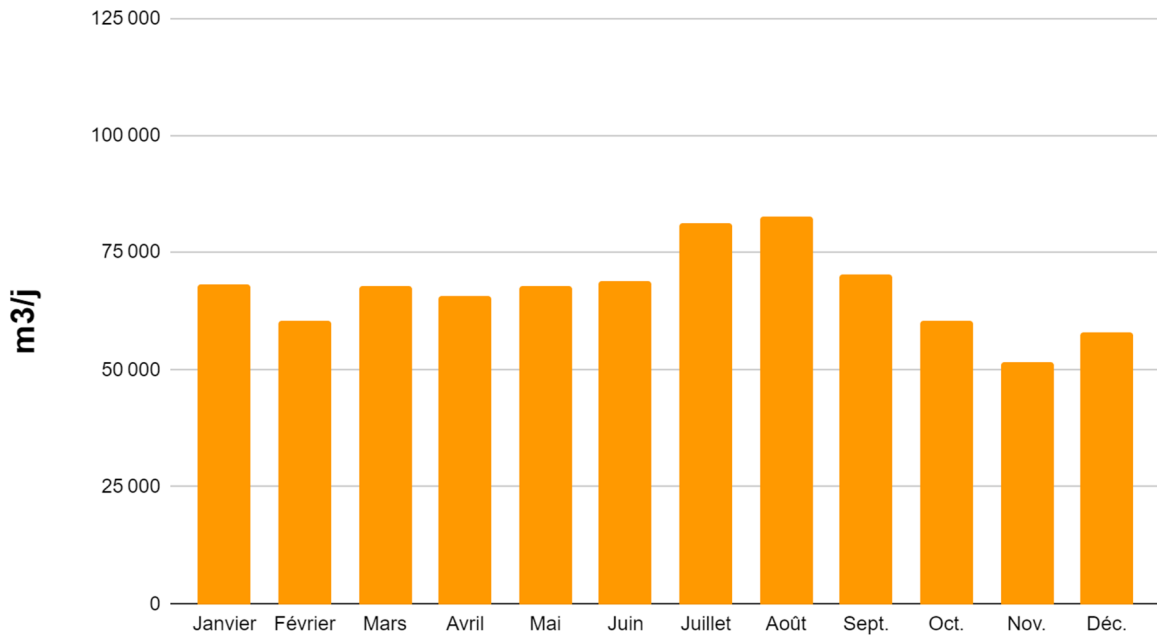
### Détail par unité de distribution d'eau potable CA GARD RHODANIEN



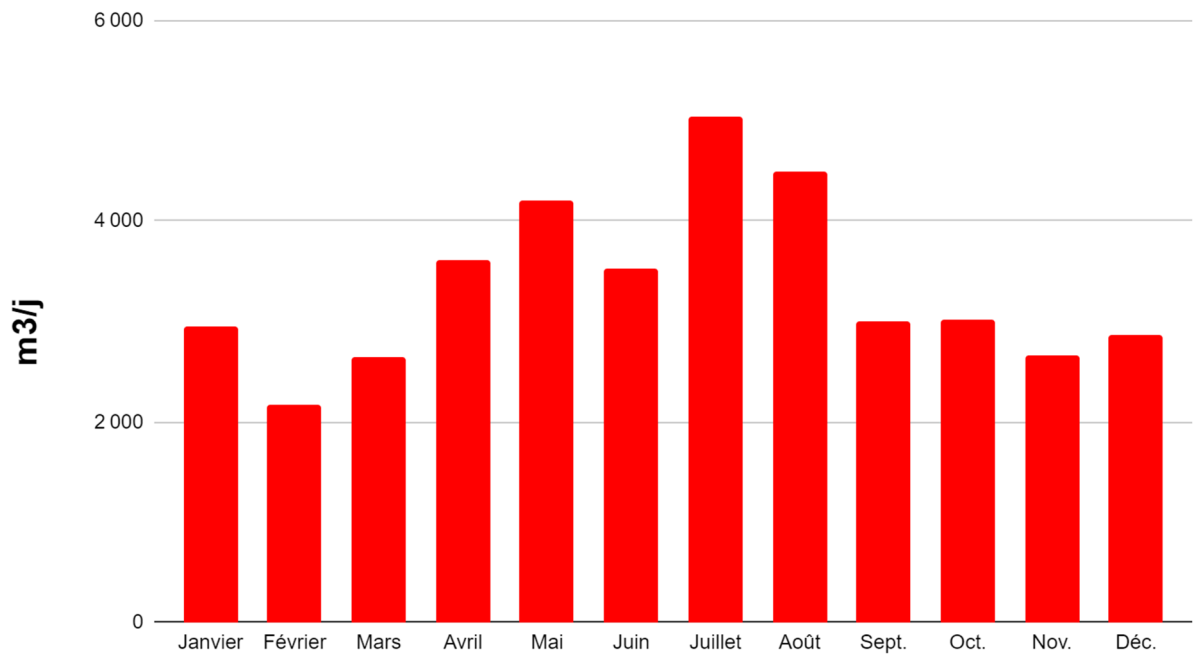
### Ex SIAEP LIRAC



### PONT SAINT ESPRIT



### SAINT ANDRE D'OLERARGUE



## 4.2.2 L'efficacité de la distribution : le volume vendu, le volume consommé et leur évolution

### → Le volume vendu

Le volume vendu est celui constaté sur les factures émises au cours de l'exercice. Il est égal au volume consommé autorisé augmenté du volume vendu à d'autres services d'eau potable, après déduction du volume de service du réseau, des dotations gratuites (dégrèvements pour fuites par exemple) et des éventuels forfaits de consommation.

Selon la typologie de l'arrêté du 2 mai 2007 (rapport sur le prix et la qualité du service), le volume vendu se décompose ainsi :

Total CA Gard Rhodanien	2022	2023	N/N-1
<b>Volume vendu selon le décret (m3)</b>	<b>1 078 303</b>	<b>1 136 781</b>	<b>5,42%</b>
<b>Sous-total volume vendu aux abonnés du service</b>	<b>1 076 346</b>	<b>1 136 781</b>	<b>5,61%</b>
domestiques ou assimilés	1 055 158	1 093 233	3,61%
non domestiques	0	18 865	100,00%
volumes consommés sans comptage	21 188	24 683	16,50%
<b>Volume vendu à d'autres services d'eau potable</b>	<b>1957</b>	<b>0</b>	<b>-100,00%</b>

Ex SIAEP Lirac	2022	2023	N/N-1
<b>Volume vendu selon le décret (m3)</b>	<b>515 053</b>	<b>497 215</b>	<b>-3,46%</b>
<b>Sous-total volume vendu aux abonnés du service</b>	<b>515 053</b>	<b>497 215</b>	<b>-3,46%</b>
domestiques ou assimilés	498 849	481 190	-3,54%
non domestiques	0	0	-
volumes consommés sans comptage	16 204	16 025	-1,10%
<b>Volume vendu à d'autres services d'eau potable</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>-</b>

St André d'Olérargues	2022	2023	N/N-1
<b>Volume vendu selon le décret (m3)</b>	<b>26 922</b>	<b>40 857</b>	<b>51,76%</b>
<b>Sous-total volume vendu aux abonnés du service</b>	<b>24 965</b>	<b>40 857</b>	<b>63,66%</b>
domestiques ou assimilés	24 800	36 927	48,90%
non domestiques	0	0	-
volumes consommés sans comptage	165	3 930	64,75%
<b>Volume vendu à d'autres services d'eau potable</b>	<b>1 957</b>	<b>0</b>	<b>-100,00%</b>

Pont St Esprit	2022	2023	N/N-1
<b>Volume vendu selon le décret (m3)</b>	<b>536 328</b>	<b>598 709</b>	<b>11,63%</b>
<b>Sous-total volume vendu aux abonnés du service</b>	<b>536 328</b>	<b>598 709</b>	<b>11,63%</b>
domestiques ou assimilés	531 509	575 115	8,20%
non domestiques	0	18 865	100,00%
volumes consommés sans comptage	4 819	4 729	-1,87%
<b>Volume vendu à d'autres services d'eau potable</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>-</b>



Le volume vendu par typologie de clients est détaillé comme suit :

	2022	2023	N/N-1
<b>Volume vendu (m3)</b>	<b>1 078 303</b>	<b>1 136 781</b>	<b>5,4%</b>
<i>dont clients individuels</i>	900 169	890 456	-1,1%
<i>dont clients industriels</i>	3 766	3 996	6,1%
<i>dont clients collectifs</i>	33 399	52 147	56,1%
<i>dont irrigations agricoles</i>	18 436	18 358	-0,4%
<i>dont volume vendu autres collectivités</i>	1 957	0	-100,0%
<i>dont bâtiments communaux</i>	76 343	113 528	48,7%
<i>dont appareils publics</i>	23 045	33 613	45,9%
<i>dont lavage voirie</i>	18 975	22 590	19,05%
<i>dont chasses sur réseau d'assainissement</i>	2 093	2 093	0,00%
<i>dont extinctions d'incendies</i>	120	0	-100,00%

Le volume vendu aux autres services d'eau potable est détaillé comme suit :

	2022	2023	N/N-1
<b>Volume vendu à d'autres services d'eau potable (m3)</b>	<b>1 957</b>	<b>0</b>	<b>-100,0%</b>
Autre(s) engagement(s)	1 957	0	-100,0%

### → Le volume consommé

Le volume consommé autorisé est la somme du volume comptabilisé (issu des campagnes de relevés de l'exercice), du volume des consommateurs sans comptage (défense incendie, arrosage public, ...) et du volume de service du réseau (purges, vidanges de biefs, nettoyage des réservoirs,...). Il est ramené à l'année entière par un calcul au prorata temporis sur la part comptabilisée, en fonction du nombre de jours de consommation.

<b>Total CA Gard Rhodanien</b>	2022	2023	N/N-1
Volume comptabilisé hors ventes en gros (m3)	1 055 158	1 112 098	5,40%
<b>Volume comptabilisé hors ventes en gros 365 jours (m3)</b>	<b>1 091 027</b>	<b>1 239 778</b>	<b>13,63%</b>
Volume consommateurs sans comptage (m3)	21188	24683	16,50%
Volume de service du réseau (m3)	6663	4091	-38,60%
<b>Volume consommé autorisé (m3)</b>	<b>1 083 009</b>	<b>1 268 552</b>	<b>17,13%</b>
<b>Volume consommé autorisé 365 jours (m3)</b>	<b>1 118 878</b>	<b>1 268 552</b>	<b>13,38%</b>

<b>Ex SIAEP Lirac</b>	2022	2023	N/N-1
Volume comptabilisé hors ventes en gros (m3)	498 849	481 191	-3,54%
<b>Volume comptabilisé hors ventes en gros 365 jours (m3)</b>	<b>515 807</b>	<b>562 932</b>	<b>9,14%</b>
Volume consommateurs sans comptage <sup>(1)</sup> (m3)	16 204	16 025	-1,10%
Volume de service du réseau <sup>(2)</sup> (m3)	2 090	1 493	-28,56%
<b>Volume consommé autorisé (m3)</b>	<b>517 143</b>	<b>498 709</b>	<b>-3,56%</b>
<b>Volume consommé autorisé 365 jours (m3)</b>	<b>534 101</b>	<b>580 450</b>	<b>8,68%</b>

(1) Le calcul du volume consommé sans comptage est détaillé en annexe n°1

(2) Le calcul du volume de service est détaillé en annexe n°1

St André d'Olérargues	2022	2023	N/N-1
Volume comptabilisé hors ventes en gros (m3)	24 800	36 927	48,90%
<b>Volume comptabilisé hors ventes en gros 365 jours (m3)</b>	<b>25 643</b>	<b>33 528</b>	<b>30,75%</b>
Volume consommateurs sans comptage <sup>(1)</sup> (m3)	165	3930	2281,82%
Volume de service du réseau <sup>(2)</sup> (m3)	2 107	107	-94,92%
<b>Volume consommé autorisé (m3)</b>	<b>27 072</b>	<b>40 964</b>	<b>51,32%</b>
<b>Volume consommé autorisé 365 jours (m3)</b>	<b>27 915</b>	<b>37 565</b>	<b>34,57%</b>

(1) Le calcul du volume consommé sans comptage est détaillé en annexe n°1

(2) Le calcul du volume de service est détaillé en annexe n°1

Pont St Esprit	2022	2023	N/N-1
Volume comptabilisé hors ventes en gros (m3)	531 509	593 980	11,75%
<b>Volume comptabilisé hors ventes en gros 365 jours (m3)</b>	<b>549 577</b>	<b>643 331</b>	<b>17,06%</b>
Volume consommateurs sans comptage <sup>(1)</sup> (m3)	4 819	4 729	-1,87%
Volume de service du réseau <sup>(2)</sup> (m3)	2 466	2 491	1,01%
<b>Volume consommé autorisé (m3)</b>	<b>538 794</b>	<b>601 200</b>	<b>11,58%</b>
<b>Volume consommé autorisé 365 jours (m3)</b>	<b>556 862</b>	<b>650 551</b>	<b>16,82%</b>

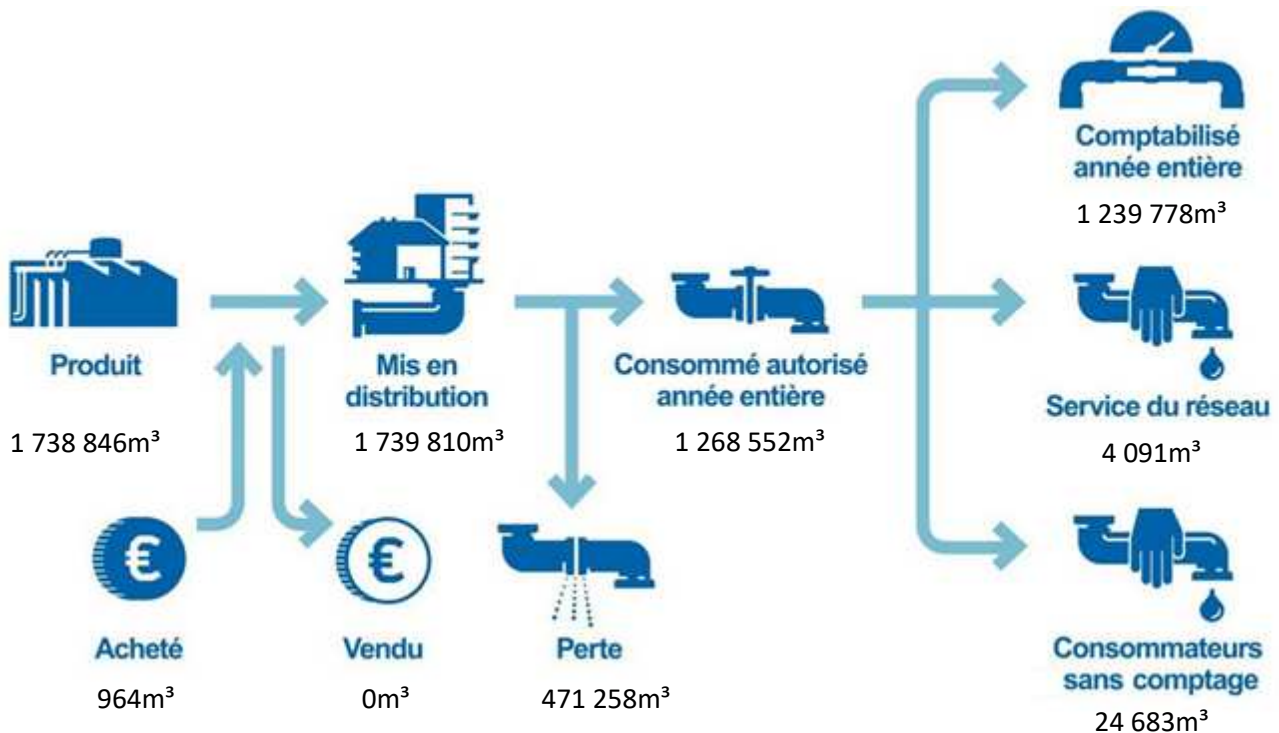
(1) Le calcul du volume consommé sans comptage est détaillé en annexe n°1

(2) Le calcul du volume de service est détaillé en annexe n°1

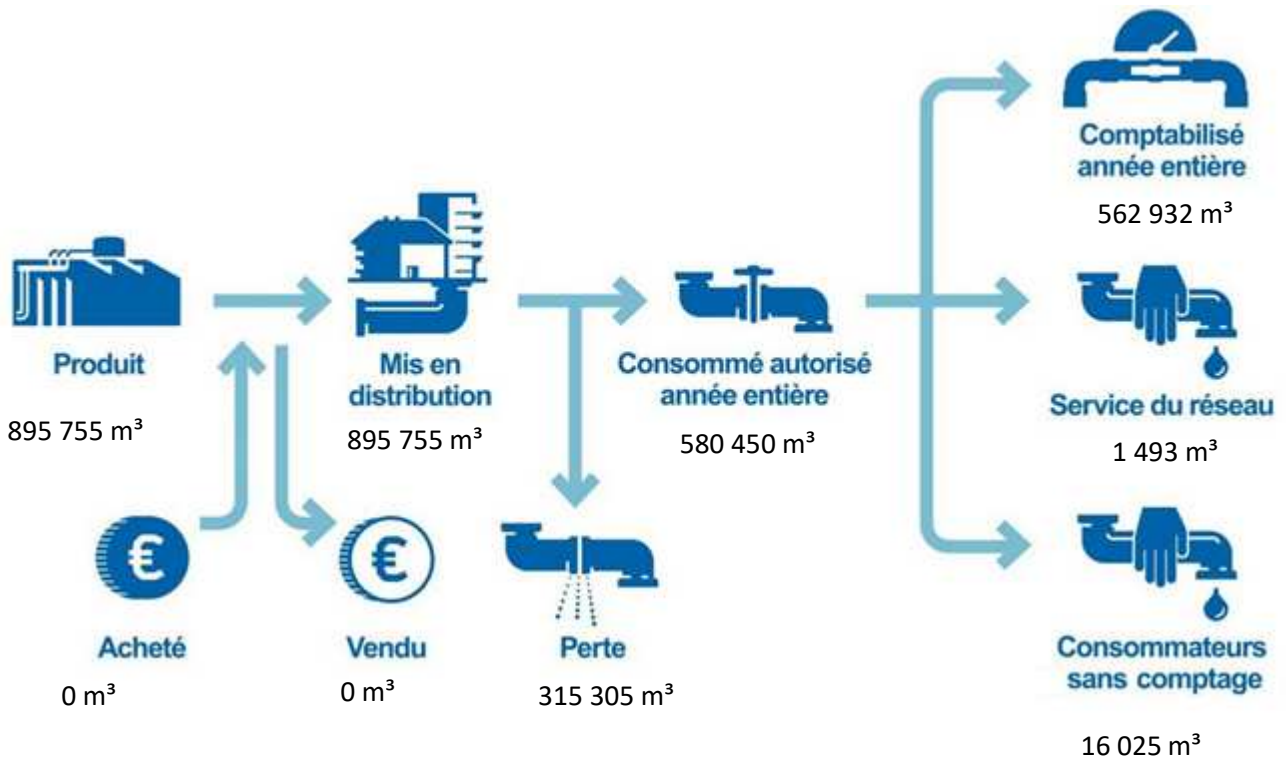
Le volume consommé par les principaux abonnés ou gros consommateurs figure au tableau suivant :

→ *Synthèse des flux de volumes*

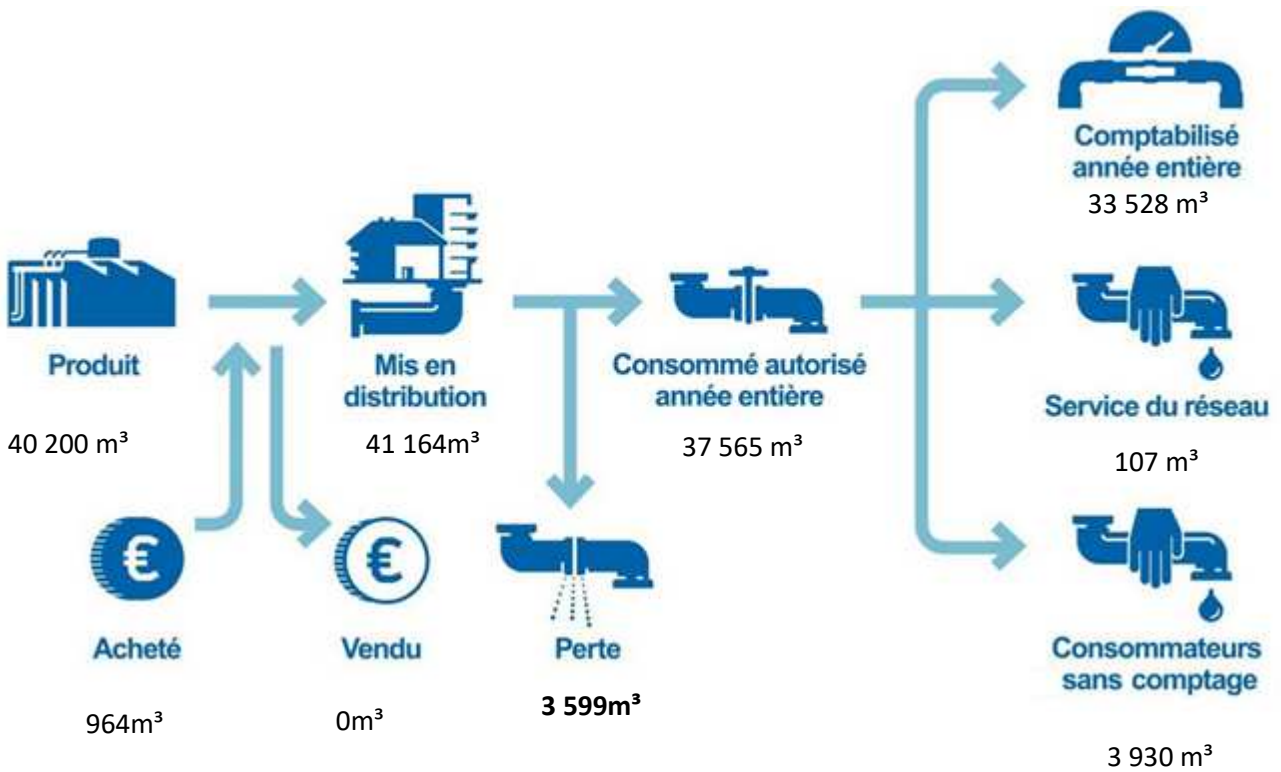
Total CA Gard Rhodanien



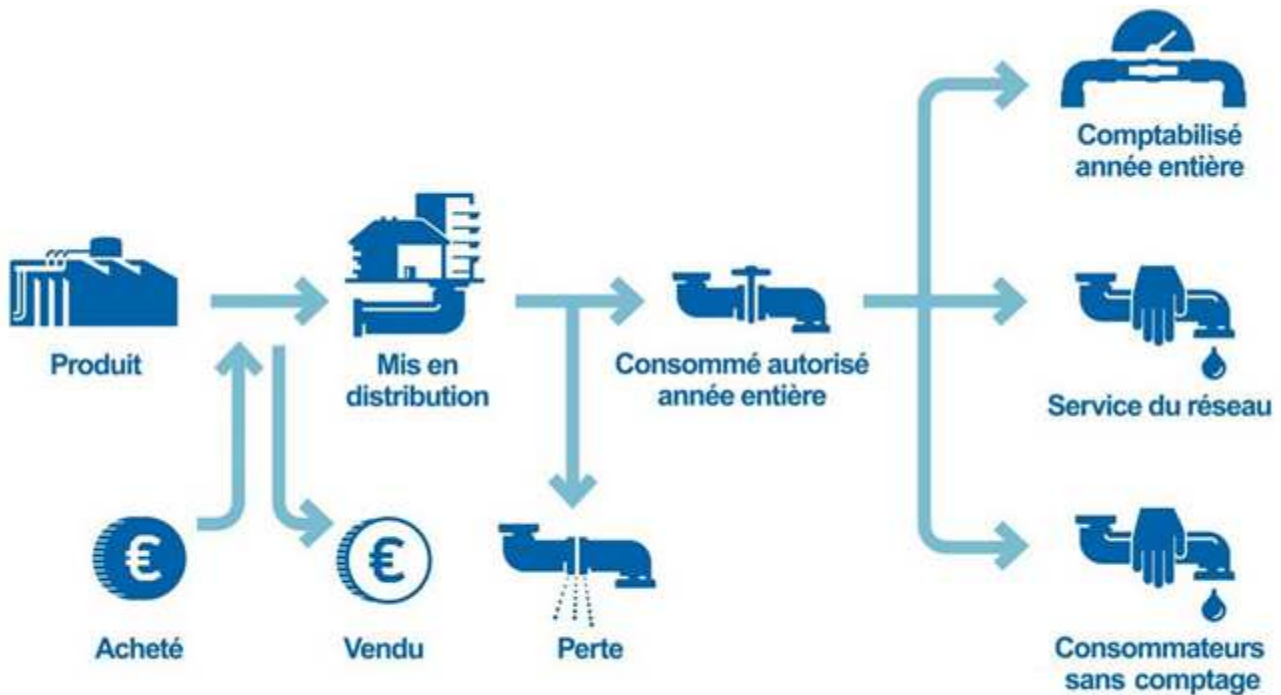
**Ex SIAEP Lirac**



**St André d'Olérargues**



## Pont St Esprit



### 4.2.3 La maîtrise des pertes en eau

La maîtrise des pertes en eau est la résultante de deux principaux facteurs, à savoir, l'état du patrimoine et l'efficacité opérationnelle de l'exploitant pour détecter, localiser et réparer les fuites au plus vite.

La Loi Grenelle 2 a imposé un rendement minimum pour les réseaux de distribution d'eau potable, dont la valeur « seuil » dépend de la densité de l'habitat et de la taille du service, ainsi que de la disponibilité de la ressource en eau.

En cas de non atteinte de ce rendement minimum, la collectivité dispose d'un délai de deux ans pour élaborer un « plan d'actions » visant à maîtriser les pertes en eau et améliorer le rendement. La non-réalisation de ce plan d'actions entraîne le doublement de la redevance pour prélèvement sur la ressource en eau de l'Agence de l'eau.

Le tableau ci-dessous présente les principaux indicateurs de performance pour l'année 2023 qui rendent compte de la maîtrise des pertes en eau du service.

	Rdt (%)	Objectif Rdt Grenelle2(%)	ILP (m³/j/km)	ILVNC (m³/j/km)	ILC (m³/j/km)
<b>Total CA Gard Rhodanien</b>	<b>73,0</b>				
Ex SIAEP Lirac	64,8	68,03	8,78	9,27	16,2
St André d'Olerargues	91,3	65,99	0,62	1,31	6,5
Pont St Esprit	81,2	68,16	4,30	4,51	18,4

**Rdt** (Rendement du réseau de distribution (%)) : (volume consommé autorisé année entière + volume vendu à d'autres services) / (volume produit + volume acheté à d'autres services)

**Objectif Rdt Grenelle 2 (%)** : Seuil de rendement à atteindre compte-tenu des caractéristiques du service, estimé conformément au décret du 27 janvier 2012

**ILP** (indice linéaire des pertes (m³/j/km)) : (volume mis en distribution – volume consommé autorisé année entière) / ((longueur de canalisation de distribution)/nombre de jours dans l'année)

**ILVNC** (indice linéaire des volumes non-comptés (m³/j/km)) : (volume mis en distribution – volume comptabilisé année entière) / ((longueur de canalisation de distribution)/ nombre de jours dans l'année)

**ILC** (indice linéaire de consommation (m³/j/km)) : (volume consommé autorisé année entière + volume vendu à d'autres services) / ((longueur de canalisation de distribution hors branchements)/nombre de jours dans l'année)

	2022	2023	N/N-1
<b>Rendement du réseau de distribution (%) (A+B)/(C+D)</b>	<b>65,2 %</b>	<b>72,9 %</b>	<b>11,8%</b>
Volume consommé autorisé 365 jours (m3) . . . . . A	1 118 878	1 268 552	13,4%
Volume vendu à d'autres services (m3) . . . . . B	1 957	0	-100,0%
Volume produit (m3) . . . . . C	1 718 024	1 738 846	1,2%
Volume acheté à d'autres services (m3) . . . . . D	778	964	23,9%

Selon les prestations assurées dans le cadre du contrat, certains termes de la formule peuvent être sans objet. Ils ne sont alors pas affichés dans le tableau

(A = Volume consommé autorisé 365 jours ; B = Volume vendu à d'autres services ; C = Volume produit ; D = Volume acheté à d'autres services)  
 Calcul effectué selon la circulaire n° 12/DE du 28 avril 2008

<b>Ex SIAEP Lirac</b>	2022	2023	N/N-1
<b>Rendement du réseau de distribution (%) (A+B)/(C+D)</b>	<b>55,2</b>	<b>64,8</b>	<b>0,17</b>
Volume consommé autorisé 365 jours (m3) . . . . . A	534 101	580 450	8,68%
Volume vendu à d'autres services (m3) . . . . . B	0	0	-
Volume produit (m3) . . . . . C	967 615	895 755	-7,43%
Volume acheté à d'autres services (m3) . . . . . D	0	0	-

<b>St André d'Olérargues</b>	2022	2023	N/N-1
<b>Rendement du réseau de distribution (%) (A+B)/(C+D)</b>	<b>71,0</b>	<b>91,3</b>	<b>0,28</b>
Volume consommé autorisé 365 jours (m3) . . . . . A	27 915	37 565	34,57%
Volume vendu à d'autres services (m3) . . . . . B	1 957	0	-100,00%
Volume produit (m3) . . . . . C	41 285	40 200	-2,63%
Volume acheté à d'autres services (m3) . . . . . D	778	964	23,91%

<b>Pont St Esprit</b>	2022	2023	N/N-1
<b>Rendement du réseau de distribution (%) (A+B)/(C+D)</b>	<b>78,5</b>	<b>81,0</b>	<b>0,03</b>
Volume consommé autorisé 365 jours (m3) . . . . . A	556 862	650 551	16,82%
Volume vendu à d'autres services (m3) . . . . . B	0	0	-
Volume produit (m3) . . . . . C	709 124	802 892	13,22%
Volume acheté à d'autres services (m3) . . . . . D	0	0	-

Sous réserve de la confirmation qui sera émise par l'Agence de l'Eau, le rendement de réseau 2023 étant supérieur au seuil de rendement « Grenelle 2 », il n'est pas nécessaire d'établir un plan d'actions spécifique. Veolia poursuivra ses efforts pour améliorer la performance du réseau dans la continuité des actions mises en œuvre en 2023.

Nous nous tenons à votre disposition pour la rédaction du rapport en cas de non atteinte de ce rendement minimum, sur l'unité de distribution de L'Ex syndicat de Lirac.

→ **L'indice linéaire des volumes non comptés [P105.3]**

	2022	2023
<b>Indice linéaire des volumes non comptés (m3/km/j) (A-B)/(L/1000)/365</b>	<b>8,18</b>	<b>6,54</b>
Volume mis en distribution (m3) . . . . . A	1 716 845	1 739 810
Volume comptabilisé 365 jours (m3) . . . . . B	1 091 027	1 239 778
Longueur de canalisation de distribution (ml) . . . . . L	209 484	209 484



Ex SIAEP Lirac	2022	2023
<b>Indice linéaire des volumes non comptés (m3/km/j) (A-B)/(L/1000)/365</b>	<b>12,83</b>	<b>9,27</b>
Volume mis en distribution (m3) . . . . . A	967 615	895 755
Volume comptabilisé 365 jours (m3) . . . . . B	515 807	562 932
Longueur de canalisation de distribution (ml) . . . . . L	96 494	98392,55

St André d'Olérargues	2022	2023
<b>Indice linéaire des volumes non comptés (m3/km/j) (A-B)/(L/1000)/365</b>	<b>2,39</b>	<b>1,31</b>
Volume mis en distribution (m3) . . . . . A	40 106	41 164
Volume comptabilisé 365 jours (m3) . . . . . B	25 643	33 528
Longueur de canalisation de distribution (ml) . . . . . L	16 559	15 932

Pont St Esprit	2022	2023
<b>Indice linéaire des volumes non comptés (m3/km/j) (A-B)/(L/1000)/365</b>	<b>4,53</b>	<b>4,51</b>
Volume mis en distribution (m3) . . . . . A	709 124	802 892
Volume comptabilisé 365 jours (m3) . . . . . B	549 577	643 331
Longueur de canalisation de distribution (ml) . . . . . L	96 430	97012,41

→ *L'indice linéaire de pertes en réseau [P106.3]*

	2022	2023
<b>Indice linéaire de pertes en réseau (m3/km/j) (A-B)/(L/1000)/365</b>	<b>7,82</b>	<b>6,16</b>
Volume mis en distribution (m3) . . . . . A	1 716 845	1 739 810
Volume consommé autorisé 365 jours (m3) . . . . . B	1 118 878	1 268 552
Longueur de canalisation de distribution (ml) . . . . . L	209 484	209 484

Ex SIAEP Lirac	2022	2023
<b>Indice linéaire de pertes en réseau (m3/km/j) (A-B)/(L/1000)/365</b>	<b>12,31</b>	<b>8,78</b>
Volume mis en distribution (m3) . . . . . A	967 615	895 755
Volume consommé autorisé 365 jours (m3) . . . . . B	534 101	580 450
Longueur de canalisation de distribution (ml) . . . . . L	96 494	98 393

St André d'Olérargues	2022	2023
<b>Indice linéaire de pertes en réseau (m3/km/j) (A-B)/(L/1000)/365</b>	<b>2,02</b>	<b>0,62</b>
Volume mis en distribution (m3) . . . . . A	40 106	41 164
Volume consommé autorisé 365 jours (m3) . . . . . B	27 915	37 565
Longueur de canalisation de distribution (ml) . . . . . L	16 559	15 932

Pont St Esprit	2022	2023
<b>Indice linéaire de pertes en réseau (m3/km/j) (A-B)/(L/1000)/365</b>	<b>4,33</b>	<b>4,30</b>
Volume mis en distribution (m3) . . . . . A	709 124	802 892
Volume consommé autorisé 365 jours (m3) . . . . . B	556 862	650 551
Longueur de canalisation de distribution (ml) . . . . . L	96 430	97 012

## 4.3 La maintenance du patrimoine



On distingue deux types d'interventions :

- ✓ Des opérations programmées d'entretien, maintenance, réparation ou renouvellement, définies grâce à des outils d'exploitation, analysant notamment les risques de défaillance,
- ✓ Des interventions non-programmées (urgences ou crises) qui nécessitent une réactivité maximale des équipes opérationnelles grâce à des procédures d'intervention parfaitement décrites et éprouvées. Les interruptions de service restent ainsi l'exception.

La réalisation de ces interventions conduit le cas échéant à faire appel à des compétences mutualisées (régionales ou nationales) et bénéficie d'outils informatiques de maintenance et de gestion des interventions.



### **La gestion centralisée des interventions**

Le pilotage des interventions de nos techniciens est centralisé, qu'elles soient programmées ou imprévues, qu'il s'agisse de la maintenance d'un équipement, d'une intervention sur le branchement d'un abonné, d'une réparation de fuite ou encore d'un prélèvement pour analyse.

### 4.3.1 Les opérations de maintenance des installations

#### → Les installations

#### ➤ Nettoyage des réservoirs

Opération	Date
ELV La Peyre	15/11
RES Les Landes 1 (Droite de la route)	16/05
RES Les Landes 2 (1er à Gauche)	16/05
ELV La Peyre Droite	17/11
ELV La Peyre Gauche	17/11
RES Les Landes 3 (2ème à Gauche)	23/05
RES Les Landes 4 (3ème à Gauche)	23/05
RES Château Village	16/11
RES Mas Christol	16/11
RES la Bégude	31/10
Bâche de reprise la Bégude	31/10
RES de St Genies 1 (principal)	15/11
RES de St Genies 2	15/11
RES de St Laurent	02/11
RES de Tavel	26/10

➤ **Contrôle annuel des installations électrique**

Opération	Date
Contrôle annuel des installations électriques	09/11/2023

➤ **Entretien des espaces verts**

Opération	Date
UP la Chapelle	19 avril,
PR Estézargues Nord Tavel	19 avril,
STEP cave Tavel	19 avril
Réservoir les Landes	18 avril 2023
Réservoir la Peyre	19 avril
UP la Barandonne	27 septembre
Réservoir 1000	18 avril 2023
Réservoir 500	18 avril 2023
Forage Mont faucon	30 mai
Réservoir Mas Christol	19 avril
Reprise La Bégude	19 avril
Château d'eau Village	19 avril
Rsv semi enterré village	19 avril
Pompage Mas Malon	27 septembre

### 4.3.2 Les opérations de maintenance du réseau

Le SIG est un composant essentiel de la gestion du patrimoine réseau. En effet, le SIG permet l'inventaire et la localisation des canalisations et des branchements, ainsi que la connaissance des événements d'exploitation. Cette capitalisation des informations permet d'intervenir efficacement au quotidien et de construire une stratégie optimisée de l'exploitation et du renouvellement.

Sur la Communauté d'Agglomération, 297 fuites ont été réparées dont 13 sur canalisations, 21 sur branchements, 6 sur accessoires le détail est mentionné ci-dessous :



Type	Commune	Adresse	Date
FUITE COMPTEUR	LIRAC	CHE DE LA GRANGE	22/04/2023 10:17:00
FUITE COMPTEUR	LIRAC	CHE DE ST-GENIES DE COMOLAS	11/06/2023 15:38:00
FUITE COMPTEUR	LIRAC	IMP DES OLIVIERS	26/06/2023 10:53:00
FUITE BRANCHEMENT	LIRAC	RUE DU PONT DE NIZON	08/06/2023 08:00:00
FUITE CANALISATION	LIRAC	RUE DU BARON LE ROY	24/08/2023 11:41:00
FUITE BRANCHEMENT	LIRAC	RUELLE DE LA FOUNETTE	08/09/2023 11:33:01
FUITE EQUIPEMENT	LIRAC	CHEMIN DE L'EYROLLES	15/09/2023 11:23:39
FUITE COMPTEUR	LIRAC	IMP DES OLIVIERS	28/09/2023 09:25:00
FUITE COMPTEUR	LIRAC	CHE DU MOULIN	09/10/2023 10:29:00
FUITE COMPTEUR	LIRAC	CHE DE LA CONDAMINE	29/12/2023 11:49:00
FUITE COMPTEUR	PONT SAINT ESPRIT	RUE COMMANDO VIGAN BRAQUET	05/01/2023 09:44:00
FUITE COMPTEUR	PONT SAINT ESPRIT	RUE ALBERT CAMUS	12/01/2023 11:51:00
FUITE COMPTEUR	PONT SAINT ESPRIT	RUE COMMANDO VIGAN BRAQUET	13/01/2023 12:05:00
FUITE COMPTEUR	PONT SAINT ESPRIT	IMP LATOUR	18/01/2023 16:54:00
FUITE EQUIPEMENT	PONT SAINT ESPRIT	RUE DU 8 MAI 1945	25/01/2023 07:24:00
FUITE BRANCHEMENT	PONT SAINT ESPRIT	RUE DES MARINS	25/01/2023 07:24:00
FUITE COMPTEUR	PONT SAINT ESPRIT	IMP DU CHALET	08/02/2023 14:55:00
FUITE COMPTEUR	PONT SAINT ESPRIT	ART ROYALE	14/02/2023 14:59:00
FUITE COMPTEUR	PONT SAINT ESPRIT	IMP DE LA SAINTE BARBE	22/02/2023 18:43:00
FUITE COMPTEUR	PONT SAINT ESPRIT	RUE PIERRE TAILLANT	26/02/2023 20:46:00
FUITE COMPTEUR	PONT SAINT ESPRIT	CHE DE GAUJAC	10/03/2023 15:25:00
FUITE COMPTEUR	PONT SAINT ESPRIT	RUE BATICOOP	13/03/2023 09:45:00
FUITE COMPTEUR	PONT SAINT ESPRIT	AV PASTEUR	13/03/2023 11:47:00
FUITE CANALISATION	PONT SAINT ESPRIT	ART ROYALE	14/03/2023 18:15:00
FUITE CANALISATION	PONT SAINT ESPRIT	ART ROYALE	15/03/2023 07:42:00
FUITE COMPTEUR	PONT SAINT ESPRIT	IMP DES PIVERTS	20/03/2023 09:14:00
FUITE COMPTEUR	PONT SAINT ESPRIT	AV KENNEDY	21/03/2023 17:47:00
FUITE COMPTEUR	PONT SAINT ESPRIT	CHE DE CRUSSOL	05/04/2023 08:06:00
FUITE COMPTEUR	PONT SAINT ESPRIT	CHE DE CRUSSOL	05/04/2023 10:45:00
FUITE COMPTEUR	PONT SAINT ESPRIT	TRA DES MOURGUETTES	11/04/2023 08:08:00
FUITE BRANCHEMENT	PONT SAINT ESPRIT	ALL DES ROSES	14/04/2023 17:28:00
FUITE COMPTEUR	PONT SAINT ESPRIT	QUA PARRANS SAINT MICHEL	25/04/2023 11:57:00
FUITE COMPTEUR	PONT SAINT ESPRIT	CHE PARRANS SAINT MICHEL	02/05/2023 08:35:00
FUITE COMPTEUR	PONT SAINT ESPRIT	PL D ULM	15/05/2023 11:12:00
FUITE COMPTEUR	PONT SAINT ESPRIT	RUE RAOUL TRINTIGNANT	07/06/2023 08:46:00
FUITE CANALISATION	PONT SAINT ESPRIT	RUE DES MOURGUETTES	16/06/2023 10:51:00
FUITE CANALISATION	PONT SAINT ESPRIT	TRA DES MOURGUETTES	16/06/2023 10:53:00
FUITE CANALISATION	PONT SAINT ESPRIT	CHE DES ILES	22/06/2023 14:50:00
FUITE COMPTEUR	PONT SAINT ESPRIT	IMP DES ARBOUSIERS	03/07/2023 14:51:00

FUITE COMPTEUR	PONT SAINT ESPRIT	IMP DES CHANTERELLES	07/07/2023 16:40:00
FUITE COMPTEUR	PONT SAINT ESPRIT	RUE RAOUL TRINTIGNANT	10/07/2023 10:39:00
FUITE COMPTEUR	PONT SAINT ESPRIT	CHE DES MINES	12/07/2023 10:04:00
FUITE COMPTEUR	PONT SAINT ESPRIT	AV GASTON DOUMERGUE	13/07/2023 11:55:00
FUITE COMPTEUR	PONT SAINT ESPRIT	AV GENERAL DE GAULLE	13/07/2023 16:56:00
FUITE COMPTEUR	PONT SAINT ESPRIT	CHE DES MINES	17/07/2023 10:21:00
FUITE COMPTEUR	PONT SAINT ESPRIT	CHE DE PEYRAUBE	25/07/2023 14:44:00
FUITE COMPTEUR	PONT SAINT ESPRIT	ALL FONTINALIA	25/07/2023 14:49:00
FUITE COMPTEUR	PONT SAINT ESPRIT	RUE SAINT ANTOINE	25/07/2023 16:23:00
FUITE COMPTEUR	PONT SAINT ESPRIT	RUE EMILE NOEL	25/07/2023 17:44:00
FUITE COMPTEUR	PONT SAINT ESPRIT	RUE DU PUIITS DE LA CALADE	26/07/2023 13:46:00
FUITE COMPTEUR	PONT SAINT ESPRIT	RUE DES PLATANES	27/07/2023 07:47:00
FUITE COMPTEUR	PONT SAINT ESPRIT	ALL DES CHARBONNIERES	27/07/2023 09:43:00
FUITE COMPTEUR	PONT SAINT ESPRIT	IMP D UZES	28/07/2023 13:07:00
FUITE COMPTEUR	PONT SAINT ESPRIT	IMP JEAN COCTEAU	31/07/2023 10:21:00
FUITE COMPTEUR	PONT SAINT ESPRIT	IMP DU POETE	31/07/2023 14:22:00
FUITE COMPTEUR	PONT SAINT ESPRIT	IMP DES ARBOUSIERS	01/08/2023 08:33:00
FUITE COMPTEUR	PONT SAINT ESPRIT	RTE DE CARSAN	01/08/2023 09:12:00
FUITE EQUIPEMENT	PONT SAINT ESPRIT	BD ALLEGRE CHEMIN	01/08/2023 09:20:36
FUITE BRANCHEMENT	PONT SAINT ESPRIT	MTE DE LA BLACHE	03/08/2023 14:06:00
FUITE BRANCHEMENT	PONT SAINT ESPRIT	CHEM PETIT BOIS	04/08/2023 07:40:15
FUITE COMPTEUR	PONT SAINT ESPRIT	RUE DES MILLES FEUILLES	04/08/2023 20:36:00
FUITE COMPTEUR	PONT SAINT ESPRIT	RTE DE CARSAN	08/08/2023 09:13:00
FUITE COMPTEUR	PONT SAINT ESPRIT	RUE MARENGO	08/08/2023 12:03:00
FUITE COMPTEUR	PONT SAINT ESPRIT	ALL DES CHARBONNIERES	11/08/2023 11:36:00
FUITE COMPTEUR	PONT SAINT ESPRIT	IMP DE L ESQUERNOISE	11/08/2023 18:05:00
FUITE COMPTEUR	PONT SAINT ESPRIT	ART DIOCESAINE	16/08/2023 06:57:00
FUITE CANALISATION	PONT SAINT ESPRIT	QUA DE MAS CONIL	16/08/2023 16:20:00
FUITE CANALISATION	PONT SAINT ESPRIT	QUA DE MAS CONIL	16/08/2023 16:23:00
FUITE COMPTEUR	PONT SAINT ESPRIT	AV KENNEDY	22/08/2023 14:21:00
FUITE COMPTEUR	PONT SAINT ESPRIT	AV GASTON DOUMERGUE	25/08/2023 15:46:00
FUITE COMPTEUR	PONT SAINT ESPRIT	CHE DU CALVAIRE	28/08/2023 18:08:00
FUITE COMPTEUR	PONT SAINT ESPRIT	IMP DES GALINETTES	29/08/2023 10:55:00
FUITE COMPTEUR	PONT SAINT ESPRIT	ALL DE GRENACHE	31/08/2023 10:56:00
FUITE COMPTEUR	PONT SAINT ESPRIT	IMP DES GALINETTES	05/09/2023 12:14:00
FUITE COMPTEUR	PONT SAINT ESPRIT	RUE DES RIVES DE L ARDECHE	11/09/2023 13:30:00
FUITE COMPTEUR	PONT SAINT ESPRIT	RUE DES MURIERS	14/09/2023 17:28:00
FUITE COMPTEUR	PONT SAINT ESPRIT	ALL DES PINS	22/09/2023 20:01:00
FUITE COMPTEUR	PONT SAINT ESPRIT	CHE COLOMBIA	25/09/2023 16:53:00
FUITE COMPTEUR	PONT SAINT ESPRIT	IMP DES ROMARINS	26/09/2023 20:02:00
FUITE COMPTEUR	PONT SAINT ESPRIT	IMP DES PIVERTS	27/09/2023 09:50:00
FUITE COMPTEUR	PONT SAINT ESPRIT	AV ANDRE PHILIP	27/09/2023 20:02:00

FUITE COMPTEUR	PONT SAINT ESPRIT	AV ANDRE PHILIP	27/09/2023 20:04:00
FUITE COMPTEUR	PONT SAINT ESPRIT	AV ANDRE PHILIP	27/09/2023 20:04:00
FUITE COMPTEUR	PONT SAINT ESPRIT	AV ANDRE PHILIP	27/09/2023 20:04:00
FUITE COMPTEUR	PONT SAINT ESPRIT	IMP DES BUIS	28/09/2023 17:11:00
FUITE COMPTEUR	PONT SAINT ESPRIT	MTE DES FOUGERES	02/10/2023 10:47:00
FUITE BRANCHEMENT	PONT SAINT ESPRIT	PLACE DE LA REPUBLIQUE	02/10/2023 10:47:00
FUITE COMPTEUR	PONT SAINT ESPRIT	RUE DES FAUVETTES	03/10/2023 09:08:00
FUITE COMPTEUR	PONT SAINT ESPRIT	CHE DU CALVAIRE	04/10/2023 13:15:00
FUITE COMPTEUR	PONT SAINT ESPRIT	IMP LA PROVENCE	04/10/2023 15:01:00
FUITE EQUIPEMENT	PONT SAINT ESPRIT	RUE DE LA LIBERTE	04/10/2023 16:26:48
FUITE BRANCHEMENT	PONT SAINT ESPRIT	PLACE FOCH	05/10/2023 13:10:54
FUITE COMPTEUR	PONT SAINT ESPRIT	CHE DU COLOMBIER	08/10/2023 18:20:00
FUITE COMPTEUR	PONT SAINT ESPRIT	QUA PARRANS SAINT MICHEL	09/10/2023 11:51:00
FUITE COMPTEUR	PONT SAINT ESPRIT	IMP LA PROVENCE	11/10/2023 22:18:00
FUITE COMPTEUR	PONT SAINT ESPRIT	RUE DE MARCOULE	14/10/2023 09:20:00
FUITE COMPTEUR	PONT SAINT ESPRIT	CHE DE L ENTREPOT	15/10/2023 10:06:00
FUITE COMPTEUR	PONT SAINT ESPRIT	RUE DES CIGALES	16/10/2023 15:48:00
FUITE COMPTEUR	PONT SAINT ESPRIT	AV GENERAL DE GAULLE	17/10/2023 15:30:00
FUITE CANALISATION	PONT SAINT ESPRIT	RUE DES MARINS	17/10/2023 13:41:18
FUITE CANALISATION	PONT SAINT ESPRIT	BD ALLEGRE CHEMIN	19/10/2023 10:46:20
FUITE COMPTEUR	PONT SAINT ESPRIT	RUE AUGUSTE BLANQUI	23/10/2023 08:13:00
FUITE COMPTEUR	PONT SAINT ESPRIT	IMP MONET	23/10/2023 11:54:00
FUITE COMPTEUR	PONT SAINT ESPRIT	RUE RAOUL TRINTIGNANT	03/11/2023 13:25:00
FUITE COMPTEUR	PONT SAINT ESPRIT	RUE DES MURIERS	06/11/2023 09:18:00
FUITE COMPTEUR	PONT SAINT ESPRIT	QUA DE LA MIRANDOLE	08/11/2023 09:16:00
FUITE COMPTEUR	PONT SAINT ESPRIT	PL SAINT MICHEL	13/11/2023 17:43:00
FUITE COMPTEUR	PONT SAINT ESPRIT	RUE DES ABRICOTIERS	14/11/2023 07:39:00
FUITE COMPTEUR	PONT SAINT ESPRIT	IMP DE LA BOUSQUETTE	20/11/2023 17:14:00
FUITE COMPTEUR	PONT SAINT ESPRIT	PAS DES FLEURS	22/11/2023 13:38:00
FUITE COMPTEUR	PONT SAINT ESPRIT	CHE DE GAUJAC	24/11/2023 14:40:00
FUITE COMPTEUR	PONT SAINT ESPRIT	CHE DES LANDES	29/11/2023 13:40:00
FUITE COMPTEUR	PONT SAINT ESPRIT	RUE JOLIOT CURIE	01/12/2023 13:58:00
FUITE COMPTEUR	PONT SAINT ESPRIT	QUA PARRANS SAINT MICHEL	22/12/2023 11:00:00
FUITE COMPTEUR	PONT SAINT ESPRIT	CHE DES MINES	28/12/2023 15:11:00
FUITE COMPTEUR	PONT SAINT ESPRIT	CHE DES MINES	29/12/2023 11:24:00
FUITE COMPTEUR	SAINT ANDRE D'OLERARGUES	CHE DE LA CLAUSE	10/05/2023 11:06:00
FUITE BRANCHEMENT	SAINT ANDRE D'OLERARGUES	FONT DES DEVESES	21/06/2023 15:54:47
FUITE COMPTEUR	SAINT ANDRE D'OLERARGUES	IMP DU MAS DE BLANQUET	28/08/2023 09:06:00
FUITE COMPTEUR	SAINT ANDRE D'OLERARGUES	CHE DES PRES DE MALONS	18/09/2023 17:25:00

FUITE COMPTEUR	SAINT ANDRE D'OLERARGUES	CHE DES PRES DE MALONS	19/09/2023 09:19:00
FUITE COMPTEUR	SAINT ANDRE D'OLERARGUES	CHE DE LA VIGNASSE	20/11/2023 08:17:00
FUITE COMPTEUR	SAINT ANDRE D'OLERARGUES	IMP DU MAS DE BLANQUET	15/12/2023 10:01:00
FUITE COMPTEUR	SAINT ANDRE D'OLERARGUES	CHE DU MAS DE SELLIER	22/12/2023 08:01:36
FUITE COMPTEUR	SAINT GENIES DE COMOLAS	RTE D AVIGNON	09/01/2023 11:18:00
FUITE COMPTEUR	SAINT GENIES DE COMOLAS	RUE DES ACACIAS	15/04/2023 11:08:00
FUITE COMPTEUR	SAINT GENIES DE COMOLAS	RUE DES ACACIAS	15/04/2023 13:45:00
FUITE COMPTEUR	SAINT GENIES DE COMOLAS	RTE DE ST LAURENT DES ARBRES	27/04/2023 18:14:00
FUITE COMPTEUR	SAINT GENIES DE COMOLAS	RTE DE ST LAURENT DES ARBRES	28/04/2023 13:55:00
FUITE COMPTEUR	SAINT GENIES DE COMOLAS	CHE DE LA PLANQUE	15/05/2023 08:09:00
FUITE COMPTEUR	SAINT GENIES DE COMOLAS	CHE DE LA PLANQUE	17/05/2023 15:01:00
FUITE COMPTEUR	SAINT GENIES DE COMOLAS	CHE DE LA PLANQUE	17/05/2023 15:02:00
FUITE COMPTEUR	SAINT GENIES DE COMOLAS	CHE DES CLAUX	19/06/2023 17:22:00
FUITE EQUIPEMENT	SAINT GENIES DE COMOLAS	CHE DE LA TREILLE	27/06/2023 11:10:06
FUITE BRANCHEMENT	SAINT GENIES DE COMOLAS	CHE DE GALET	13/07/2023 11:50:20
FUITE COMPTEUR	SAINT GENIES DE COMOLAS	IMP DU CAFE	04/08/2023 11:27:00
FUITE COMPTEUR	SAINT GENIES DE COMOLAS	PL DU BATONNIER	04/08/2023 11:47:00
FUITE COMPTEUR	SAINT GENIES DE COMOLAS	CHE ANCIEN CHEMIN D AVIGNON	09/08/2023 09:10:00
FUITE COMPTEUR	SAINT GENIES DE COMOLAS	ALL DES AUBEPINES	11/08/2023 14:11:00
FUITE COMPTEUR	SAINT GENIES DE COMOLAS	RTE D AVIGNON	22/08/2023 09:20:00
FUITE COMPTEUR	SAINT GENIES DE COMOLAS	ALL DES AUBEPINES	22/08/2023 16:21:00
FUITE COMPTEUR	SAINT GENIES DE COMOLAS	RUE DE L'ANCIENNE POSTE	28/08/2023 18:11:00
FUITE COMPTEUR	SAINT GENIES DE COMOLAS	CHE DE MONTFAUCON	11/09/2023 12:47:00
FUITE COMPTEUR	SAINT GENIES DE COMOLAS	ALL DES AUBEPINES	14/09/2023 09:54:00
FUITE COMPTEUR	SAINT GENIES DE COMOLAS	CHE DE GALISSON	22/09/2023 17:03:00
FUITE COMPTEUR	SAINT GENIES DE COMOLAS	IMP DU CLOS DE LAUBE	26/09/2023 09:36:00
FUITE COMPTEUR	SAINT GENIES DE COMOLAS	RUE DE LA CALADE	29/09/2023 09:08:00

FUITE COMPTEUR	SAINT GENIES DE COMOLAS	CHE DE MONTFAUCON	29/09/2023 12:22:00
FUITE COMPTEUR	SAINT GENIES DE COMOLAS	CHE VIEUX	04/10/2023 10:20:00
FUITE COMPTEUR	SAINT GENIES DE COMOLAS	IMP DES ROMARINS	16/10/2023 20:10:00
FUITE COMPTEUR	SAINT GENIES DE COMOLAS	CHE DE LA PLANQUE	20/10/2023 10:25:00
FUITE COMPTEUR	SAINT GENIES DE COMOLAS	RUE DU POMPIER	21/10/2023 15:32:00
FUITE COMPTEUR	SAINT GENIES DE COMOLAS	RUE DU POMPIER	25/10/2023 15:39:00
FUITE COMPTEUR	SAINT GENIES DE COMOLAS	ALL DES LILAS	06/11/2023 20:07:00
FUITE COMPTEUR	SAINT GENIES DE COMOLAS	IMP DE L'ATELIER	07/11/2023 14:10:00
FUITE COMPTEUR	SAINT GENIES DE COMOLAS	IMP DES ROMARINS	08/11/2023 07:28:00
FUITE COMPTEUR	SAINT GENIES DE COMOLAS	RUE DE L'ANCIENNE POSTE	08/11/2023 09:25:00
FUITE COMPTEUR	SAINT GENIES DE COMOLAS	CHE DES BOUTES	08/11/2023 14:42:00
FUITE COMPTEUR	SAINT GENIES DE COMOLAS	CHE DE LA MODE	30/11/2023 09:39:00
FUITE COMPTEUR	SAINT GENIES DE COMOLAS	CHE DE GALET	30/11/2023 12:00:00
FUITE COMPTEUR	SAINT GENIES DE COMOLAS	RTE DE ST LAURENT DES ARBRES	04/12/2023 09:00:00
FUITE COMPTEUR	SAINT GENIES DE COMOLAS	CHE DES ALICANTES	07/12/2023 17:10:00
FUITE COMPTEUR	SAINT GENIES DE COMOLAS	CHE DU PAS DE MATHIEU	13/12/2023 11:03:00
FUITE COMPTEUR	SAINT GENIES DE COMOLAS	RTE D AVIGNON	15/12/2023 14:14:00
FUITE EQUIPEMENT	SAINT GENIES DE COMOLAS	CHE DE LA PLANQUE	15/12/2023 10:34:45
FUITE COMPTEUR	SAINT GENIES DE COMOLAS	IMP DE LA CORDONNE	18/12/2023 14:43:00
FUITE COMPTEUR	SAINT GENIES DE COMOLAS	IMP DE L'ATELIER	18/12/2023 16:45:14
FUITE COMPTEUR	SAINT GENIES DE COMOLAS	D 980	18/12/2023 16:52:47
FUITE COMPTEUR	SAINT GENIES DE COMOLAS	RTE DE BAGNOLS	20/12/2023 14:53:41
FUITE COMPTEUR	SAINT GENIES DE COMOLAS	CHE DE MONTFAUCON	21/12/2023 10:22:00
FUITE COMPTEUR	SAINT GENIES DE COMOLAS	IMP BELLEVUE	29/12/2023 18:49:00
FUITE COMPTEUR	SAINT GENIES DE COMOLAS	CHE DES CLAUX	30/12/2023 15:00:00
FUITE COMPTEUR	SAINT LAURENT DES ARBRES	SAINT-SIXTE	04/01/2023 09:50:00
FUITE COMPTEUR	SAINT LAURENT DES ARBRES	IMP DES CIGALES	10/01/2023 20:04:00

FUITE COMPTEUR	SAINT LAURENT DES ARBRES	RUE ALEXIS MARTIN	11/01/2023 10:06:00
FUITE COMPTEUR	SAINT LAURENT DES ARBRES	TRA DES GENETS	19/01/2023 20:05:00
FUITE COMPTEUR	SAINT LAURENT DES ARBRES	TRA DES GENETS	19/01/2023 20:05:00
FUITE COMPTEUR	SAINT LAURENT DES ARBRES	CHE DES PLAINES DE CLARY	31/01/2023 08:25:00
FUITE COMPTEUR	SAINT LAURENT DES ARBRES	LOT LES CYPRES	02/02/2023 16:48:00
FUITE COMPTEUR	SAINT LAURENT DES ARBRES	LOT LES CYPRES	03/02/2023 11:20:00
FUITE COMPTEUR	SAINT LAURENT DES ARBRES	RUE DU DIX NEUF MARS 1962	03/03/2023 15:14:00
FUITE COMPTEUR	SAINT LAURENT DES ARBRES	CHE DE LA MONTAGNETTE	13/03/2023 12:31:00
FUITE COMPTEUR	SAINT LAURENT DES ARBRES	CHE DE LA BEGUDE	20/03/2023 13:42:00
FUITE COMPTEUR	SAINT LAURENT DES ARBRES	CHE DU MOULIN NEUF	20/03/2023 15:13:00
FUITE COMPTEUR	SAINT LAURENT DES ARBRES	CHE DE GRANOUILLET	25/03/2023 10:17:00
FUITE COMPTEUR	SAINT LAURENT DES ARBRES	IMP LOU RAVIN	26/03/2023 17:50:00
FUITE COMPTEUR	SAINT LAURENT DES ARBRES	CHE DE VENTABREN	14/04/2023 16:30:00
FUITE COMPTEUR	SAINT LAURENT DES ARBRES	IMP DU NAIL	29/04/2023 09:39:00
FUITE COMPTEUR	SAINT LAURENT DES ARBRES	IMP MARDERIC	09/05/2023 12:34:00
FUITE COMPTEUR	SAINT LAURENT DES ARBRES	CHE DE LA MONTAGNETTE	19/06/2023 22:16:00
FUITE BRANCHEMENT	SAINT LAURENT DES ARBRES	RUE GEORGES BUONO	23/06/2023 09:19:06
FUITE COMPTEUR	SAINT LAURENT DES ARBRES	CHE DE LA COSTE DE L'EVESQUE	26/06/2023 19:05:00
FUITE COMPTEUR	SAINT LAURENT DES ARBRES	RUE DU BARON LE ROY	01/07/2023 12:19:00
FUITE CANALISATION	SAINT LAURENT DES ARBRES	CHE DE LA CABANETTE	04/07/2023 08:50:00
FUITE CANALISATION	SAINT LAURENT DES ARBRES	CHE DE LA CABANETTE	04/07/2023 08:50:00
FUITE BRANCHEMENT	SAINT LAURENT DES ARBRES	CHE DE LA CABANETTE	04/07/2023 11:55:00
FUITE COMPTEUR	SAINT LAURENT DES ARBRES	LOT LES OLYMPIADES	19/07/2023 11:52:00
FUITE COMPTEUR	SAINT LAURENT DES ARBRES	IMP DES SYRAHS	24/07/2023 09:06:00
FUITE COMPTEUR	SAINT LAURENT DES ARBRES	LOT LES OLYMPIADES	26/07/2023 11:10:00
FUITE COMPTEUR	SAINT LAURENT DES ARBRES	CHE DE LA LAUZE	28/07/2023 10:34:00
FUITE COMPTEUR	SAINT LAURENT DES ARBRES	AV SEMBRANCHER	31/07/2023 07:52:00

FUITE COMPTEUR	SAINT LAURENT DES ARBRES	RUE NOSTRADAMUS	01/08/2023 17:19:00
FUITE COMPTEUR	SAINT LAURENT DES ARBRES	IMP DE LA POUSTERLE	02/08/2023 10:33:00
FUITE COMPTEUR	SAINT LAURENT DES ARBRES	CHE DE LA CABANETTE	07/08/2023 08:23:00
FUITE COMPTEUR	SAINT LAURENT DES ARBRES	CHE DES VERUNES	07/08/2023 09:42:00
FUITE COMPTEUR	SAINT LAURENT DES ARBRES	CHE DES VERUNES	09/08/2023 06:54:00
FUITE COMPTEUR	SAINT LAURENT DES ARBRES	CHE DE LA LAUZE	11/08/2023 09:07:00
FUITE COMPTEUR	SAINT LAURENT DES ARBRES	TRA DES GENETS	11/08/2023 11:10:00
FUITE COMPTEUR	SAINT LAURENT DES ARBRES	CHE DE SAINT-MAURICE	14/08/2023 07:01:00
FUITE COMPTEUR	SAINT LAURENT DES ARBRES	TRA DES GENETS	14/08/2023 14:50:00
FUITE COMPTEUR	SAINT LAURENT DES ARBRES	CHE DE LA LAUZE	16/08/2023 14:37:00
FUITE COMPTEUR	SAINT LAURENT DES ARBRES	CHE DE LA LAUZE	18/08/2023 09:47:00
FUITE COMPTEUR	SAINT LAURENT DES ARBRES	CHE DE LA BEGUDE	29/08/2023 15:48:00
FUITE COMPTEUR	SAINT LAURENT DES ARBRES	CHE DE LA MONTAGNETTE	04/09/2023 08:10:00
FUITE COMPTEUR	SAINT LAURENT DES ARBRES	RUE DE LA MAGNANERIE	05/09/2023 18:55:00
FUITE COMPTEUR	SAINT LAURENT DES ARBRES	CHE DU MOULIN NEUF	09/09/2023 10:59:00
FUITE COMPTEUR	SAINT LAURENT DES ARBRES	RUE DU DIX NEUF MARS 1962	13/09/2023 15:19:00
FUITE COMPTEUR	SAINT LAURENT DES ARBRES	CHE DE SAINT-MAURICE	25/09/2023 09:20:00
FUITE COMPTEUR	SAINT LAURENT DES ARBRES	CHE DE LA MONTAGNETTE	25/09/2023 12:43:00
FUITE COMPTEUR	SAINT LAURENT DES ARBRES	RUE ALEXIS MARTIN	28/09/2023 15:02:00
FUITE COMPTEUR	SAINT LAURENT DES ARBRES	RUE DU SONNEUR	01/10/2023 20:36:00
FUITE COMPTEUR	SAINT LAURENT DES ARBRES	CHE DES VERUNES	05/10/2023 12:55:00
FUITE COMPTEUR	SAINT LAURENT DES ARBRES	RUE JEAN-HENRI FABRE	08/10/2023 18:15:00
FUITE COMPTEUR	SAINT LAURENT DES ARBRES	TRA DES GENETS	13/10/2023 08:46:00
FUITE COMPTEUR	SAINT LAURENT DES ARBRES	IMP MARDERIC	13/10/2023 15:49:00
FUITE COMPTEUR	SAINT LAURENT DES ARBRES	IMP DU CABANON	13/10/2023 15:49:00
FUITE COMPTEUR	SAINT LAURENT DES ARBRES	CHE DE SAINT-MAURICE	23/10/2023 15:02:00
FUITE COMPTEUR	SAINT LAURENT DES ARBRES	RUE DU SONNEUR	07/11/2023 11:27:00

FUITE COMPTEUR	SAINT LAURENT DES ARBRES	RUE EUGENE CABROL	10/11/2023 12:51:00
FUITE COMPTEUR	SAINT LAURENT DES ARBRES	CHE DES VERUNES	10/11/2023 14:24:00
FUITE COMPTEUR	SAINT LAURENT DES ARBRES	CHE DE SAINT-MAURICE	13/11/2023 08:14:00
FUITE COMPTEUR	SAINT LAURENT DES ARBRES	CHE DE LA BEGUDE	15/11/2023 08:10:00
FUITE COMPTEUR	SAINT LAURENT DES ARBRES	CHE DE LA CABANETTE	15/11/2023 08:16:00
FUITE COMPTEUR	SAINT LAURENT DES ARBRES	IMP POUZARANQUE	28/11/2023 07:30:00
FUITE COMPTEUR	SAINT LAURENT DES ARBRES	RUE DU 11 NOVEMBRE 1918	28/11/2023 11:41:00
FUITE COMPTEUR	SAINT LAURENT DES ARBRES	CHE DE LIRAC	29/11/2023 10:14:00
FUITE COMPTEUR	SAINT LAURENT DES ARBRES	CHE DU MOULIN NEUF	01/12/2023 11:20:00
FUITE COMPTEUR	SAINT LAURENT DES ARBRES	CHE DE LA COSTE DE L'EVESQUE	04/12/2023 09:54:00
FUITE COMPTEUR	SAINT LAURENT DES ARBRES	TRA DE LA ROUE	08/12/2023 12:24:00
FUITE COMPTEUR	SAINT LAURENT DES ARBRES	CHE DU MOULIN NEUF	13/12/2023 15:22:00
FUITE BRANCHEMENT	SAINT LAURENT DES ARBRES	CHE DU MOULIN NEUF	14/12/2023 14:03:00
FUITE COMPTEUR	SAINT LAURENT DES ARBRES	CHE DU MOULIN NEUF	18/12/2023 10:26:00
FUITE COMPTEUR	SAINT LAURENT DES ARBRES	IMP DES GENETS	18/12/2023 13:28:00
FUITE COMPTEUR	SAINT LAURENT DES ARBRES	CHE DU MOULIN NEUF	19/12/2023 14:42:00
FUITE COMPTEUR	SAINT LAURENT DES ARBRES	ZAC DE TESAN	21/12/2023 12:31:00
FUITE COMPTEUR	SAINT LAURENT DES ARBRES	CHE DE SAINT-MAURICE	26/12/2023 11:46:00
FUITE COMPTEUR	SAINT LAURENT DES ARBRES	CHE DE SAINT-MAURICE	28/12/2023 14:13:00
FUITE COMPTEUR	TAVEL	LOT DE VALLONGUE	15/02/2023 20:02:00
FUITE COMPTEUR	TAVEL	RTE ROMAINE	21/02/2023 15:01:00
FUITE COMPTEUR	TAVEL	LOT DE VALLONGUE	13/03/2023 09:15:00
FUITE COMPTEUR	TAVEL	RUE DE LA LIBERTE	15/03/2023 08:14:00
FUITE COMPTEUR	TAVEL	RTE ROMAINE	24/03/2023 10:42:00
FUITE COMPTEUR	TAVEL	CHE DE LA VAUSSIÈRE	27/03/2023 15:33:00
FUITE COMPTEUR	TAVEL	RUE DES LAVANDIÈRES	03/04/2023 08:15:00
FUITE COMPTEUR	TAVEL	RTE DES VIGNOBLES	07/04/2023 15:32:00
FUITE COMPTEUR	TAVEL	RUE DES LAVANDIÈRES	26/04/2023 11:14:00
FUITE COMPTEUR	TAVEL	RUE MIREILLE	09/06/2023 09:58:00
FUITE CANALISATION	TAVEL	RUE DU MOULIN À VENT	27/06/2023 08:44:50
FUITE BRANCHEMENT	TAVEL	IMP SAINT VINCENT	27/06/2023 09:18:53
FUITE BRANCHEMENT	TAVEL	CHE DES OLIVIERS	28/06/2023 12:38:38



FUITE COMPTEUR	TAVEL	RUE DES LAVANDIERES	03/07/2023 09:12:00
FUITE COMPTEUR	TAVEL	CHE DES OLIVIERS	17/07/2023 08:58:00
FUITE COMPTEUR	TAVEL	CHE DE LA VAUSSIÈRE	20/07/2023 10:28:00
FUITE COMPTEUR	TAVEL	RUE MIREILLE	25/07/2023 18:22:00
FUITE COMPTEUR	TAVEL	RUE DE LA CABANETTE	05/08/2023 13:37:00
FUITE COMPTEUR	TAVEL	RUE DE LA CABANETTE	05/08/2023 17:19:00
FUITE COMPTEUR	TAVEL	CHE DES OLIVIERS	29/08/2023 09:23:00
FUITE COMPTEUR	TAVEL	RUE DES AIRES	01/09/2023 08:54:00
FUITE COMPTEUR	TAVEL	RUE DE LA COMBE	07/09/2023 10:09:00
FUITE COMPTEUR	TAVEL	CHE DES COMEYRES	18/09/2023 15:46:00
FUITE COMPTEUR	TAVEL	CHE DES OLIVIERS	20/09/2023 11:44:00
FUITE COMPTEUR	TAVEL	CHE DES OLIVIERS	26/09/2023 16:30:00
FUITE COMPTEUR	TAVEL	CHE DES OLIVIERS	02/10/2023 10:06:00
FUITE COMPTEUR	TAVEL	RUE SAINT YVONNE	09/10/2023 09:23:00
FUITE COMPTEUR	TAVEL	RUE FREDERIC MISTRAL	12/10/2023 12:55:00
FUITE COMPTEUR	TAVEL	IMP DES CLAIRES	18/10/2023 11:12:00
FUITE BRANCHEMENT	TAVEL	RUE ALPHONSE DAUDET	03/11/2023 12:31:39
FUITE BRANCHEMENT	TAVEL	RUE DES CARRIÈRES	06/11/2023 15:09:14
FUITE COMPTEUR	TAVEL	CHE DE CRAVILLEUX	06/11/2023 09:36:00
FUITE COMPTEUR	TAVEL	RUE DES AMANDIERS	08/11/2023 15:50:20
FUITE BRANCHEMENT	TAVEL	RUE DES GRILLONS	10/11/2023 12:00:24
FUITE COMPTEUR	TAVEL	RTE DES VIGNOBLES	13/11/2023 10:49:00
FUITE COMPTEUR	TAVEL	RUE DE LA COMBE	13/11/2023 14:11:00
FUITE COMPTEUR	TAVEL	IMP DES JARDINS	13/11/2023 18:38:29
FUITE BRANCHEMENT	TAVEL	RUE SAINT FERREOL	14/11/2023 15:07:22
FUITE BRANCHEMENT	TAVEL	RUE DU MOULIN À VENT	27/11/2023 17:12:20
FUITE BRANCHEMENT	TAVEL	RUE DU MOULIN À VENT	28/11/2023 16:12:14
FUITE COMPTEUR	TAVEL	RUE MIREILLE	28/11/2023 14:02:00
FUITE COMPTEUR	TAVEL	CHE DES COMEYRES	28/11/2023 14:34:00
FUITE COMPTEUR	TAVEL	RUE DE TOURTOUIL	01/12/2023 11:26:00
FUITE COMPTEUR	TAVEL	LOT LA GINESTIERE	01/12/2023 17:12:00
FUITE COMPTEUR	TAVEL	RUE DES CARRIERES	12/12/2023 11:49:00
FUITE COMPTEUR	TAVEL	RUE DE TOURTOUIL	18/12/2023 09:02:00
FUITE COMPTEUR	TAVEL	CHE DES OLIVIERS	18/12/2023 10:11:00
FUITE COMPTEUR	TAVEL	RUE DES LAVANDIERES	18/12/2023 10:13:00
FUITE COMPTEUR	TAVEL	CHE DES OLIVIERS	29/12/2023 12:47:00
FUITE COMPTEUR	TAVEL	ANCIEN CHEMIN DE LIRAC	31/12/2023 10:39:00

### 4.3.3 Les recherches de fuites

Le nombre de fuites décelées et réparées figure au tableau suivant :

Commune	Mode de détection	Linéaire inspecté (ml)	Fuites décelées sur :				Total fuites
			Branchement	Canalisation	Poste de comptage	Accessoire	
Pont Saint Esprit	Acoustique	3710	4	2	0	2	8
Lirac	Acoustique	9010	1	1	0	1	3
Saint André d'Olérargues	Acoustique	423	1	0	0	0	1
Saint Genies de Comolas	Acoustique	7488	3	0	7	3	13
Saint Laurent des Arbres	Acoustique	2250	1	0	0	0	1
Tavel	Acoustique	15376	10	1	5	0	16
	Sectorisation	27151					

## 4.4 L'efficacité environnementale

### 4.4.1 La protection des ressources en eau



La mise en place de périmètres de protection et leur surveillance est indispensable à la préservation de la ressource en eau aussi bien pour les installations gérées en propre que pour les achats d'eau. Le périmètre de protection est un des principaux moyens pour éviter la dégradation de la ressource par des pollutions accidentelles ou diffuses. L'indice d'avancement de la démarche de protection de la ressource du service **[P108.3]** permet d'évaluer ce processus.

Indice d'avancement de la démarche de protection de la ressource	2022	2023
<b>Total CA Gard Rhodanien<sup>(1)</sup></b>	<b>42,50 %</b>	<b>42,50 %</b>
Forage Begude (St André d'Olérargues) <sup>(2)</sup>	60 %	60 %
Forage Mas Malon (St André d'Olérargues) <sup>(2)</sup>	60 %	60 %
Pompage Montfaucon (St Geniès de Comolas) <sup>(2)</sup>	40 %	40 %
UPR la Barandonne (Pont St Esprit)	60 %	60 %
UPR la Chapelle (Pont St Esprit)	0 %	0 %

### 4.4.2 Le bilan énergétique du patrimoine



Un management de la performance énergétique des installations est mis en œuvre dans le cadre de notre certification ISO 50 001. La performance énergétique des équipements est prise en compte dans leur renouvellement. Pour 2022 et 2023, dans le cadre du Plan ReSource, nos objectifs ont été rehaussés : il nous est demandé de réduire de 5% notre impact énergétique et d'augmenter de 5% notre production d'énergie sur les 2 années. Cela contribue ainsi à la réduction des consommations d'énergie et à la limitation des émissions de gaz à effet de serre.

	2022	2023	N/N-1
<b>Energie relevée consommée (kWh)</b>	<b>1 144 341</b>	<b>1 151 469</b>	0,62%
Surpresseur	5 897	5 803	-1,59%
Installation de reprise	106 382	103 547	-2,66%
Installation de production	1 026 607	1 037 097	1,02%
Réservoir ou château d'eau	5 455	5 022	-7,94%

Le tableau détaillé du Bilan énergétique du patrimoine se trouve en annexe.

### 4.4.3 La consommation de réactifs

Selon les cas, le choix du réactif est établi de façon à optimiser le traitement :

- ✓ assurer une eau de qualité conforme aux normes de potabilité,
- ✓ réduire les quantités de réactifs à utiliser.

Chlore (bouteille)	2023
Consommation de réactifs en 2023 (kg)	1 127

#### 4.4.4 La valorisation des sous-produits

##### → La valorisation des déchets liés au service



RESPONSABILITÉ

Les déchets liés à l'activité du service sont gérés suivant des filières respectueuses de l'environnement. Le recyclage des matériaux est privilégié.

L'engagement de responsabilité environnementale permet à Veolia de développer des bonnes pratiques en termes de gestion des déchets. Ainsi, de plus en plus, les équipes opérationnelles trient à la source les huiles, graisses et absorbants (matières souillées par des solvants, des huiles...), les déchets d'équipements électriques et électroniques (DEEE), les déchets d'activité réseau, les déchets métalliques, les emballages (carton, bois, polystyrène...), les déchets de laboratoire (verrerie, sous-produits d'analyses) et les déchets de bureaux (papier, plastique, verre, piles, cartouches d'imprimantes...).

La collecte sélective de chaque catégorie de produits est mise en place sur certains lieux de leur production (usines, ateliers, bureaux, chantiers...). Ils sont alors évacués dans des filières de valorisation agréées.

Envoyé en préfecture le 23/12/2024

Reçu en préfecture le 23/12/2024

Publié le 24/12/2024

ID : 030-200034692-20241216-DEL188\_2024-DE

S<sup>2</sup>LO

# 5.

## RAPPORT FINANCIER DU SERVICE



Ce chapitre présente le Compte Annuel de Résultat de l'Exploitation de la Délégation (CARE). Il fait également le point sur la situation des biens, les programmes d'investissement et de renouvellement, ainsi que les engagements du délégataire à incidence financière.

## 5.1 Le Compte Annuel de Résultat de l'Exploitation de la Délégation (CARE)

Le présent chapitre est présenté conformément aux dispositions du décret 2016-86 du 1<sup>er</sup> février 2016.

### → Le CARE

Le compte annuel et l'état détaillé des produits figurent ci-après. Les modalités retenues pour la détermination des produits et charges et l'avis des Commissaires aux Comptes sont présentés en annexe du présent rapport « Annexes financières ».

Les données ci-dessous sont en Euros.

VEOLIA EAU-COMPAGNIE GENERALE DES EAUX

Version Finale

### Compte Annuel de Résultat de l'Exploitation Année 2023 (en application du décret du 14 mars 2005)

Collectivité: J4590 - Gard Rhodanien AEP DSP-Eau

Eau

LIBELLE	2022	2023	Ecart %
<b>PRODUITS</b>	<b>2 129 120</b>	<b>2 461 585</b>	<b>15,62 %</b>
Exploitation du service	1 012 803	1 128 233	
Collectivités et autres organismes publics	952 509	1 103 158	
Travaux attribués à titre exclusif	86 021	109 276	
Produits accessoires	77 787	120 918	
<b>CHARGES</b>	<b>2 332 873</b>	<b>2 782 348</b>	<b>19,27 %</b>
Personnel	400 479	599 709	
Energie électrique	72 405	106 529	
Achats d'eau	1 630	2 108	
Produits de traitement	3 310	5 407	
Analyses	17 298	- 4 473	
Sous-traitance, matières et fournitures	471 423	521 158	
Impôts locaux et taxes	25 774	26 572	
Autres dépenses d'exploitation	99 962	31 003	
<i>télécommunications, poste et telegestion</i>	16 240	15 014	
<i>engins et véhicules</i>	45 834	36 365	
<i>informatique</i>	71 355	73 754	
<i>assurances</i>	10 177	17 487	
<i>locaux</i>	47 715	47 176	
<i>autres</i>	- 91 352	- 158 792	
Frais de contrôle	5 000	5 535	
Redevances contractuelles	6 859	6 859	
Contribution des services centraux et recherche	79 850	95 222	
Collectivités et autres organismes publics	952 509	1 103 158	
Charges relatives aux renouvellements	181 678	197 383	
<i>pour garantie de continuité du service</i>	0	4 999	
<i>fonds contractuel ( renouvellements )</i>	181 678	192 384	
Charges relatives aux investissements	1 123	60 728	
<i>programme contractuel ( investissements )</i>	1 123	60 728	
Pertes sur créances irrécouvrables-Contentieux recouvrement	13 570	25 450	
<b>RESULTAT AVANT IMPOT</b>	<b>- 203 752</b>	<b>- 320 763</b>	<b>NS</b>
<b>RESULTAT</b>	<b>- 203 753</b>	<b>- 320 763</b>	<b>NS</b>

Conforme à la circulaire FP2E de janvier 2006

05/03/2024

→ **L'état détaillé des produits**

L'état suivant détaille les produits figurant sur la première ligne du CARE :

Les données ci-dessous sont en Euros.

Les principales évolutions des produits et des charges sont les suivantes :

VEOLIA EAU-COMPAGNIE GENERALE DES EAUX

Version Finale

**Etat détaillé des produits (1)**  
**Année 2023**

Collectivité: J4590 - Gard Rhodanien AEP DSP-Eau

Eau

LIBELLE	2022	2023	Ecart %
Recettes liées à la facturation du service	1 009 867	1 128 233	11,72 %
<i>dont produits au titre de l'année (hors estimations conso)</i>	580 743	1 037 148	
<i>dont variation de la part estimée sur consommations</i>	429 125	91 084	
Ventes d'eau à d'autres services publics	2 936	0	NS
<i>dont produits au titre de l'année (hors estimations conso)</i>	2 936	0	
<b>Exploitation du service</b>	<b>1 012 803</b>	<b>1 128 233</b>	<b>11,40 %</b>
Produits : part de la collectivité contractante	553 575	718 093	29,72 %
<i>dont produits au titre de l'année (hors estimations conso)</i>	287 637	663 784	
<i>dont variation de la part estimée sur consommations</i>	265 938	54 309	
Redevance prélèvement (Agence de l'Eau)	99 222	97 119	-2,12 %
<i>dont produits au titre de l'année (hors estimations conso)</i>	45 815	92 044	
<i>dont variation de la part estimée sur consommations</i>	53 407	5 075	
Redevance de lutte contre la pollution (Agence de l'Eau)	299 712	287 946	-3,93 %
<i>dont produits au titre de l'année (hors estimations conso)</i>	136 827	269 123	
<i>dont variation de la part estimée sur consommations</i>	162 885	18 822	
<b>Collectivités et autres organismes publics</b>	<b>952 509</b>	<b>1 103 158</b>	<b>15,82 %</b>
<b>Produits des travaux attribués à titre exclusif</b>	<b>86 021</b>	<b>109 276</b>	<b>27,03 %</b>
<b>Produits accessoires</b>	<b>77 787</b>	<b>120 918</b>	<b>NS</b>

(1) Cette page contient le détail de la première ligne du CARE (produits hors TVA).

05/03/24

Compte tenu des arrondis effectués pour présenter la valeur sans décimale, le total des produits ci-dessus peut être différent à quelques euros près du total des produits inscrits sur le compte annuel de résultat de l'exploitation.

## 5.2 Situation des biens

### → *Variation du patrimoine immobilier*

Cet état retrace les opérations d'acquisition, de cession ou de restructuration d'ouvrages financées par le délégataire, qu'il s'agisse de biens du domaine concédé ou de biens de reprise.

Sans objet.

### → *Inventaire des biens*

L'inventaire au 31 décembre de l'exercice est établi selon les préconisations de la FP2E. Les biens désignés comme biens de retour ou biens de reprise sont ceux expressément désignés comme tels au contrat, conformément au décret 2016-86 du 1er février 2016. S'il y a lieu, l'inventaire distingue les biens propres du délégataire.

### → *Situation des biens*

La situation des biens est consultable aux chapitres 3.1 et 3.2.

Par ce compte rendu, Veolia présente une vue d'ensemble de la situation du patrimoine du service délégué, à partir des constats effectués au quotidien (interventions, inspections, auto-surveillance, astreinte,...) et d'une analyse des faits marquants, des études disponibles et d'autres informations le cas échéant.

Ce compte rendu permet ainsi à la Collectivité, par une connaissance précise des éventuels problèmes, de leur probable évolution et des solutions possibles, de mieux programmer ses investissements.

Les biens dont l'état ou le fonctionnement sont satisfaisants, ou pour lesquels Veolia n'a pas décelé d'indice négatif, et qui à ce titre n'appellent pas ici de commentaire particulier, ne figurent pas dans ce compte rendu.



## 5.3 Les investissements et le renouvellement

Les états présentés permettent de tracer, selon le format prévu au contrat, la réalisation des programmes d'investissement et/ou de renouvellement à la charge du délégataire, et d'assurer le suivi des fonds contractuels d'investissement.

La méthode de calcul de la charge économique imputée au compte de la délégation est présentée dans l'annexe financière « Les modalités d'établissement du CARE ».

### → Programme contractuel d'investissement

Installations électromécaniques	Réalisation
<b>Premier établissement</b>	
GEOREFERENCMENT CLASSE A CAGR	Terminé
MODULE SEUL	En cours
TRX DE MISE EN SECURITE ET CONFORMITE DES EQUIPEME	En cours

### → Programme contractuel de renouvellement

Le suivi du renouvellement se trouve en annexe n°3

### → Les autres dépenses de renouvellement

Les états présentés dans cette section permettent de suivre les dépenses réalisées dans le cadre d'une obligation en garantie pour la continuité du service ou d'un fonds contractuel de renouvellement.

La méthode de calcul de la charge économique imputée au compte de la délégation est présentée dans l'annexe financière «Les modalités d'établissement du CARE».

#### Dépenses relevant d'une garantie pour la continuité du service :

Cet état fournit, sous la forme préconisée par la FP2E, les dépenses de renouvellement réalisées au cours de l'exercice dans le cadre d'une obligation en garantie pour la continuité du service.

Le suivi du renouvellement se trouve en annexe n°3

#### Dépenses relevant d'un fonds de renouvellement :

Un fonds de renouvellement a été défini au contrat. Les dépenses et la situation du fonds relatif à l'exercice sont résumées dans les tableaux suivants :

Le suivi du renouvellement se trouve en annexe n°3

## 5.4 Les engagements à incidence financière

Ce chapitre a pour objectif de présenter les engagements liés à l'exécution du service public et qui, à ce titre, peuvent entraîner des obligations financières entre Veolia, actuel délégataire de service, et toute entité (publique ou privée) qui pourrait être amenée à reprendre à l'issue du contrat l'exécution du service. Ce chapitre constitue pour les élus un élément de transparence et de prévision.

Conformément aux préconisations de l'Ordre des Experts Comptables, ce chapitre ne présente que les « engagements significatifs, sortant de l'ordinaire, nécessaires à la continuité du service, existant à la fin de la période objet du rapport, et qui à la fois devraient se continuer au-delà du terme normal de la convention de délégation et être repris par l'exploitant futur ».

Afin de rester simples, les informations fournies ont une nature qualitative. A la demande de la Collectivité, et en particulier avant la fin du contrat, Veolia pourra détailler ces éléments.

### 5.4.1 Flux financiers de fin de contrat

Les flux financiers de fin de contrat doivent être anticipés dans les charges qui s'appliqueront immédiatement à tout nouvel exploitant du service. Sur la base de ces informations, il est de la responsabilité de la Collectivité, en qualité d'entité organisatrice du service, d'assurer la bonne prise en compte de ces contraintes dans son cahier des charges.

#### → Régularisations de TVA

Si Veolia a assuré pour le compte de la Collectivité la récupération de la TVA au titre des immobilisations (investissements) mises à disposition<sup>1</sup>, deux cas se présentent :

- ✓ Le nouvel exploitant est assujéti à la TVA<sup>2</sup> : aucun flux financier n'est nécessaire. Une simple déclaration des montants des immobilisations, dont la mise à disposition est transférée, doit être adressée aux Services de l'Etat.
- ✓ Le nouvel exploitant n'est pas assujéti à la TVA : l'administration fiscale peut être amenée à réclamer à Veolia la part de TVA non amortie sur les immobilisations transférées. Dans ce cas, le repreneur doit s'acquitter auprès de Veolia du montant dû à l'Administration Fiscale pour les immobilisations transférées, et simultanément faire valoir ses droits auprès du Fonds de Compensation de la TVA. Le cahier des charges doit donc imposer au nouvel exploitant de disposer des sommes nécessaires à ce remboursement.

#### → Biens de retour

Les biens de retour (listés dans l'inventaire détaillé des biens du service) sont remis gratuitement à la Collectivité à l'échéance du contrat selon les modalités prévues au contrat.

#### → Biens de reprise

Les biens de reprise (listés dans l'inventaire détaillé des biens du service) seront remis au nouvel exploitant, si celui-ci le souhaite, à l'échéance du contrat selon les modalités prévues au contrat. Ces biens doivent généralement être achetés par le nouvel exploitant.

<sup>1</sup> art. 210 de l'annexe II du Code Général des Impôts

<sup>2</sup> Conformément au principe posé par le nouvel article 257 bis du Code Général des Impôts précisé par l'instruction 3 A 6 36 parue au BOI N°50 du 20 Mars 2006 repris dans le BOFiP (BOI-TVA-CHAMP-10-10-50-10)

### → **Autres biens ou prestations**

Hormis les biens de retour et les biens de reprise prévus au contrat, Veolia utilise, dans le cadre de sa liberté de gestion, certains biens et prestations. Le cas échéant, sur demande de la Collectivité et selon des conditions à déterminer, les parties pourront convenir de leur mise à disposition auprès du nouvel exploitant.

### → **Consommations non facturées et recouvrement des sommes dues au délégataire à la fin du contrat**

Les sommes correspondantes au service exécuté jusqu'à la fin du contrat sont dues au délégataire sortant. La continuité de service est à privilégier (maintien des calendriers de facturation ou de mensualisation jusqu'à l'échéance du contrat). Il y a donc lieu de définir avec la Collectivité les modalités de facturation et de recouvrement des sommes dues ainsi que les modalités de reversement des encaissements qui s'imposeront le cas échéant au nouvel exploitant : part ancien contrat en prorata temporis, reprise des soldes de mensualisation des comptes clients. L'introduction de relevés spécifiques, notamment si le contrat se termine après une facturation d'acompte, peut être une option à considérer.

#### **5.4.2 Dispositions applicables au personnel**

Les dispositions applicables au personnel du délégataire sortant s'apprécient dans le contexte de la période de fin de contrat. Les engagements qui en découlent pour le nouvel exploitant ne peuvent pas faire ici l'objet d'une présentation totalement exhaustive, pour deux motifs principaux :

- ✓ ils évoluent au fil du temps, au gré des évolutions de carrière, des aléas de la vie privée des agents et des choix d'organisation du délégataire,
- ✓ ils sont soumis à des impératifs de protection des données personnelles.

Veolia propose de rencontrer la Collectivité sur ce sujet pour inventorier les contraintes qui s'appliqueront en fin de contrat.

### → **Dispositions conventionnelles applicables aux salariés de Veolia**

Les salariés de Veolia bénéficient :

- ✓ des dispositions de la Convention Collective Nationale des Entreprises des Services d'Eau et d'Assainissement du 12 avril 2000 ;
- ✓ des dispositions de l'accord interentreprises de l'Unité Economique et Sociale " Veolia - Générale des Eaux " du 12 novembre 2008 qui a pris effet au 1<sup>er</sup> janvier 2009, d'accords conclus dans le cadre de cette Unité Economique et Sociale et qui concernent notamment : l'intéressement et la participation, le temps de travail des cadres, la protection sociale (retraite, prévoyance, handicap, formation) et d'accords d'établissement, usages et engagements unilatéraux.

### → **Protection des salariés et de l'emploi en fin de contrat**

Des dispositions légales assurent la protection de l'emploi et des salariés à l'occasion de la fin d'un contrat, lorsque le service est susceptible de changer d'exploitant, que le futur exploitant ait un statut public ou privé. A défaut, il est de la responsabilité de la Collectivité de prévoir les mesures appropriées.

Lorsque l'entité sortante constitue une entité économique autonome, c'est-à-dire comprend des moyens corporels (matériel, outillage, marchandises, bâtiments, ateliers, terrains, équipements), des éléments incorporels (clientèle, droit au bail, etc.) et du personnel affecté, le tout organisé pour une mission identifiée, l'ensemble des salariés qui y sont affectés sont automatiquement transférés au nouvel exploitant, qu'il soit public ou privé (art. L 1224-1 du Code du Travail).

Dans cette hypothèse, Veolia transmettra à la Collectivité, à la fin du contrat, la liste des salariés affectés au contrat ainsi que les éléments d'information les concernant (en particulier masse salariale correspondante).

Le statut applicable à ces salariés au moment du transfert et pendant les trois mois suivants est celui en vigueur chez Veolia. Au-delà de ces trois mois, le statut Veolia est soit maintenu pendant une période de douze mois maximum, avec maintien des avantages individuels acquis au-delà de ces douze mois, soit aménagé au statut du nouvel exploitant.

Lorsque l'entité sortante ne constitue pas une entité économique autonome mais que le nouvel exploitant entre dans le champ d'application de la Convention collective Nationale des entreprises d'eau et d'assainissement d'avril 2000, l'application des articles 2.5.2 ou 2.5.4 de cette Convention s'impose tant au précédent délégataire qu'au nouvel exploitant avant la fin de la période de 12 mois.

A défaut d'application des dispositions précitées, seule la Collectivité peut prévoir les modalités permettant la sauvegarde des emplois correspondant au service concerné par le contrat de délégation qui s'achève. Veolia se tient à la disposition de la Collectivité pour fournir en amont les informations nécessaires à l'anticipation de cette question.

En tout état de cause, d'un point de vue général, afin de clarifier les dispositions applicables et de protéger l'emploi, nous proposons de préciser avec la Collectivité avant la fin du contrat, le cadre dans lequel sera géré le statut des salariés et la protection de l'emploi à la fin du contrat. Il est utile que ce cadre soit précisé dans le cahier des charges du nouvel exploitant.

La liste nominative des agents<sup>3</sup> affectés au contrat peut varier en cours de contrat, par l'effet normal de la vie dans l'entreprise : mutations, départs et embauches, changements d'organisation, mais aussi par suite d'événements de la vie personnelle des salariés. Ainsi, la liste nominative définitive ne pourra être constituée qu'au cours des dernières semaines d'exécution du contrat.

### → **Comptes entre employeurs successifs**

Les dispositions à prendre entre employeurs successifs concernant le personnel transféré sont les suivantes :

- ✓ de manière générale, dispositions identiques à celles appliquées en début du contrat,
- ✓ concernant les salaires et notamment salaires différés : chaque employeur supporte les charges afférentes aux salaires (et les charges sociales ou fiscales directes ou indirectes y afférant) rattachables à la période effective d'activité dont il a bénéficié ; le calcul est fait sur la base du salaire de référence ayant déterminé le montant de la charge mais plafonné à celui applicable au jour de transfert : ce compte déterminera notamment les prorata 13<sup>ème</sup> mois, de primes annuelles, de congés payés, décomptes des heures supplémentaires ou repos compensateurs,....,
- ✓ concernant les autres rémunérations : pas de comptes à établir au titre des rémunérations différées dont les droits ne sont exigibles qu'en cas de survenance d'un événement ultérieur non encore intervenu : indemnité de départ à la retraite, droits à des retraites d'entreprises à prestations définies, médailles du travail,...

---

<sup>3</sup> Certaines informations utiles ont un caractère confidentiel et n'ont pas à figurer dans le rapport annuel qui est un document public. Elles pourront être fournies, dans le respect des droits des personnes intéressées, séparément à l'autorité délégante, sur sa demande justifiée par la préparation de la fin de contrat.

Envoyé en préfecture le 23/12/2024

Reçu en préfecture le 23/12/2024

Publié le 24/12/2024

ID : 030-200034692-20241216-DEL188\_2024-DE



# 6.

## ANNEXES



## 6.1 La facture 120 m<sup>3</sup>

Traité juridique : J4590 GARD RHODANIEN EAU

Commune : SAINT LAURENT DES ARBRES

Facture comparée aux 1er janvier 2024 et 2023 pour une consommation annuelle de 120 m<sup>3</sup>

		1er janvier 2024					1er janvier 2023					
		Qté	PUN	Mnt HT	TVA	Mnt TTC	Qté	PUN	Mnt HT	TVA	Mnt TTC	Evolution
AST Collecte et dépollution des eaux usées	Abonnement collectivité	2	26,0700	52,14	10	57,35	2	22,9900	45,98	10	50,58	13,40%
	Abonnement part Suez	2	11,7900	23,58	10	25,94	2	11,1600	22,32	10	24,55	5,65%
	Consommation collectivité	120	0,4920	59,04	10	64,94	120	0,4340	52,08	10	57,29	13,36%
	Consommation part collecte Suez	120	0,3372	40,46	10	44,51	120	0,3192	38,30	10	42,13	5,64%
	Consommation part traitement Suez	120	0,4645	55,74	10	61,31	120	0,4397	52,76	10	58,04	5,64%
AST Organismes publics	Modernisation des réseaux (Agence de l'eau)	120	0,1600	19,20	10	21,12	120	0,1600	19,20	10	21,12	0,00%
EAU Potabilisation et distribution de l'eau	Abonnement	2	23,5238	47,05	5,5	49,64	2	22,1401	44,28	5,5	46,72	6,25%
	Abonnement collectivité	2	10,7200	21,44	5,5	22,62	2	9,4500	18,90	5,5	19,94	13,44%
	Consommation	120	0,8383	100,60	5,5	106,13	120	0,7890	94,68	5,5	99,89	6,25%
	Consommation part collectivité	120	0,5440	65,28	5,5	68,87	120	0,4800	57,60	5,5	60,77	13,33%
	Préservation des ressources en eau (Agence de l'eau)	120	0,0887	10,64	5,5	11,23	120	0,0887	10,64	5,5	11,23	0,00%
EAU Organismes publics	Lutte contre la pollution (Agence de l'eau)	120	0,2900	34,80	5,5	36,71	120	0,2800	33,60	5,5	35,45	3,57%
<b>Prix du m<sup>3</sup></b>		4,75 €/m <sup>3</sup>					4,4 €/m <sup>3</sup>					
<b>Total TTC</b>		570,37 €					527,71 €					

Traité juridique : J4590 GARD RHODANIEN EAU

Commune : SAINT ANDRE D'OLERARGUES

Facture comparée aux 1er janvier 2024 et 2023 pour une consommation annuelle de 120 m<sup>3</sup>

		1er janvier 2024					1er janvier 2023					
		Qté	PUN	Mnt HT	TVA	Mnt TTC	Qté	PUN	Mnt HT	TVA	Mnt TTC	Evolution
AST Collecte et dépollution des eaux usées	Abonnement collectivité	2	20,0600	40,12	10	44,13	2	17,6900	35,38	10	38,92	13,40%
	Abonnement part Saur	2	10,9100	21,82	10	24,00	2	10,0000	20,00	10	22,00	9,10%
	Consommation collectivité	120	0,6510	78,12	10	85,93	120	0,5740	68,88	10	75,77	13,41%
	Consommation part Saur	120	0,8333	100,00	10	110,00	120	0,7620	91,44	10	100,58	9,36%
	Modernisation des réseaux (Agence de l'eau)	120	0,1600	19,20	10	21,12	120	0,1600	19,20	10	21,12	0,00%
EAU Potabilisation et distribution de l'eau	Abonnement	2	23,5238	47,05	5,5	49,64	2	22,1401	44,28	5,5	46,72	6,25%
	Abonnement collectivité	2	9,0600	18,12	5,5	19,12	2	7,9900	15,98	5,5	16,86	13,39%
	Consommation	120	0,8383	100,60	5,5	106,13	120	0,7890	94,68	5,5	99,89	6,25%
	Consommation part collectivité	120	0,5980	71,76	5,5	75,71	120	0,5270	63,24	5,5	66,72	13,47%
	Préservation des ressources en eau (Agence de l'eau)	120	0,0887	10,64	5,5	11,23	120	0,0887	10,64	5,5	11,23	0,00%
EAU Organismes publics	Lutte contre la pollution (Agence de l'eau)	120	0,2900	34,80	5,5	36,71	120	0,2800	33,60	5,5	35,45	3,57%
<b>Prix du m<sup>3</sup></b>		4,86 €/m <sup>3</sup>					4,46 €/m <sup>3</sup>					
<b>Total TTC</b>		583,72 €					535,26 €					

Envoyé en préfecture le 23/12/2024

Reçu en préfecture le 23/12/2024

Publié le 24/12/2024



ID : 030-200034692-20241216-DEL188\_2024-DE

Traité juridique : J4590 GARD RHODANIEN EAU  
Commune : PONT SAINT ESPRIT  
Facture comparée aux 1er janvier 2024 et 2023 pour une consommation annuelle de 120 m<sup>3</sup>

		1er janvier 2024					1er janvier 2023					
		Qté	PUN	Mnt HT	TVA	Mnt TTC	Qté	PUN	Mnt HT	TVA	Mnt TTC	Evolution
AST Collecte et dépollution des eaux usées	Abonnement collectivité	2	27.2100	54,42	10	59,86	2	23,9900	47,98	10	52,78	13,41%
	Abonnement part Suez	2	11,7900	23,58	10	25,94	2	11,1600	22,32	10	24,55	5,66%
	Consommation collectivité	120	0,5990	71,88	10	79,07	120	0,5280	63,36	10	69,70	13,45%
	Consommation part collecte Suez	120	0,3372	40,46	10	44,51	120	0,3192	38,30	10	42,13	5,64%
	Consommation part traitement Suez	120	0,4645	55,74	10	61,31	120	0,4397	52,76	10	58,04	5,64%
AST Organismes publics	Modernisation des réseaux (Agence de l'eau)	120	0,1600	19,20	10	21,12	120	0,1600	19,20	10	21,12	0,00%
EAU Potabilisation et distribution de l'eau	Abonnement	2	8,8214	17,64	5,5	18,61	2	8,3025	16,61	5,5	17,52	6,22%
	Abonnement collectivité	2	11,6400	23,28	5,5	24,56	2	10,2600	20,52	5,5	21,65	13,44%
	Consommation	120	0,8383	100,60	5,5	106,13	120	0,7890	94,68	5,5	99,89	6,25%
	Consommation collectivité	120	0,5520	66,24	5,5	69,88	120	0,4870	58,44	5,5	61,65	13,35%
	Préservation des ressources en eau (Agence de l'eau)	120	0,0887	10,64	5,5	11,23	120	0,0887	10,64	5,5	11,23	0,00%
EAU Organismes publics	Lutte contre la pollution (Agence de l'eau)	120	0,2900	34,80	5,5	36,71	120	0,2800	33,60	5,5	35,45	3,57%
<b>Prix du m<sup>3</sup></b>		4,66 € / m <sup>3</sup>					4,30 € / m <sup>3</sup>					
<b>Total TTC</b>		558,93 €					515,71 €					

Traité juridique : J4590 GARD RHODANIEN EAU  
Commune : TAVEL  
Facture comparée aux 1er janvier 2024 et 2023 pour une consommation annuelle de 120 m<sup>3</sup>

		1er janvier 2024					1er janvier 2023					
		Qté	PUN	Mnt HT	TVA	Mnt TTC	Qté	PUN	Mnt HT	TVA	Mnt TTC	Evolution
AST Collecte et dépollution des eaux usées	Abonnement collectivité	2	26,0700	52,14	10	57,35	2	22,9900	45,98	10	50,58	13,40%
	Abonnement part Suez	2	11,7900	23,58	10	25,94	2	11,1600	22,32	10	24,55	5,65%
	Consommation collectivité	120	0,4920	59,04	10	64,94	120	0,4340	52,08	10	57,29	13,36%
	Consommation part collecte Suez	120	0,3372	40,46	10	44,51	120	0,3192	38,30	10	42,13	5,64%
	Consommation part traitement Suez	120	0,4645	55,74	10	61,31	120	0,4397	52,76	10	58,04	5,64%
AST Organismes publics	Modernisation des réseaux (Agence de l'eau)	120	0,1600	19,20	10	21,12	120	0,1600	19,20	10	21,12	0,00%
EAU Potabilisation et distribution de l'eau	Abonnement	2	23,5238	47,05	5,5	49,64	2	22,1401	44,28	5,5	46,72	6,25%
	Abonnement collectivité	2	10,7200	21,44	5,5	22,62	2	9,4500	18,90	5,5	19,94	13,44%
	Consommation	120	0,8383	100,60	5,5	106,13	120	0,7890	94,68	5,5	99,89	6,25%
	Consommation part collectivité	120	0,5440	65,28	5,5	68,87	120	0,4800	57,60	5,5	60,77	13,33%
	Préservation des ressources en eau (Agence de l'eau)	120	0,0887	10,64	5,5	11,23	120	0,0887	10,64	5,5	11,23	0,00%
EAU Organismes publics	Lutte contre la pollution (Agence de l'eau)	120	0,2900	34,80	5,5	36,71	120	0,2800	33,60	5,5	35,45	3,57%
<b>Prix du m<sup>3</sup></b>		4,75 € / m <sup>3</sup>					4,4 € / m <sup>3</sup>					
<b>Total TTC</b>		570,37 €					527,71 €					

Traité juridique : J4590 GARD RHODANIEN EAU  
Commune : LIRAC  
Facture comparée aux 1er janvier 2024 et 2023 pour une consommation annuelle de 120 m<sup>3</sup>

		1er janvier 2024					1er janvier 2023					
		Qté	PUN	Mnt HT	TVA	Mnt TTC	Qté	PUN	Mnt HT	TVA	Mnt TTC	Evolution
AST Collecte et dépollution des eaux usées	Abonnement collectivité	2	26,0700	52,14	10	57,35	2	22,9900	45,98	10	50,58	13,40%
	Abonnement part Suez	2	11,7900	23,58	10	25,94	2	11,1600	22,32	10	24,55	5,65%
	Consommation collectivité	120	0,4920	59,04	10	64,94	120	0,4340	52,08	10	57,29	13,36%
	Consommation part collecte Suez	120	0,3372	40,46	10	44,51	120	0,3192	38,30	10	42,13	5,64%
	Consommation part traitement Suez	120	0,4645	55,74	10	61,31	120	0,4397	52,76	10	58,04	5,64%
AST Organismes publics	Modernisation des réseaux (Agence de l'eau)	120	0,1600	19,20	10	21,12	120	0,1600	19,20	10	21,12	0,00%
EAU Potabilisation et distribution de l'eau	Abonnement	2	23,5238	47,05	5,5	49,64	2	22,1401	44,28	5,5	46,72	6,25%
	Abonnement collectivité	2	10,7200	21,44	5,5	22,62	2	9,4500	18,90	5,5	19,94	13,44%
	Consommation	120	0,8383	100,60	5,5	106,13	120	0,7890	94,68	5,5	99,89	6,25%
	Consommation part collectivité	120	0,5440	65,28	5,5	68,87	120	0,4800	57,60	5,5	60,77	13,33%
	Préservation des ressources en eau (Agence de l'eau)	120	0,0887	10,64	5,5	11,23	120	0,0887	10,64	5,5	11,23	0,00%
EAU Organismes publics	Lutte contre la pollution (Agence de l'eau)	120	0,2900	34,80	5,5	36,71	120	0,2800	33,60	5,5	35,45	3,57%
<b>Prix du m<sup>3</sup></b>		4,75 € / m <sup>3</sup>					4,4 € / m <sup>3</sup>					
<b>Total TTC</b>		570,37 €					527,71 €					

Envoyé en préfecture le 23/12/2024

Reçu en préfecture le 23/12/2024

Publié le 24/12/2024



ID : 030-200034692-20241216-DEL188\_2024-DE

Traité juridique : J4590 GARD RHODANIEN EAU

Commune : SAINT GENIES DE COMOLAS

Facture comparée aux 1er janvier 2024 et 2023 pour une consommation annuelle de 120 m<sup>3</sup>

	1er janvier 2024					1er janvier 2023					Evolution	
	Qté	PUN	Mnt HT	TVA	Mnt TTC	Qté	PUN	Mnt HT	TVA	Mnt TTC		
AST Collecte et dépollution des eaux usées	Abonnement collectivité	2	26,0700	52,14	10	57,35	2	22,9900	45,98	10	50,58	13,40%
	Abonnement part Suez	2	11,7900	23,58	10	25,94	2	11,1600	22,32	10	24,55	5,65%
	Consommation collectivité	120	0,4920	59,04	10	64,94	120	0,4340	52,08	10	57,29	13,36%
	Consommation part collecte Suez	120	0,3372	40,48	10	44,51	120	0,3192	38,30	10	42,13	5,64%
	Consommation part traitement Suez	120	0,4645	55,74	10	61,31	120	0,4397	52,76	10	58,04	5,64%
AST Organismes publics	Modernisation des réseaux (Agence de l'eau)	120	0,1600	19,20	10	21,12	120	0,1600	19,20	10	21,12	0,00%
EAU Potabilisation et distribution de l'eau	Abonnement	2	23,5238	47,05	5,5	49,64	2	22,1401	44,28	5,5	46,72	6,25%
	Abonnement collectivité	2	10,7200	21,44	5,5	22,62	2	9,4500	18,90	5,5	19,94	13,44%
	Consommation	120	0,8383	100,60	5,5	106,13	120	0,7890	94,68	5,5	99,89	6,25%
	Consommation part collectivité	120	0,5440	65,28	5,5	68,87	120	0,4800	57,60	5,5	60,77	13,33%
EAU Organismes publics	Préservation des ressources en eau (Agence de l'eau)	120	0,0887	10,64	5,5	11,23	120	0,0887	10,64	5,5	11,23	0,00%
EAU Organismes publics	Lutte contre la pollution (Agence de l'eau)	120	0,2900	34,80	5,5	36,71	120	0,2800	33,60	5,5	35,45	3,57%
<b>Prix du m<sup>3</sup></b>		4,75 € / m <sup>3</sup>					4,4 € / m <sup>3</sup>					
<b>Total TTC</b>		570,37 €					527,71 €					



## 6.2 Les données consommateurs par commune

	2022	2023	N/N-1
<b>LIRAC</b>			
Nombre d'habitants desservis total (estimation)	947	942	-0,5%
Nombre d'abonnés (clients)	483	500	3,5%
Volume vendu (m3)	58 163	51 531	-11,4%
<b>PONT SAINT ESPRIT</b>			
Nombre d'habitants desservis total (estimation)	10 561	10 660	0,9%
Nombre d'abonnés (clients)	5 569	5 644	1,3%
Volume vendu (m3)	536 328	598 709	11,6%
<b>SAINT ANDRE D'OLERARGUES</b>			
Nombre d'habitants desservis total (estimation)	449	453	0,9%
Nombre d'abonnés (clients)	247	256	3,6%
Volume vendu (m3)	24 965	40 857	63,7%
<b>SAINT GENIES DE COMOLAS</b>			
Nombre d'habitants desservis total (estimation)	2 036	2 038	0,1%
Nombre d'abonnés (clients)	891	914	2,6%
Volume vendu (m3)	106 336	80 421	-24,4%
<b>SAINT LAURENT DES ARBRES</b>			
Nombre d'habitants desservis total (estimation)	3 068	3 034	-1,1%
Nombre d'abonnés (clients)	1 390	1 400	0,7%
Volume vendu (m3)	183 884	180 654	-1,8%
<b>TAVEL</b>			
Nombre d'habitants desservis total (estimation)	2 066	2 076	0,5%
Nombre d'abonnés (clients)	1 074	1 088	1,3%
Volume vendu (m3)	166 670	184 609	10,8%

## 6.3 La qualité de l'eau

### 6.3.1 La ressource

Le tableau suivant présente le nombre de résultats d'analyses obtenus sur l'ensemble des ressources du service :

	Contrôle sanitaire		Surveillance par le délégataire	
	Nb total de résultats d'analyses	Nb de résultats d'analyses conformes	Nb total de résultats d'analyses	Nb de résultats d'analyses conformes
Microbiologique	9	9	14	14
Physico-chimique	1073	1073	22	22

Détail des non-conformités sur la ressource :

Tous les résultats sont conformes.

### 6.3.2 L'eau produite et distribuée

La qualité de l'eau produite et distribuée est évaluée au regard des limites de qualité et des références de qualité définies par la réglementation :

- ✓ les limites de qualité visent les paramètres susceptibles de générer des risques immédiats ou à plus long terme pour la santé du consommateur,
- ✓ les références de qualité sont des valeurs indicatives établies à des fins de suivi des installations de production et de distribution d'eau potable. Un dépassement ne traduit pas forcément un risque sanitaire pour le consommateur mais implique la mise en œuvre d'actions correctives.

#### → Conformité des prélèvements

Tableaux synthétiques de la conformité des prélèvements aux limites de qualité :

Limite de qualité	Contrôle Sanitaire		Surveillance du Délégataire		Contrôle sanitaire et surveillance du délégataire	
	Nb PLV total	Nb PLV conformes	Nb PLV total	Nb PLV conformes	Nb PLV total	Nb PLV conformes
Microbiologique	56	56	69	69	125	125
Physico-chimie	44	42	4	4	48	46

Un prélèvement est déclaré non-conforme si au moins un des paramètres le constituant est non-conforme à une limite de qualité.

	Taux de conformité Contrôle Sanitaire	Taux de conformité Surveillance du Délégataire	Taux de conformité Contrôle Sanitaire et Surveillance du Délégataire
Microbiologique	100,0 %	100,0 %	100,0 %
Physico-chimie	95,5 %	100,0 %	95,8 %

Un prélèvement est déclaré non-conforme si au moins un des paramètres le constituant est non-conforme à une limite de qualité.

→ **Conformité des paramètres analytiques**

Le tableau suivant présente en détail les résultats d'analyses et leur conformité en distinguant les paramètres soumis à limite de qualité des paramètres soumis à une référence de qualité<sup>4</sup> :

	Contrôle sanitaire		Surveillance par le délégataire	
	Nb total de résultats d'analyses	Conformité aux limites / Respect des Références	Nb total de résultats d'analyses	Conformité aux limites / Respect des Références
<b>Paramètres soumis à Limite de Qualité</b>				
Microbiologique	112	112	138	138
Physico-chimique	1719	1717	5	5
<b>Paramètres soumis à Référence de Qualité</b>				
Microbiologique	168	168	126	126
Physico-chimique	584	581	245	233
<b>Autres paramètres analysés</b>				
Microbiologique				
Physico-chimique	516			

Un prélèvement est déclaré non-conforme si au moins un des paramètres le constituant est non-conforme à une limite de qualité.

**6.3.3 Nombre de résultats et conformité des analyses sur l'eau produite et distribuée par entités réseau**

<sup>4</sup> Attention, tous les paramètres analysés ne sont pas forcément soumis à limite ou à référence de qualité.

## PC - Forage de la Bégude

Paramètre	Mini	Moyen	Maxi	Nb d'analyse(s)	Unité	Norme
Bactéries Coliformes	20		20	1	n/100ml	
E.Coli /100ml	0		0	1	n/100ml	<= 20000
Entérocoques fécaux	10		10	1	n/100ml	<= 10000
Carbonates	0	0	0	1	mg/l CO3	
Equ.Calco (0;1;2;3;4)	2		2	1	Qualitatif	
Hydrogénocarbonates	304	304	304	1	mg/l	
pH à température de l'eau	7.2	7.2	7.2	1	Unité pH	
pH d'équilibre (à T pH insitu)	7.32	7.32	7.32	1	Unité pH	
TH Calcique	25.525	25.525	25.525	1	°F	
TH Magnésien	1.344	1.344	1.344	1	°F	
Titre Alcalimétrique Complet	24.95	24.95	24.95	1	°F	
Titre Hydrotimétrique	26.84	26.84	26.84	1	°F	
Aspect (0 = RAS, 1 sinon)	0		0	1	Qualitatif	
Couleur apr. filtration simple	0	0	0	1	mg/l Pt	<= 200
Couleur (0=RAS 1 sinon)	0		0	1	Qualitatif	
Odeur (0=RAS, 1 sinon)	0		0	1	Qualitatif	
Turbidité	0	0	0	1	NFU	
Indice Hydrocarbure	0	0	0	1	mg/l	<= 1
Ethylurée	0	0	0	1	µg/l	
Température de l'eau	14.7	14.7	14.7	1	°C	
Fer dissous	0	0	0	1	µg/l	
Manganèse total	0	0	0	1	µg/l	
Calcium	102.1	102.1	102.1	1	mg/l	
Chlorures	6.9	6.9	6.9	1	mg/l	<= 200
Conductivité à 25°C	519	519	519	1	µS/cm	
Magnésium	3.2	3.2	3.2	1	mg/l	
Silicates (en mg/l de SiO2)	9	9	9	1	mg/l	
Sodium	3.6	3.6	3.6	1	mg/l	<= 200
Sulfates	20	20	20	1	mg/l	<= 250
Carbone Organique Total	0.4	0.4	0.4	1	mg/l C	<= 10
Oxygène dissous	7.7	7.7	7.7	1	mg/l	
O2 dissous % Saturation	79.8	79.8	79.8	1	%sat.	>= 30
Atrazine déséthyl déisopropyl	0.038	0.038	0.038	1	µg/l	<= 2
Déséthylterbutylazine	0.005	0.005	0.005	1	µg/l	<= 2
Ammonium	0	0	0	1	mg/l	<= 4
Nitrates	5.3	5.3	5.3	1	mg/l	<= 100
Nitrates/50 + Nitrites/3	0.106	0.106	0.106	1	mg/l	
Nitrites	0	0	0	1	mg/l	
Phosphore total (en P2O5)	0	0	0	1	mg/l P2O5	
Antimoine	0	0	0	1	µg/l	
Arsenic	0	0	0	1	µg/l	<= 100
Bore	0	0	0	1	µg/l	<= 1500
Cadmium	0	0	0	1	µg/l	<= 5
Fluorures	150	150	150	1	µg/l	
Nickel	0	0	0	1	µg/l	<= 20
Sélénium	0	0	0	1	µg/l	<= 20
Tetra + Trichloroéthylène	0	0	0	1	µg/l	
Tétrachloroéthylène-1,1,2,2	0	0	0	1	µg/l	
Trichloroéthylène	0	0	0	1	µg/l	

Pesticides totaux	0.043	0.043	0.043	1	µg/l	<= 5
Total Terbutylazine et Métabo	0.005	0.005	0.005	1	µg/l	<= 5

**PC - Puits de Montfaucon**

Paramètre	Mini	Moyen	Maxi	Nb d'analyse(s)	Unité	Norme
E.Coli /100ml	0		0	2	n/100ml	<= 20000
Entérocoques fécaux	0		0	2	n/100ml	<= 10000
Turbidité	0	0.075	0.15	2	NFU	
Carbone Organique Total	0.41	0.41	0.41	1	mg/l C	<= 10

## PC - Puits La barandonne | Ardèche

Paramètre	Mini	Moyen	Maxi	Nb d'analyse(s)	Unité	Norme
Bactéries Coliformes	0		0	1	n/100ml	
E.Coli /100ml	0		0	4	n/100ml	<= 20000
Entérocoques fécaux	0		0	4	n/100ml	<= 10000
Carbonates	0	0	0	1	mg/l CO3	
Equ.Calco (0;1;2;3;4)	2		2	1	Qualitatif	
Hydrogénocarbonates	287	287	287	1	mg/l	
pH à température de l'eau	7.3	7.3	7.3	1	Unité pH	
pH d'équilibre (à T pH insitu)	7.34	7.34	7.34	1	Unité pH	
TH Calcique	24.15	24.15	24.15	1	°F	
TH Magnésien	2.982	2.982	2.982	1	°F	
Titre Alcalimétrique Complet	23.5	23.5	23.5	1	°F	
Titre Hydrotimétrique	27.07	27.07	27.07	1	°F	
Aspect (0 = RAS, 1 sinon)	0		0	1	Qualitatif	
Couleur apr. filtration simple	0	0	0	1	mg/l Pt	<= 200
Couleur (0=RAS 1 sinon)	0		0	1	Qualitatif	
Odeur (0=RAS, 1 sinon)	0		0	1	Qualitatif	
Turbidité	0	0.197	0.33	3	NFU	
Indice Hydrocarbure	0	0	0	1	mg/l	<= 1
Ethylurée	0	0	0	1	µg/l	
Température de l'eau	16	16	16	1	°C	
Fer dissous	0	0	0	1	µg/l	
Manganèse total	0	0	0	1	µg/l	
Calcium	96.6	96.6	96.6	1	mg/l	
Chlorures	11	11	11	1	mg/l	<= 200
Conductivité à 25°C	542	542	542	1	µS/cm	
Magnésium	7.1	7.1	7.1	1	mg/l	
Silicates (en mg/l de SiO2)	13.1	13.1	13.1	1	mg/l	
Sodium	8.2	8.2	8.2	1	mg/l	<= 200
Sulfates	36	36	36	1	mg/l	<= 250
Carbone Organique Total	0.54	0.605	0.7	4	mg/l C	<= 10
Oxygène dissous	2.9	2.9	2.9	1	mg/l	
O2 dissous % Saturation	29.2	29.2	29.2	1	%sat.	>= 30
Ammonium	0	0	0	1	mg/l	<= 4
Nitrates	5.43	12.239	17.53	10	mg/l	<= 100
Nitrates/50 + Nitrites/3	0.32	0.32	0.32	1	mg/l	
Nitrites	0	0	0	1	mg/l	
Phosphore total (en P2O5)	0.023	0.023	0.023	1	mg/l P2O5	
Antimoine	0	0	0	1	µg/l	
Arsenic	0	0	0	1	µg/l	<= 100
Bore	23	23	23	1	µg/l	<= 1500
Cadmium	0	0	0	1	µg/l	<= 5
Fluorures	130	130	130	1	µg/l	
Nickel	0	0	0	1	µg/l	<= 20
Sélénium	0	0	0	1	µg/l	<= 20
Tetra + Trichloroéthylène	0	0	0	1	µg/l	
Tétrachloroéthylène-1,1,2,2	0	0	0	1	µg/l	
Trichloroéthylène	0	0	0	1	µg/l	
Activité plutonium 239 et 240	0	0	0	1	Bq/l	
Américium 241 (activité du)	0	0	0	1	Bq/l	

Carbone 14 (activité du)	0	0	0	1	Bq/l	
Césium 134 (activité du)	0	0	0	1	Bq/l	
Césium 137 (activité du)	0	0	0	1	Bq/l	
Cobalt 60 (activité du)	0	0	0	1	Bq/l	
Dose totale indicative	0.003	0.003	0.003	1	mSv/an	
Iode 131 (activité du)	0	0	0	1	Bq/l	
Plomb 210 (activité du)	0	0	0	1	Bq/l	
Plutonium 238 (activité du)	0	0	0	1	Bq/l	
Polonium 210 (activité du)	0	0	0	1	Bq/l	
Radium 226 (activité du)	0	0	0	1	Bq/l	
Radium 228 (activité du)	0	0	0	1	Bq/l	
Strontium 90 (activité du)	0	0	0	1	Bq/l	
Uranium 234 (activité du)	0.051	0.051	0.051	1	Bq/l	
Uranium 238 (activité du)	0.039	0.039	0.039	1	Bq/l	

## PC - Puits La Chapelle

Paramètre	Mini	Moyen	Maxi	Nb d'analyse(s)	Unité	Norme
Bactéries Coliformes	0		0	1	n/100ml	
E.Coli /100ml	0		0	3	n/100ml	<= 20000
Entérocoques fécaux	0		0	3	n/100ml	<= 10000
Carbonates	0	0	0	1	mg/l CO3	
Equ.Calco (0;1;2;3;4)	2		2	1	Qualitatif	
Hydrogénocarbonates	343	343	343	1	mg/l	
pH à température de l'eau	7.1	7.1	7.1	1	Unité pH	
pH d'équilibre (à T pH insitu)	7.07	7.07	7.07	1	Unité pH	
TH Calcique	31.125	31.125	31.125	1	°F	
TH Magnésien	3.024	3.024	3.024	1	°F	
Titre Alcalimétrique Complet	28.1	28.1	28.1	1	°F	
Titre Hydrotimétrique	34.09	34.09	34.09	1	°F	
Aspect (0 = RAS, 1 sinon)	0		0	1	Qualitatif	
Couleur apr. filtration simple	0	0	0	1	mg/l Pt	<= 200
Couleur (0=RAS 1 sinon)	0		0	1	Qualitatif	
Odeur (0=RAS, 1 sinon)	0		0	1	Qualitatif	
Turbidité	0	0.133	0.23	3	NFU	
Indice Hydrocarbure	0	0	0	1	mg/l	<= 1
Ethylurée	0	0	0	1	µg/l	
Température de l'eau	20.9	20.9	20.9	1	°C	
Fer dissous	0	0	0	1	µg/l	
Manganèse total	0	0	0	1	µg/l	
Calcium	124.5	124.5	124.5	1	mg/l	
Chlorures	17	17	17	1	mg/l	<= 200
Conductivité à 25°C	678	678	678	1	µS/cm	
Magnésium	7.2	7.2	7.2	1	mg/l	
Silicates (en mg/l de SiO2)	12.8	12.8	12.8	1	mg/l	
Sodium	11.3	11.3	11.3	1	mg/l	<= 200
Sulfates	51	51	51	1	mg/l	<= 250
Carbone Organique Total	0.42	0.465	0.53	4	mg/l C	<= 10
Oxygène dissous	4.8	4.8	4.8	1	mg/l	
O2 dissous % Saturation	54.3	54.3	54.3	1	%sat.	>= 30
Ammonium	0	0	0	1	mg/l	<= 4
Nitrates	19	19	19	1	mg/l	<= 100
Nitrates/50 + Nitrites/3	0.38	0.38	0.38	1	mg/l	
Nitrites	0	0	0	1	mg/l	
Phosphore total (en P2O5)	0	0	0	1	mg/l P2O5	
Antimoine	0	0	0	1	µg/l	
Arsenic	0	0	0	1	µg/l	<= 100
Bore	35	35	35	1	µg/l	<= 1500
Cadmium	0	0	0	1	µg/l	<= 5
Fluorures	110	110	110	1	µg/l	
Nickel	0	0	0	1	µg/l	<= 20
Sélénium	0	0	0	1	µg/l	<= 20
Tetra + Trichloroéthylène	0	0	0	1	µg/l	
Tétrachloroéthylène-1,1,2,2	0	0	0	1	µg/l	
Trichloroéthylène	0	0	0	1	µg/l	
Anthraquinone	0.038	0.038	0.038	1	µg/l	<= 2
Pesticides totaux	0.06	0.06	0.06	1	µg/l	<= 5



Simazine	0.006	0.006	0.006	1	µg/l	<= 2
Ethidimuron	0.016	0.016	0.016	1	µg/l	<= 2

**UP - Achat d'eau St André d'Oléra**

Paramètre	Mini	Moyen	Maxi	Nb d'analyse(s)	Unité	Norme
Bact et spores sulfito-rédu	0		0	2	n/100ml	= 0
Bact Revivifiables à 22°C 68h	0		8	2	n/ml	
Bact Revivifiables à 36°C 44h	4		7	2	n/ml	
Bactéries Coliformes	0		0	2	n/100ml	= 0
E.Coli /100ml	0		0	2	n/100ml	= 0
Entérocoques fécaux	0		0	2	n/100ml	= 0
Carbone Organique Total	0.5	0.5	0.5	1	mg/l C	<= 2

## UP - La Barandonne

Paramètre	Mini	Moyen	Maxi	Nb d'analyse(s)	Unité	Norme
Bact et spores sulfito-rédu	0		0	6	n/100ml	= 0
Bact Revivifiables à 22°C 68h	0		300	8	n/ml	
Bact Revivifiables à 36°C 44h	0		300	8	n/ml	
Bactéries Coliformes	0		0	8	n/100ml	= 0
E.Coli /100ml	0		0	8	n/100ml	= 0
Entérocoques fécaux	0		0	8	n/100ml	= 0
Dichlorobenzène-1,2	0	0	0	1	µg/l	
Dichlorobenzène-1,3	0	0	0	1	µg/l	
Dichlorobenzène-1,4	0	0	0	1	µg/l	
Carbonates	0	0	0	1	mg/l CO3	
Equ.Calco (0;1;2;3;4)	2		2	1	Qualitatif	[1 - 2]
Hydrogénocarbonates	265	265	265	1	mg/l	
pH à température de l'eau	7.21	7.264	7.3	5	Unité pH	[6,5 - 9]
pH d'équilibre (à T pH insitu)	7.38	7.38	7.38	1	Unité pH	
TH Calcique	21.575	22.788	24	2	°F	
TH Magnésien	2.688	2.835	2.982	2	°F	
Titre Alcalimétrique	0	0	0	1	°F	
Titre Alcalimétrique Complet	21.75	22.575	23.4	2	°F	
Titre Hydrotimétrique	24.21	25.565	26.92	2	°F	
Aspect (0 = RAS, 1 sinon)	0		0	2	Qualitatif	
Couleur apr. filtration simple	0	0	0	2	mg/l Pt	<= 15
Couleur (0=RAS 1 sinon)	0		0	2	Qualitatif	
Odeur (0=RAS, 1 sinon)	0		0	2	Qualitatif	
Saveur (0=RAS, 1 sinon)	0		0	2	Qualitatif	
Turbidité	0	0.086	0.17	5	NFU	<= 2
Acrylamide	0	0	0	1	µg/l	<= 0.1
Epichlorohydrine	0	0	0	1	µg/l	<= 0.1
Ethylurée	0	0	0	1	µg/l	
Température de l'eau	15.5	17.76	20.3	5	°C	<= 25
Fer total	0	0	0	1	µg/l	<= 200
Manganèse total	0	0	0	1	µg/l	<= 50
Calcium	86.3	91.15	96	2	mg/l	
Chlorures	10	10.5	11	2	mg/l	<= 250
Conductivité à 25°C	489	502	515	2	µS/cm	[200 - 1200]
Magnésium	6.4	6.75	7.1	2	mg/l	
Potassium	2	2	2	1	mg/l	
Sodium	7.6	7.6	7.6	1	mg/l	<= 200
Sulfates	27	30.5	34	2	mg/l	<= 250
Carbone Organique Total	0.53	0.623	0.8	4	mg/l C	<= 2
Ammonium	0	0	0	2	mg/l	<= 0.1
Nitrates	6.12	13.478	18.4	5	mg/l	<= 50
Nitrates/50 + Nitrites/3	0.22	0.27	0.32	2	mg/l	<= 1
Nitrites	0	0	0	2	mg/l	<= 0.1
Aluminium total	0	0	0	1	mg/l	<= 0.2
Arsenic	0	0	0	1	µg/l	<= 10
Baryum	0.068	0.068	0.068	1	mg/l	<= 0.7
Bore	19	19	19	1	µg/l	<= 1500
Cyanures totaux	0	0	0	1	µg/l	<= 50
Fluorures	120	120	120	1	µg/l	<= 1500

Mercure	0	0	0	1	µg/l	<= 1
Sélénium	0	0	0	1	µg/l	<= 20
Chlorure de vinyl monomère	0	0	0	1	µg/l	<= 0.5
Dichloroéthane-1,1	0	0	0	1	µg/l	
Dichloroéthane-1,2	0	0	0	1	µg/l	<= 3
Dichloroéthylène-1,1	0	0	0	1	µg/l	
Dichloroéthylène-1,2 cis	0	0	0	1	µg/l	
Dichloroéthylène-1,2 trans	0	0	0	1	µg/l	
Dichlorométhane	0	0	0	1	µg/l	
Tetra + Trichloroéthylène	0	0	0	1	µg/l	<= 10
Tétrachloroéthane-1,1,2,2	0	0	0	1	µg/l	
Tétrachloroéthylène-1,1,2,2	0	0	0	1	µg/l	
Tétrachlorure de carbone	0	0	0	1	µg/l	
Trichloroéthane-1,1,1	0	0	0	1	µg/l	
Trichloroéthane-1,1,2	0	0	0	1	µg/l	
Trichloroéthylène	0	0	0	1	µg/l	
Chlorothalonil R471811	0.056	0.088	0.119	2	µg/l	<= 0.1
Pesticides totaux	0.056	0.088	0.119	2	µg/l	<= 0.5
Activité alpha totale	0.05	0.05	0.05	1	Bq/l	
Activité bêta due au K40	63	63	63	1	mBq/l	
Activité bêta résiduelle	0	0	0	1	Bq/l	
Activité bêta totale	0.08	0.08	0.08	1	Bq/l	
Dose totale indicative	0	0	0	1	mSv/an	<= 0.1
Radon 222	18900	18900	18900	1	mBq/l	<= 100000
Tritium (activité due au)	0	0	0	1	Bq/l	<= 100
Chlore libre	0.17	0.362	0.84	5	mg/l	
Chlore total	0.22	0.545	0.87	2	mg/l	
Bromates	0	0	0	1	µg/l	<= 10
Bromoforme	0	0	0	1	µg/l	
Chloroforme	0	0	0	1	µg/l	
Dibromomonochlorométhane	0.71	0.71	0.71	1	µg/l	
Dichloromonobromométhane	0	0	0	1	µg/l	
Trihalométhanes totaux (4)	0.71	0.71	0.71	1	µg/l	<= 100
Benzène	0	0	0	1	µg/l	<= 1

## UP - Puits La Chapelle

Paramètre	Mini	Moyen	Maxi	Nb d'analyse(s)	Unité	Norme
Bact et spores sulfito-rédu	0		0	6	n/100ml	= 0
Bact Revivifiables à 22°C 68h	0		300	10	n/ml	
Bact Revivifiables à 36°C 44h	0		20	10	n/ml	
Bactéries Coliformes	0		0	10	n/100ml	= 0
E.Coli /100ml	0		0	10	n/100ml	= 0
Entérocoques fécaux	0		0	10	n/100ml	= 0
Dichlorobenzène-1,2	0	0	0	2	µg/l	
Dichlorobenzène-1,3	0	0	0	2	µg/l	
Dichlorobenzène-1,4	0	0	0	2	µg/l	
Carbonates	0	0	0	2	mg/l CO3	
Equ.Calco (0;1;2;3;4)	2		4	2	Qualitatif	[1 - 2]
Hydrogénocarbonates	379	380	381	2	mg/l	
pH à température de l'eau	7	7.16	7.45	7	Unité pH	[6,5 - 9]
pH d'équilibre (à T pH insitu)	7.1	8.045	8.99	2	Unité pH	
TH Calcique	34.525	35.631	36.975	4	°F	
TH Magnésien	2.94	2.993	3.024	4	°F	
Titre Alcalimétrique	0	0	0	2	°F	
Titre Alcalimétrique Complet	30	30.663	31.2	4	°F	
Titre Hydrotimétrique	37.41	38.565	39.94	4	°F	
Aspect (0 = RAS, 1 sinon)	0		0	4	Qualitatif	
Couleur apr. filtration simple	0	0	0	4	mg/l Pt	<= 15
Couleur (0=RAS 1 sinon)	0		0	4	Qualitatif	
Odeur (0=RAS, 1 sinon)	0		0	4	Qualitatif	
Saveur (0=RAS, 1 sinon)	0		0	4	Qualitatif	
Turbidité	0	0.051	0.12	7	NFU	<= 2
Acrylamide	0	0	0	2	µg/l	<= 0.1
Epichlorohydrine	0	0	0	2	µg/l	<= 0.1
Ethylurée	0	0	0	2	µg/l	
Température de l'eau	11	15.914	21.1	7	°C	<= 25
Fer total	0	0	0	2	µg/l	<= 200
Manganèse total	0	0	0	2	µg/l	<= 50
Calcium	138.1	142.525	147.9	4	mg/l	
Chlorures	21	21.75	24	4	mg/l	<= 250
Conductivité à 25°C	725	739.5	748	4	µS/cm	[200 - 1200]
Magnésium	7	7.125	7.2	4	mg/l	
Potassium	2.4	2.4	2.4	2	mg/l	
Sodium	14	14.05	14.1	2	mg/l	<= 200
Sulfates	64	67	69	4	mg/l	<= 250
Carbone Organique Total	0.43	0.57	0.7	6	mg/l C	<= 2
Déséthylatrazine	0	0.004	0.007	2	µg/l	<= 0.1
Ammonium	0	0	0	4	mg/l	<= 0.1
Nitrates	17	21.75	24	4	mg/l	<= 50
Nitrates/50 + Nitrites/3	0.34	0.435	0.48	4	mg/l	<= 1
Nitrites	0	0	0	4	mg/l	<= 0.1
Aluminium total	0	0	0	2	mg/l	<= 0.2
Arsenic	0	0	0	2	µg/l	<= 10
Baryum	0.053	0.055	0.057	2	mg/l	<= 0.7
Bore	48	49	50	2	µg/l	<= 1500
Cyanures totaux	0	0	0	2	µg/l	<= 50

Fluorures	90	95	100	2	µg/l	<= 1500
Mercuré	0	0	0	2	µg/l	<= 1
Sélénium	0	0	0	2	µg/l	<= 20
Chlorure de vinyl monomère	0	0.003	0.006	2	µg/l	<= 0.5
Dichloroéthane-1,1	0	0	0	2	µg/l	
Dichloroéthane-1,2	0	0	0	2	µg/l	<= 3
Dichloroéthylène-1,1	0	0	0	2	µg/l	
Dichloroéthylène-1,2 cis	0	0	0	2	µg/l	
Dichloroéthylène-1,2 trans	0	0	0	2	µg/l	
Dichlorométhane	0	0	0	2	µg/l	
Tetra + Trichloroéthylène	0	0	0	2	µg/l	<= 10
Tétrachloroéthane-1,1,2,2	0	0	0	2	µg/l	
Tétrachloroéthylène-1,1,2,2	0	0	0	2	µg/l	
Tétrachlorure de carbone	0	0	0	2	µg/l	
Trichloroéthane-1,1,1	0	0	0	2	µg/l	
Trichloroéthane-1,1,2	0	0	0	2	µg/l	
Trichloroéthylène	0	0	0	2	µg/l	
Anthraquinone	0	0.006	0.011	2	µg/l	<= 0.1
Norflurazon desméthyl	0	0.006	0.012	2	µg/l	<= 0.1
Pesticides totaux	0.048	0.065	0.082	2	µg/l	<= 0.5
Activité alpha totale	0	0.04	0.08	2	Bq/l	
Activité bêta due au K40	75	75	75	2	mBq/l	
Activité bêta résiduelle	0.043	0.053	0.063	2	Bq/l	
Activité bêta totale	0.11	0.12	0.13	2	Bq/l	
Dose totale indicative	0	0	0	2	mSv/an	<= 0.1
Radon 222	0	7050	14100	2	mBq/l	<= 100000
Tritium (activité due au)	0	0	0	2	Bq/l	<= 100
Chlore libre	0	0.114	0.18	7	mg/l	
Chlore total	0	0.142	0.24	5	mg/l	
Bromates	0	0	0	2	µg/l	<= 10
Bromoforme	1.2	1.9	2.6	2	µg/l	
Chloroforme	0	0	0	2	µg/l	
Dibromomonochlorométhane	0.45	0.69	0.93	2	µg/l	
Dichloromonobromométhane	0	0	0	2	µg/l	
Trihalométhanes totaux (4)	1.65	2.59	3.53	2	µg/l	<= 100
Benzène	0	0	0	2	µg/l	<= 1
Atrazine	0	0.004	0.007	2	µg/l	<= 0.1
Simazine	0.008	0.011	0.014	2	µg/l	<= 0.1
Ethidimuron	0.029	0.036	0.042	2	µg/l	<= 0.1

## UP - Station de la Bégude

Paramètre	Mini	Moyen	Maxi	Nb d'analyse(s)	Unité	Norme
Bact et spores sulfito-rédu	0		0	1	n/100ml	= 0
Bact Revivifiables à 22°C 68h	0		0	2	n/ml	
Bact Revivifiables à 36°C 44h	0		0	2	n/ml	
Bactéries Coliformes	0		0	2	n/100ml	= 0
E.Coli /100ml	0		0	2	n/100ml	= 0
Entérocoques fécaux	0		0	2	n/100ml	= 0
pH à température de l'eau	7.4	7.4	7.4	1	Unité pH	[6,5 - 9]
TH Calcique	30.875	30.875	30.875	1	°F	
TH Magnésien	1.512	1.512	1.512	1	°F	
Titre Alcalimétrique Complet	29.9	29.9	29.9	1	°F	
Titre Hydrotimétrique	32.36	32.36	32.36	1	°F	
Aspect (0 = RAS, 1 sinon)	0		0	1	Qualitatif	
Couleur apr. filtration simple	0	0	0	1	mg/l Pt	<= 15
Couleur (0=RAS 1 sinon)	0		0	1	Qualitatif	
Odeur (0=RAS, 1 sinon)	0		0	1	Qualitatif	
Saveur (0=RAS, 1 sinon)	0		0	1	Qualitatif	
Turbidité	0.41	0.41	0.41	1	NFU	<= 2
Température de l'eau	20.7	20.7	20.7	1	°C	<= 25
Calcium	123.5	123.5	123.5	1	mg/l	
Chlorures	7.5	7.5	7.5	1	mg/l	<= 250
Conductivité à 25°C	604	604	604	1	µS/cm	[200 - 1200]
Magnésium	3.6	3.6	3.6	1	mg/l	
Sulfates	29	29	29	1	mg/l	<= 250
Carbone Organique Total	0.48	0.49	0.5	2	mg/l C	<= 2
Ammonium	0	0	0	1	mg/l	<= 0.1
Nitrates	0.9	0.9	0.9	1	mg/l	<= 50
Nitrates/50 + Nitrites/3	0.018	0.018	0.018	1	mg/l	<= 1
Nitrites	0	0	0	1	mg/l	<= 0.1
Chlore libre	0.55	0.55	0.55	1	mg/l	
Chlore total	0.59	0.59	0.59	1	mg/l	

## UP - Station de Montfaucon

Paramètre	Mini	Moyen	Maxi	Nb d'analyse(s)	Unité	Norme
Bact. coliformes (kit quanti)	0		0	1	n/100ml	= 0
Bact et spores sulfito-rédu	0		0	4	n/100ml	= 0
Bact Revivifiables à 22°C 68h	0		3	9	n/ml	
Bact Revivifiables à 36°C 44h	0		52	9	n/ml	
Bactéries Coliformes	0		0	9	n/100ml	= 0
E.Coli (kit quantitatif)	0		0	1	n/100ml	= 0
E.Coli /100ml	0		0	9	n/100ml	= 0
Entérocoques fécaux	0		0	9	n/100ml	= 0
Entérocoques (kit quantitatif)	0		0	1	n/100ml	= 0
Dichlorobenzène-1,2	0	0	0	2	µg/l	
Dichlorobenzène-1,3	0	0	0	2	µg/l	
Dichlorobenzène-1,4	0	0	0	2	µg/l	
Carbonates	0	0	0	2	mg/l CO3	
Equ.Calco (0;1;2;3;4)	1		2	2	Qualitatif	[1 - 2]
Hydrogénocarbonates	254	254.5	255	2	mg/l	
pH à température de l'eau	7	7.324	7.6	9	Unité pH	[6,5 - 9]
pH d'équilibre (à T pH insitu)	7.35	7.36	7.37	2	Unité pH	
TH Calcique	22.2	23.595	24.175	5	°F	
TH Magnésien	2.772	2.99	3.066	5	°F	
Titre Alcalimétrique	0	0	0	2	°F	
Titre Alcalimétrique Complet	20	20.73	21.1	5	°F	
Titre Hydrotimétrique	24.92	26.526	27.14	5	°F	
Aspect (0 = RAS, 1 sinon)	0		0	5	Qualitatif	
Couleur apr. filtration simple	0	0	0	5	mg/l Pt	<= 15
Couleur (0=RAS 1 sinon)	0		0	5	Qualitatif	
Odeur (0=RAS, 1 sinon)	0		0	5	Qualitatif	
Saveur (0=RAS, 1 sinon)	0		0	5	Qualitatif	
Turbidité	0	0.101	0.3	9	NFU	<= 2
Acrylamide	0	0	0	2	µg/l	<= 0.1
Epichlorohydrine	0	0	0	2	µg/l	<= 0.1
Ethylurée	0	0	0	2	µg/l	
Température de l'eau	15.5	18.1	21.4	9	°C	<= 25
Fer total	0	0	0	2	µg/l	<= 200
Manganèse total	0	0	0	2	µg/l	<= 50
Calcium	88.8	94.38	96.7	5	mg/l	
Chlorures	17	18.6	20	5	mg/l	<= 250
Conductivité à 25°C	519	544.2	563	5	µS/cm	[200 - 1200]
Magnésium	6.6	7.12	7.3	5	mg/l	
Potassium	1.4	1.45	1.5	2	mg/l	
Sodium	10.8	10.85	10.9	2	mg/l	<= 200
Sulfates	52	53.2	54	5	mg/l	<= 250
Carbone Organique Total	0	0.334	0.67	7	mg/l C	<= 2
Atrazine déséthyl déisopropyl	0.022	0.025	0.028	2	µg/l	<= 0.1
Déséthylterbuméton	0.009	0.009	0.009	2	µg/l	<= 0.1
Déséthylterbuthylazine	0.015	0.015	0.015	2	µg/l	<= 0.1
Ammonium	0	0	0	5	mg/l	<= 0.1
Nitrates	7.8	10.96	13	5	mg/l	<= 50
Nitrates/50 + Nitrites/3	0.156	0.219	0.26	5	mg/l	<= 1
Nitrites	0	0	0	5	mg/l	<= 0.1

Aluminium total	0	0	0	2	mg/l	<= 0.2
Arsenic	0	0	0	2	µg/l	<= 10
Baryum	0.028	0.029	0.029	2	mg/l	<= 0.7
Bore	28	31	34	2	µg/l	<= 1500
Cyanures totaux	0	0	0	2	µg/l	<= 50
Fluorures	130	130	130	2	µg/l	<= 1500
Mercure	0	0	0	2	µg/l	<= 1
Sélénium	0	0	0	2	µg/l	<= 20
Chlorure de vinyl monomère	0	0	0	2	µg/l	<= 0.5
Dichloroéthane-1,1	0	0	0	2	µg/l	
Dichloroéthane-1,2	0	0	0	2	µg/l	<= 3
Dichloroéthylène-1,1	0	0	0	2	µg/l	
Dichloroéthylène-1,2 cis	0	0	0	2	µg/l	
Dichloroéthylène-1,2 trans	0	0	0	2	µg/l	
Dichlorométhane	0	0	0	2	µg/l	
Tetra + Trichloroéthylène	0	0	0	2	µg/l	<= 10
Tétrachloroéthane-1,1,2,2	0	0	0	2	µg/l	
Tétrachloroéthylène-1,1,2,2	0	0	0	2	µg/l	
Tétrachlorure de carbone	0	0	0	2	µg/l	
Trichloroéthane-1,1,1	0	0	0	2	µg/l	
Trichloroéthane-1,1,2	0	0	0	2	µg/l	
Trichloroéthylène	0	0	0	2	µg/l	
Chlorothalonil R471811	0.062	0.062	0.062	1	µg/l	<= 0.1
Pesticides totaux	0.046	0.084	0.121	2	µg/l	<= 0.5
Activité alpha totale	0.03	0.04	0.05	2	Bq/l	
Activité bêta due au K40	44	45.5	47	2	mBq/l	
Activité bêta résiduelle	0.048	0.05	0.051	2	Bq/l	
Activité bêta totale	0.09	0.09	0.09	2	Bq/l	
Dose totale indicative	0	0	0	2	mSv/an	<= 0.1
Tritium (activité due au)	0	0	0	2	Bq/l	<= 100
Chlore libre	0.33	0.478	0.67	9	mg/l	
Chlore total	0.46	0.534	0.73	5	mg/l	
Bromates	0	0	0	2	µg/l	<= 10
Bromoforme	0	1	2	2	µg/l	
Chloroforme	0	0	0	2	µg/l	
Dibromomonochlorométhane	0	0.46	0.92	2	µg/l	
Dichloromonobromométhane	0	0	0	2	µg/l	
Trihalométhanes totaux (4)	0	1.46	2.92	2	µg/l	<= 100
Benzène	0	0	0	2	µg/l	<= 1
Simazine	0	0.004	0.007	2	µg/l	<= 0.1
Total Terbutylazine et Métabo	0.015	0.015	0.015	2	µg/l	<= 0.5



## UP - Station Mas Malon

Paramètre	Mini	Moyen	Maxi	Nb d'analyse(s)	Unité	Norme
Bact Revivifiables à 22°C 68h	0		0	2	n/ml	
Bact Revivifiables à 36°C 44h	0		0	2	n/ml	
Bactéries Coliformes	0		0	2	n/100ml	= 0
E.Coli /100ml	0		0	2	n/100ml	= 0
Entérocoques fécaux	0		0	2	n/100ml	= 0
pH à température de l'eau	7.3	7.35	7.4	2	Unité pH	[6,5 - 9]
TH Calcique	30.6	31.013	31.425	2	°F	
TH Magnésien	1.512	1.512	1.512	2	°F	
Titre Alcalimétrique Complet	29.65	29.7	29.75	2	°F	
Titre Hydrotimétrique	32.08	32.495	32.91	2	°F	
Aspect (0 = RAS, 1 sinon)	0		0	2	Qualitatif	
Couleur apr. filtration simple	0	0	0	2	mg/l Pt	<= 15
Couleur (0=RAS 1 sinon)	0		0	2	Qualitatif	
Odeur (0=RAS, 1 sinon)	0		0	2	Qualitatif	
Saveur (0=RAS, 1 sinon)	0		0	2	Qualitatif	
Turbidité	0.29	0.37	0.45	2	NFU	<= 2
Température de l'eau	11.6	15.9	20.2	2	°C	<= 25
Calcium	122.4	124.05	125.7	2	mg/l	
Chlorures	7.6	7.6	7.6	2	mg/l	<= 250
Conductivité à 25°C	578	588	598	2	µS/cm	[200 - 1200]
Magnésium	3.6	3.6	3.6	2	mg/l	
Sulfates	28	29	30	2	mg/l	<= 250
Carbone Organique Total	0.34	0.545	0.75	2	mg/l C	<= 2
Ammonium	0	0	0	2	mg/l	<= 0.1
Nitrates	0.97	1.085	1.2	2	mg/l	<= 50
Nitrates/50 + Nitrites/3	0.019	0.022	0.024	2	mg/l	<= 1
Nitrites	0	0	0	2	mg/l	<= 0.1
Chlore libre	0.31	0.535	0.76	2	mg/l	
Chlore total	0.37	0.585	0.8	2	mg/l	

## ZD - La Bégude

Paramètre	Mini	Moyen	Maxi	Nb d'analyse(s)	Unité	Norme
Bact. coliformes (kit quanti)	0		0	1	n/100ml	= 0
Bact Revivifiables à 22°C 68h	0		0	3	n/ml	
Bact Revivifiables à 36°C 44h	0		190	3	n/ml	
Bactéries Coliformes	0		0	3	n/100ml	= 0
E.Coli (kit quantitatif)	0		0	1	n/100ml	= 0
E.Coli /100ml	0		0	3	n/100ml	= 0
Entérocoques fécaux	0		0	3	n/100ml	= 0
Entérocoques (kit quantitatif)	0		0	1	n/100ml	= 0
pH à température de l'eau	7.19	7.473	7.6	4	Unité pH	[6,5 - 9]
Aspect (0 = RAS, 1 sinon)	0		0	3	Qualitatif	
Couleur apr. filtration simple	0	0	0	3	mg/l Pt	<= 15
Couleur (0=RAS 1 sinon)	0		0	3	Qualitatif	
Odeur (0=RAS, 1 sinon)	0		0	3	Qualitatif	
Saveur (0=RAS, 1 sinon)	0		0	3	Qualitatif	
Turbidité	0	0.013	0.05	4	NFU	<= 2
Température de l'eau	12.2	17.85	25.1	4	°C	<= 25
Conductivité à 25°C	516	526	544	3	µS/cm	[200 - 1200]
Ammonium	0	0	0	3	mg/l	<= 0.1
Chlore libre	0.13	0.755	2.5	4	mg/l	
Chlore total	0.18	1.013	2.6	3	mg/l	
Bromates	5.5	5.5	5.5	1	µg/l	<= 10
Bromoforme	0.66	0.66	0.66	1	µg/l	
Chloroforme	0.68	0.68	0.68	1	µg/l	
Dibromomonochlorométhane	1	1	1	1	µg/l	
Dichloromonobromométhane	0.73	0.73	0.73	1	µg/l	
Trihalométhanes totaux (4)	3.07	3.07	3.07	1	µg/l	<= 100

## ZD - Lirac Tavel StLaurent StGenies

Paramètre	Mini	Moyen	Maxi	Nb d'analyse(s)	Unité	Norme
Bact. coliformes (kit quanti)	0		0	30	n/100ml	= 0
Bact Revivifiables à 22°C 68h	0		1	16	n/ml	
Bact Revivifiables à 36°C 44h	0		0	16	n/ml	
Bactéries Coliformes	0		0	16	n/100ml	= 0
E.Coli (kit quantitatif)	0		0	30	n/100ml	= 0
E.Coli /100ml	0		0	16	n/100ml	= 0
Entérocoques fécaux	0		0	16	n/100ml	= 0
Entérocoques (kit quantitatif)	0		0	30	n/100ml	= 0
pH à température de l'eau	7.02	7.39	7.9	48	Unité pH	[6,5 - 9]
Aspect (0 = RAS, 1 sinon)	0		0	16	Qualitatif	
Couleur apr. filtration simple	0	0	0	16	mg/l Pt	<= 15
Couleur (0=RAS 1 sinon)	0		0	16	Qualitatif	
Odeur (0=RAS, 1 sinon)	0		0	16	Qualitatif	
Saveur (0=RAS, 1 sinon)	0		0	16	Qualitatif	
Turbidité	0	0.091	0.27	46	NFU	<= 2
Acrylamide	0	0	0	2	µg/l	<= 0.1
Epichlorohydrine	0	0	0	2	µg/l	<= 0.1
Température de l'eau	10.5	18.427	28.1	48	°C	<= 25
Fer total	0	0	0	2	µg/l	<= 200
Manganèse total	0	0	0	2	µg/l	<= 50
Conductivité à 25°C	507	546.813	581	16	µS/cm	[200 - 1200]
Ammonium	0	0	0	16	mg/l	<= 0.1
Nitrates	7.4	10.931	13	16	mg/l	<= 50
Nitrates/50 + Nitrites/3	0.17	0.215	0.26	2	mg/l	<= 1
Nitrites	0	0	0	2	mg/l	<= 0.5
Antimoine	0	0	0	2	µg/l	<= 10
Arsenic	0	0	0	2	µg/l	<= 10
Baryum	0.027	0.029	0.031	2	mg/l	<= 0.7
Cadmium	0	0	0	2	µg/l	<= 5
Chrome total	0	0	0	2	µg/l	<= 50
Cuivre	0.013	0.039	0.099	4	mg/l	<= 2
Mercure	0	0	0	2	µg/l	<= 1
Nickel	0	5	20	4	µg/l	<= 20
Plomb	0	1.25	5	4	µg/l	<= 10
Sélénium	0	0	0	2	µg/l	<= 20
Zinc	0	0.007	0.014	2	mg/l	
Chlorure de vinyl monomère	0	0.008	0.015	2	µg/l	<= 0.5
Benzo(a)pyrène	0	0	0	2	µg/l	<= 0.01
Benzo(11,12)fluoranthène	0	0	0	2	µg/l	<= 0.1
Benzo(1,12)pérylène	0	0	0	2	µg/l	<= 0.1
Benzo(3,4)fluoranthène	0	0	0	2	µg/l	<= 0.1
Hydroca.polycycl.arom. 4sub nx	0	0	0	2	µg/l	<= 0.1
Hydrocarb.polycycl.arom. 16sub	0	0	0	2	µg/l	
Indéno(1,2,3-cd) Pyrène	0	0	0	1	µg/l	
Indéno(1,2,3-cd) Pyrène	0	0	0	1	µg/l	<= 0.1
Chlore libre	0.06	0.276	0.45	48	mg/l	
Chlore total	0.09	0.387	0.58	18	mg/l	
Bromates	0	0	0	1	µg/l	<= 10
Trihalométhanes totaux (4)	0	0	0	1	µg/l	<= 100

## ZD - Pont Saint Esprit

Paramètre	Mini	Moyen	Maxi	Nb d'analyse(s)	Unité	Norme
Bact. coliformes (kit quanti)	0		0	17	n/100ml	= 0
Bact Revivifiables à 22°C 68h	0		180	19	n/ml	
Bact Revivifiables à 36°C 44h	0		200	19	n/ml	
Bactéries Coliformes	0		0	19	n/100ml	= 0
E.Coli (kit quantitatif)	0		0	17	n/100ml	= 0
E.Coli /100ml	0		0	19	n/100ml	= 0
Entérocoques fécaux	0		0	19	n/100ml	= 0
Entérocoques (kit quantitatif)	0		0	17	n/100ml	= 0
pH à température de l'eau	6.95	7.197	7.45	38	Unité pH	[6,5 - 9]
Aspect (0 = RAS, 1 sinon)	0		1	19	Qualitatif	
Couleur apr. filtration simple	0	0	0	19	mg/l Pt	<= 15
Couleur (0=RAS 1 sinon)	0		0	19	Qualitatif	
Odeur (0=RAS, 1 sinon)	0		0	19	Qualitatif	
Saveur (0=RAS, 1 sinon)	0		0	19	Qualitatif	
Turbidité	0	0.103	0.4	36	NFU	<= 2
Acrylamide	0	0	0	2	µg/l	<= 0.1
Epichlorohydrine	0	0	0	2	µg/l	<= 0.1
Température de l'eau	9.6	19.166	26.1	38	°C	<= 25
Fer total	0	0	0	2	µg/l	<= 200
Conductivité à 25°C	427	619.684	797	19	µS/cm	[200 - 1200]
Ammonium	0	0	0	19	mg/l	<= 0.1
Nitrites	0	0	0	2	mg/l	<= 0.5
Antimoine	0	0	0	2	µg/l	<= 10
Cadmium	0	0	0	2	µg/l	<= 5
Chrome total	0	0	0	2	µg/l	<= 50
Cuivre	0.021	0.042	0.063	2	mg/l	<= 2
Nickel	0	0	0	2	µg/l	<= 20
Plomb	0	1.5	3	2	µg/l	<= 10
Chlorure de vinyl monomère	0	0.327	0.68	3	µg/l	<= 0.5
Benzo(a)pyrène	0	0	0	2	µg/l	<= 0.01
Benzo(11,12)fluoranthène	0	0	0	2	µg/l	<= 0.1
Benzo(1,12)pérylène	0	0	0	2	µg/l	<= 0.1
Benzo(3,4)fluoranthène	0	0	0	2	µg/l	<= 0.1
Hydroca.polycycl.arom. 4sub nx	0	0	0	2	µg/l	<= 0.1
Hydrocarb.polycycl.arom. 16sub	0	0	0	2	µg/l	
Indéno(1,2,3-cd) Pyrène	0	0	0	2	µg/l	<= 0.1
Chlore libre	0.04	0.287	0.75	38	mg/l	
Chlore total	0.07	0.41	0.77	21	mg/l	
Bromates	0	0	0	3	µg/l	<= 10
Bromoforme	0.7	1.3	1.9	2	µg/l	
Chloroforme	0.89	4.645	8.4	2	µg/l	
Dibromomonochlorométhane	2	4.8	7.6	2	µg/l	
Dichloromonobromométhane	1.4	4.8	8.2	2	µg/l	
Trihalométhanes totaux (4)	4.99	15.545	26.1	2	µg/l	<= 100

## ZD - Saint André d'Olérargues

Paramètre	Mini	Moyen	Maxi	Nb d'analyse(s)	Unité	Norme
Bact. coliformes (kit quanti)	0		0	1	n/100ml	= 0
Bact Revivifiables à 22°C 68h	0		0	4	n/ml	
Bact Revivifiables à 36°C 44h	0		0	4	n/ml	
Bactéries Coliformes	0		0	4	n/100ml	= 0
E.Coli (kit quantitatif)	0		0	1	n/100ml	= 0
E.Coli /100ml	0		0	4	n/100ml	= 0
Entérocoques fécaux	0		0	4	n/100ml	= 0
Entérocoques (kit quantitatif)	0		0	1	n/100ml	= 0
pH à température de l'eau	7.4	7.523	7.7	6	Unité pH	[6,5 - 9]
Aspect (0 = RAS, 1 sinon)	0		1	4	Qualitatif	
Couleur apr. filtration simple	0	0	0	4	mg/l Pt	<= 15
Couleur (0=RAS 1 sinon)	0		0	4	Qualitatif	
Odeur (0=RAS, 1 sinon)	0		0	4	Qualitatif	
Saveur (0=RAS, 1 sinon)	0		0	4	Qualitatif	
Turbidité	0.11	0.792	2.7	5	NFU	<= 2
Acrylamide	0	0	0	1	µg/l	<= 0.1
Epichlorohydrine	0	0	0	1	µg/l	<= 0.1
Température de l'eau	9.8	14.217	23.4	6	°C	<= 25
Fer total	50	50	50	1	µg/l	<= 200
Conductivité à 25°C	582	596.75	615	4	µS/cm	[200 - 1200]
Ammonium	0	0	0	4	mg/l	<= 0.1
Nitrites	0	0	0	1	mg/l	<= 0.5
Antimoine	0	0	0	1	µg/l	<= 10
Cadmium	0	0	0	1	µg/l	<= 5
Chrome total	0	0	0	1	µg/l	<= 50
Cuivre	0.011	0.011	0.011	1	mg/l	<= 2
Nickel	0	0	0	1	µg/l	<= 20
Plomb	0	0	0	1	µg/l	<= 10
Chlorure de vinyl monomère	0	0	0	1	µg/l	<= 0.5
Benzo(a)pyrène	0	0	0	1	µg/l	<= 0.01
Benzo(11,12)fluoranthène	0	0	0	1	µg/l	<= 0.1
Benzo(1,12)pérylène	0	0	0	1	µg/l	<= 0.1
Benzo(3,4)fluoranthène	0	0	0	1	µg/l	<= 0.1
Hydroca.policycl.arom. 4sub nx	0	0	0	1	µg/l	<= 0.1
Hydrocarb.policycl.arom. 16sub	0	0	0	1	µg/l	
Indéno(1,2,3-cd) Pyrène	0	0	0	1	µg/l	
Chlore libre	0.16	0.675	1.24	6	mg/l	
Chlore total	0.35	0.85	1.28	5	mg/l	
Bromates	0	0	0	2	µg/l	<= 10
Bromoforme	0.58	0.58	0.58	1	µg/l	
Chloroforme	2.2	2.2	2.2	1	µg/l	
Dibromomonochlorométhane	1.7	1.7	1.7	1	µg/l	
Dichloromonobromométhane	1.8	1.8	1.8	1	µg/l	
Trihalométhanes totaux (4)	6.28	6.28	6.28	1	µg/l	<= 100

## 6.4 Le bilan énergétique du patrimoine

→ *Bilan énergétique détaillé du patrimoine*

### Installation de production

	2022	2023	N/N-1
<b>Forage de Mas Malon (St-André-d'Olerargues)</b>			
Energie relevée consommée (kWh)	7 578	85 478	1 028,0%
<b>Forage de Montfaucon (St-Géniès-de-Comolas)</b>			
Energie relevée consommée (kWh)	766 606	688 122	-10,2%
<b>UPR la Barandonne (Pont-St-Esprit)</b>			
Energie relevée consommée (kWh)	162 936	181 433	11,4%
<b>UPR la Chapelle (Pont-St-Esprit)</b>			
Energie relevée consommée (kWh)	89 487	82 064	-8,3%

### Installation de reprise, de pompage ou surpresseur

	2022	2023	N/N-1
<b>Bâche de reprise la Peyre (Pont St Esprit)</b>			
Energie relevée consommée (kWh)	104 712	99 662	-4,8%
<b>Bâche de reprise Mas Christol / Gants</b>			
Energie relevée consommée (kWh)	1 670	3 885	132,6%
<b>Bâche reprise Bégude</b>			
Energie relevée consommée (kWh)	5 897	5 803	-1,6%

### Réservoir ou château d'eau

	2022	2023	N/N-1
<b>RES Chateau Village 25 m3 (St Andre d'Olerargues)</b>			
Energie relevée consommée (kWh)	N/A	N/A	
<b>RES de Tavel</b>			
Energie relevée consommée (kWh)	N/A	N/A	
<b>RES La Begude (St Andre d'Olerargues).Arrivée Forage Bégude</b>			
Energie relevée consommée (kWh)	N/A	N/A	
<b>RES Les Landes (Pont St Esprit)</b>			
Energie relevée consommée (kWh)	N/A	N/A	
<b>RES Principal 1000m3 St Genies de Comolas</b>			
Energie relevée consommée (kWh)	N/A	N/A	
<b>RES St Laurent des Arbres</b>			
Energie relevée consommée (kWh)	N/A	N/A	
<b>RES Village SUR Mas Cellier 120m3(St Andre d'Olerargues)</b>			
Energie relevée consommée (kWh)	5 455	5 022	-7,8%
<b>RES 500m3 (St Genies de Comolas)</b>			
Energie relevée consommée (kWh)	N/A	N/A	

N/A : Site sans alimentation électrique

## 6.5 Les engagements spécifiques au service



### VOS ENGAGEMENTS RSE 2023 AVEC FACE GARD

Valorisez vos implications en lien avec les objectifs de développement durable (ODD)  
 et les champs d'application de la responsabilité sociétale de l'entreprise (RSE - ISO 26000)



#### Votre niveau d'implication : 5

##### Contributions humaines :

Renaud Orsucci  
 Fabien Borelly  
 Frédérique Moroso  
 Frédéric Blanc  
 Isabelle Trouillhas  
 Claire Boussely

##### Actions et réalisations :

L'entreprise Véolia Eau  
 a consacré 27 heures  
 en collaboration avec FACE  
 Gard au travers des actions  
 suivantes

##### Contributions financières :

Adhésion : 1000 €  
 Taxe d'apprentissage : 2146,71 €

##### Suite actions et réalisations :

###### Education

Forums Métiers Nîmes	5h
Forums Métiers Alès	4h
Clips Métiers	5h
Discovery	3h
Jurys de retour de stage	8h

###### Vie du club

Membre du CA	2h
--------------	----

##### Rappel des niveaux d'implication

<b>Niveau 1</b> Entreprise adhérente	<b>Niveau 2</b> Participation à au moins 1 action avec implication en heure et/ou une contribution financière ou matérielle hors adhésion	<b>Niveau 3</b> Implication régulière (2 actions et plus) et /ou plusieurs contributions financières ou matérielles hors adhésion	<b>Niveau 4</b> Développement du nombre d'entreprises engagées au sein de FACE Gard	<b>Niveau 5</b> Participation à la gouvernance et/ou groupe de travail et/ou actions de sensibilisation entreprises
---	--	--	--	--



### VOS ENGAGEMENTS RSE 2023 AVEC FACE GARD

Valorisez vos implications en lien avec les objectifs de développement durable (ODD)  
 et les champs d'application de la responsabilité sociétale de l'entreprise (RSE - ISO 26000)



En vous impliquant dans le programme d'action de FACE Gard, vous contribuez aux objectifs de développement durable suivants :



En 2015, 17 objectifs de développement durable (ODD) ont été définis et adoptés par l'ONU. Ces 17 priorités en faveur d'un développement économique et social plus respectueux des populations et de la planète sont à atteindre avant 2030. Pour aller plus loin : [ODD](#).

A l'échelle de l'entreprise, la norme internationale ISO 26000 fixe des lignes directrices en matière de responsabilité sociétale et d'engagement responsable. Avec FACE Gard, vous pouvez agir sur 6 des 7 questions centrales :



**Ancrage territorial :** Implication auprès de la communauté // Education et culture // Création d'emploi et développement des compétences // Création de richesses et de revenus  
**Droits de l'homme :** Situations à risque/ Prévention de complicité/ Remédier aux atteintes // Discrimination et groupes vulnérables  
**Gouvernance de l'organisation :** Principes, vision, valeurs // Approche stratégique et objectifs // Déploiement de la RSE // Amélioration de l'organisation // Application du principe de redevabilité // Relations avec les parties prenantes  
**Loyauté des pratiques :** Promotion de la responsabilité sociétale dans sa chaîne de valeur  
**Relations clients, consommateurs, utilisateurs :** Education, sensibilisation développement durable  
**Relation et condition de travail :** Emploi et relation employeur employé.e // Conditions de travail et protection sociale // Développement du capital humain

Pour aller plus loin :



## 6.6 Annexes financières

### Introduction générale

Les articles R 3131-2 à R 3131-4 du Code de la Commande Publique fournissent des précisions sur les données devant figurer dans le Rapport Annuel du Déléguataire prévu à l'article L 3131-5 du même Code, et en particulier sur le Compte Annuel de Résultat de l'Exploitation (CARE) de la délégation.

Le CARE établi au titre de 2023 respecte ces principes. La présente annexe fournit les informations relatives à ses modalités d'établissement.

### Organisation de la Société au sein de la Région et de Veolia Eau France

L'organisation de la Société **VEOLIA EAU - Compagnie Générale des Eaux** au sein de la Région SUD de Veolia Eau (Groupe Veolia Eau - Compagnie Générale des Eaux) comprend différents niveaux opérationnels qui apportent quotidiennement leur contribution au bon fonctionnement des services publics de distribution d'eau potable et d'assainissement qui leur sont confiés.

La décentralisation et la mutualisation de l'activité aux niveaux adaptés représentent en effet un des principes majeurs d'organisation de Veolia Eau et de ses sociétés.

Par ailleurs, à l'écoute de ses clients et des consommateurs, Veolia Eau est convaincu que si l'eau est au cœur des grands défis du 21ème siècle, il convient aussi d'être très attentif à la quête grandissante de transparence, de proximité et d'implication des collectivités ainsi qu'à la recherche constante d'efficacité et de qualité.

L'organisation de Veolia Eau articulée autour d'une logique « gLocale » répond à ces enjeux. Elle permet à la fois de partager le meilleur de ce que peut apporter un grand groupe en matière de qualité, d'innovation, de solutions et d'investissements (« global ») ; mais aussi en s'appuyant sur 59 « Territoires », avec des moyens renforcés pour l'exploitation, toujours plus ancrés localement et avec un réel pouvoir de décision (« local »). 9 Régions viennent quant à elles assumer un rôle de coordination et de mutualisation au bénéfice des Territoires.

Au sein de cette organisation, et notamment pour accroître la qualité des services rendus à ses clients, la Société **VEOLIA EAU - Compagnie Générale des Eaux** a pris part à la démarche engagée par Veolia Eau visant à accroître la collaboration entre ses différentes sociétés.

Dans ce contexte, la Société est associée à d'autres sociétés du Groupe pour mettre en commun au sein d'un GIE national un certain nombre de fonctions supports (service consommateurs, ressources humaines, bureau d'études techniques, service achats, expertises nationales...) ; étant précisé que cette mise en commun peut être organisée en tant que de besoin sur des périmètres plus restreints (au niveau d'une Région ou d'un Territoire par exemple).

Aujourd'hui, les exploitations de la Société bénéficient des interventions tant de ses moyens propres que des interventions du GIE national, au travers d'une organisation décentralisant, au niveau adapté, les différentes fonctions.



L'architecture comptable de la Société est le reflet de cette structure décentralisée et mutualisée. Elle permet de suivre aux niveaux adéquats d'une part les produits et les charges relevant de la Région (niveaux successifs de la Région, du Territoire, du Service Local), et d'autre part les charges de niveau National (contribution des services centraux).

En particulier, conformément aux principes du droit des sociétés, et à partir d'un suivi analytique commun à toutes les sociétés membres du GIE national, la Société facture à ce dernier le coût des moyens qu'elle met à sa disposition ; réciproquement, le GIE national lui facture le coût de ses prestations.

Le compte annuel de résultat de l'exploitation relatif à un contrat de délégation de service public, établi sous la responsabilité de la Société délégataire, regroupe l'ensemble des produits et des charges imputables à ce contrat, selon les règles exposées ci-dessous.

La présente annexe a pour objet de préciser les modalités de détermination de ces produits et de ces charges.

### Faits Marquants

#### **Modalités de répartition des charges indirectes liées à la fonction Consommateurs**

Veolia Eau porte d'importantes ambitions en termes de relation consommateurs, avec la volonté de mettre celle-ci au cœur des opérations tout en modernisant les outils utilisés. Cette dynamique se traduit à la fois par la mise en place dans l'ensemble des Territoires de compétences Consommateurs de terrain tout en professionnalisant toujours davantage les processus de masse tels que facturation, encaissement et gestion des appels.

Ces dernières fonctions sont mutualisées au sein de 2 plateformes nationales :

- la plateforme Produits & Cash qui gère la facturation de masse, les encaissements, la relation et les échanges de données avec les prestataires de recouvrement, les reversements aux collectivités ;
- la plateforme RC 360 qui gère les appels téléphoniques ainsi que les mails et les courriers des consommateurs.

Ces plateformes disposent de nouveaux outils informatiques qui permettent une mesure de leur activité avec un degré accru de finesse et de fiabilité.

Pour cette raison, il a été jugé possible et pertinent de faire évoluer les modalités de répartition entre les contrats du coût des plateformes (et simultanément de la fonction « Consommateurs » qu'elle soit logée au National, en Région ou en Territoire).

Depuis l'exercice 2020, la répartition du coût des plateformes (et simultanément de la fonction « consommateurs » qu'elle soit logée au National, en Région ou en Territoire), qui était jusqu'en 2019 assise sur la valeur ajoutée simplifiée, s'effectue désormais de la manière suivante :

- Le coût de la Plateforme Produits & Cash est réparti entre les différents Territoires au prorata des factures d'eau émises pour les contrats de ces derniers entre le 1<sup>er</sup> novembre n-1 et le 31 octobre n en tenant compte d'éventuels effets de périmètre en tant que de besoin ;
- Le coût de la Plateforme RC 360 est réparti entre les différents Territoires au prorata des contacts (mails, appels téléphoniques, courriers) sur le périmètre du Territoire entre le 1<sup>er</sup> janvier n et 31 décembre n (le nombre de contacts du mois de décembre étant estimé).

Ces coûts ainsi répartis au niveau d'un Territoire donné sont additionnés à ceux de la fonction « Consommateurs » du Territoire pour être enfin répartis entre les contrats d'eau au prorata des factures émises telles que déterminées ci-dessus (voir note 1 ci-après).

Dans les rares situations où des services d'assainissement donnent lieu à la facturation aux consommateurs des m<sup>3</sup> assujettis par une facture distincte de celle de l'eau potable, ils sont traités avec les mêmes règles que les contrats d'eau potable tel que décrit ci-dessus.

Dans le cas le plus fréquent, où l'eau et l'assainissement sont facturés sur le même document, et lorsque les délégataires de ces deux services font partie du Groupe Veolia Eau – Compagnie Générale des Eaux, les contrats assainissement se voient attribuer une quote-part des coûts ci-dessus selon les règles ci-dessous :

- Soit une approche spécifique peut être identifiée dans les contrats d'eau et d'assainissement, et des conventions internes mises en place : le contrat assainissement supporte alors la quote-part conventionnelle des coûts Consommateurs en contrepartie d'un produit de même montant porté sur la rubrique « produits accessoires » sur le contrat eau.
- Dans le cas contraire, une charge forfaitaire de 2€ par facture est imputée sur le contrat d'assainissement en contrepartie d'un allègement de charges de même montant sur le contrat eau.

Enfin, le coût des plateformes intègre l'ensemble des composantes qui s'y rattachent : coûts de personnel, de loyers, de sous-traitance... Dans une logique de simplification, le coût des plateformes, réparti sur chaque contrat, est présenté sur la seule ligne « sous-traitance » (indépendamment de la décomposition par nature de cette charge au sein des dites plateformes).

## 1. Produits

Les produits inscrits dans le compte annuel de résultat de l'exploitation regroupent l'ensemble des produits d'exploitation hors TVA comptabilisés en application du contrat, y compris ceux des travaux attribués à titre exclusif.

En ce qui concerne les activités de distribution d'eau et d'assainissement, ces produits se fondent sur les volumes distribués de l'exercice, valorisés en prix de vente. A la clôture de l'exercice, une estimation s'appuyant sur les données de gestion est réalisée et comptabilisée sur la part des produits non relevés et/ou non facturés à la fin du mois de Novembre. Les éventuels écarts avec les facturations sont comptabilisés dans les comptes de l'année suivante. Les dégrèvements (dont ceux consentis au titre de la loi dite « Warsmann » du 17 mai 2011 qui fait obligation à la Société d'accorder - dans certaines conditions - des dégrèvements aux usagers ayant enregistré des surconsommations d'eau et d'assainissement du fait de fuites sur leurs installations après compteur) sont quant à eux portés en minoration des produits d'exploitation de l'année où ils sont accordés.

S'agissant des produits des travaux attribués à titre exclusif, ils correspondent aux montants comptabilisés en application du principe de l'avancement.

Le détail des produits annexé au compte annuel du résultat de l'exploitation fournit une ventilation des produits entre les produits facturés au cours de l'exercice et ceux résultant de la variation de la part estimée des consommations.

## 2. Charges

Les charges inscrites dans le compte annuel du résultat de l'exploitation englobent :

- les charges qui sont exclusivement imputables au contrat (charges directes - cf. § 2.1),
- la quote-part, imputable au contrat, des charges communes à plusieurs contrats (charges réparties - cf. § 2.2).

Le montant de ces charges résulte soit directement de dépenses inscrites en comptabilité, soit de calculs à caractère économique (charges calculées - cf. § 2.1.2).

### 1. Charges exclusivement imputables au contrat

Ces charges comprennent :

- les dépenses courantes d'exploitation (cf. 2.1.1),
- un certain nombre de charges calculées, selon des critères économiques, au titre des investissements (domaines privé et délégué) et de l'obligation contractuelle de renouvellement (cf. 2.1.2). Pour être calculées, ces charges n'en sont pas moins identifiées contrat par contrat, en fonction de leurs opérations spécifiques,
- les charges correspondant aux produits perçus pour le compte des collectivités et d'autres organismes,
- les charges relatives aux travaux à titre exclusif.

#### 1. Dépenses courantes d'exploitation

Il s'agit des dépenses de personnel imputées directement, d'énergie électrique, d'achats d'eau, de produits de traitement, d'analyses, des redevances contractuelles et obligatoires, de la Contribution Foncière des Entreprises et de certains impôts locaux, etc.

En cours d'année, les imputations directes de dépenses de personnel opérationnel au contrat ou au chantier sont valorisées suivant un coût standard par catégorie d'agent qui intègre également une quote-part de frais « d'environnement » (véhicule, matériel et outillage, frais de déplacement, encadrement de proximité...). En fin d'année, l'écart entre le montant réel des dépenses engagées au niveau du Service Local dont dépendent les agents et le coût standard imputé fait l'objet d'une répartition au prorata des heures imputées sur les contrats du Service Local. Cet écart est ventilé selon sa nature sur trois rubriques des CARE (personnel, véhicules, autres charges).

Par ailleurs, la précision suivante est apportée sur la prise en compte de la fiscalité indirecte applicable aux consommations d'électricité. Depuis 1<sup>er</sup> janvier 2016, la Taxe Intérieure sur la Consommation Finale d'Electricité (TICFE) est calculée comme une majoration du prix du KWH selon un barème fonction de l'électro-intensivité de la Société au cours de l'année considérée. Ce taux applicable n'est donc pas nécessairement connu en début d'année et des régularisations peuvent donc avoir lieu au cours des exercices suivants. Jusqu'à fin 2020, ces régularisations étaient enregistrées dans les CARE lors de leur versement effectif, et alors imputées aux contrats selon les points de livraison de l'électricité consommée. Elles sont depuis l'exercice 2021 prises en compte dans les CARE dès l'envoi de l'état récapitulatif des consommations de l'année N-1 à l'Administration en juin N.

### 2. Charges calculées

Un certain nombre de charges doivent faire l'objet d'un calcul économique. Les éléments correspondants résultent de l'application du principe selon lequel : "Pour que les calculs des coûts et des résultats fournissent des valeurs correctes du point de vue économique..., il peut être nécessaire en comptabilité analytique, de substituer à certaines charges enregistrées en comptabilité générale selon des critères fiscaux ou sociaux, les charges correspondantes calculées selon des critères techniques et économiques" (voir ci-dessous).

Ces charges concernent principalement les éléments suivants :

**Charges relatives au renouvellement :**

Les charges économiques calculées relatives au renouvellement sont présentées sous des rubriques distinctes en fonction des clauses contractuelles (y compris le cas échéant au sein d'un même contrat).

- Garantie pour continuité du service

Cette rubrique correspond à la situation dans laquelle le délégataire est tenu de prendre à sa charge et à ses risques et périls l'ensemble des dépenses d'entretien, de réparation et de renouvellement des ouvrages nécessaires à la continuité du service. Le délégataire se doit de les assurer à ses frais, sans que cela puisse donner lieu à ajustement (en plus ou en moins) de sa rémunération contractuelle.

La garantie pour continuité du service a pour objet de faire face aux charges que le délégataire aura à supporter en exécution de son obligation contractuelle, au titre des biens en jouissance temporaire (voir note 3 ci-après) dont il est estimé que le remplacement interviendra pendant la durée du contrat.

Afin de prendre en compte les caractéristiques économiques de cette obligation (voir note 4 ci-après), le montant de la garantie pour continuité du service s'appuie sur les dépenses de renouvellement lissées sur la durée de la période contractuelle en cours. Cette charge économique calculée est déterminée en additionnant :

- d'une part le montant cumulé à la fin de l'exercice des renouvellements déjà effectués depuis le début de la période contractuelle en cours ;
- d'autre part le montant des renouvellements prévus jusqu'à la fin de cette période, tel qu'il résulte de l'inventaire quantitatif et qualitatif des biens du service à jour à la date d'établissement des comptes annuels du résultat de l'exploitation (fichier des installations en jouissance temporaire) ;

et en divisant le total ainsi obtenu par la durée de la période contractuelle en cours (voir note 5 ci-après).

Des lissages spécifiques sont effectués en cas de prolongation de contrat ou de prise en compte de nouvelles obligations en cours de contrat.

Ce calcul permet donc de réévaluer chaque année, en euros courants, la dépense que le délégataire risque de supporter, en moyenne annuelle sur la durée de la période contractuelle en cours, pour les renouvellements nécessaires à la continuité du service (renouvellement dit « fonctionnel » dont le délégataire doit couvrir tous les risques et périls dans le cadre de la rémunération qu'il perçoit).

Enfin, et pour tous les contrats prenant effet à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2015, la charge portée dans le CARE au titre d'une obligation contractuelle de type « garantie pour continuité de service » correspond désormais aux travaux réalisés dans l'exercice sans que ne soit plus effectué le lissage évoqué ci-dessus ; ce dernier ne concerne donc désormais que les contrats ayant pris effet antérieurement.

- Programme contractuel

Cette rubrique est renseignée lorsque la Société s'est contractuellement engagée à réaliser un programme prédéterminé de travaux de renouvellement selon les priorités que la Collectivité s'est fixée.

La charge économique portée dans le compte annuel de résultat de l'exploitation est alors calculée en additionnant :

- d'une part le montant, réactualisé à la fin de l'exercice considéré, des renouvellements déjà effectués depuis le début de la période contractuelle en cours (voir note 5 ci-après) ;
  - d'autre part, le montant des renouvellements contractuels futurs jusqu'à la fin de cette même période ;
- et en divisant le total ainsi obtenu par la durée de la période contractuelle en cours.

#### - Fonds contractuel de renouvellement

Cette rubrique est renseignée lorsque la Société est contractuellement tenue de prélever tous les ans sur ses produits un certain montant et de le consacrer aux dépenses de renouvellement dans le cadre d'un suivi pluriannuel spécifique. Un décompte contractuel délimitant les obligations des deux parties est alors établi. C'est le montant correspondant à la définition contractuelle qui est repris dans cette rubrique.

#### **Charges relatives aux investissements :**

Les investissements financés par le délégataire sont pris en compte dans le compte annuel du résultat de l'exploitation, sous forme de redevances permettant d'étaler leur coût financier total :

- pour les biens appartenant au délégataire (biens propres et en particulier les compteurs du domaine privé) : sur leur durée de vie économique puisqu'ils restent lui appartenir indépendamment de l'existence du contrat ;
- pour les investissements contractuels (biens de retour) : sur la durée du contrat puisqu'ils ne servent au délégataire que pendant cette durée.

Le montant de ces redevances résulte d'un calcul actuariel permettant de reconstituer, sur ces durées et en euros constants, le montant de l'investissement initial.

S'agissant des compteurs, ces derniers comprennent, depuis 2008, les frais de pose valorisés par l'application de critères opérationnels et qui ne sont donc en contrepartie plus compris dans les charges de l'exercice.

L'étalement de ce coût financier global obéit aux règles suivantes :

- pour les investissements antérieurs à 2021, les redevances évoquées ci-dessus respectent une progressivité prédéterminée et constante (+1,5% par an) d'une année sur l'autre de la redevance attachée à un investissement donné. Le taux financier retenu est calculé à partir du Taux Moyen des Emprunts d'Etat en vigueur l'année de réalisation de l'investissement, majoré d'une marge. Un calcul financier spécifique garantit la neutralité actuarielle de la progressivité de 1,5% indiquée ci-dessus ;
- pour les investissements réalisés à compter du 1er janvier 2021, ces redevances prennent la forme d'une annuité constante et non plus progressive. Le taux financier retenu est déterminé en tenant compte des conditions de financement de l'année en cours. Le taux annuel de financement est fixé à 2,25% pour les investissements réalisés en 2021, 3,90% pour l'année 2022 et 5,35% pour les investissements réalisés en 2023.

Toutefois, par dérogation avec ce qui précède, pour tous les contrats ayant pris effet à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2015, la redevance peut reprendre le calcul arrêté entre les parties lors de la signature du contrat.

Enfin, et compte tenu de leur nature particulière, les biens immobiliers du domaine privé font l'objet d'un calcul spécifique comparable à l'approche retenue par les professionnels du secteur. Le montant de la redevance initiale attachée à un bien est pris égal à 7% du montant de l'investissement immobilier (terrain + constructions + agencements du domaine privé) puis est ajusté chaque année de l'évolution de l'indice du coût de la construction. Les agencements pris à bail donnent lieu à un calcul similaire.

#### - Annuités d'emprunts de la Collectivité prises en charge

Lorsque le délégataire s'est engagé contractuellement à prendre à sa charge le paiement d'annuités d'emprunts contractés par la Collectivité, le montant des annuités peut varier pendant la durée du contrat ; la charge correspondante est déterminée selon un calcul actuariel permettant de lisser cette charge sur cette durée.

#### - Investissements du domaine privé

Hormis le parc de compteurs relevant du domaine privé du délégataire (avec une redevance portée sur la ligne « Charges relatives aux compteurs du domaine privé ») et quelques cas où Veolia Eau ou ses filiales sont propriétaires d'ouvrages de production (avec une redevance alors portée sur la ligne « Charges relatives aux investissements du domaine privé »), les redevances attachées aux biens du domaine privé sont portées sur les lignes correspondant à leur affectation (la redevance d'un camion hydro cureur sera affectée sur la ligne « engins et véhicules », celle relative à un ordinateur à la ligne « informatique »...).

#### - Provisions pour investissements futurs

Les comptes annuels de résultat de l'exploitation peuvent tenir compte sous la forme de provisions pour investissements futurs de l'obligation du délégataire de financer des investissements qui ne seront réalisés qu'ultérieurement, sans que cela entraîne augmentation de la rémunération du délégataire lors de la réalisation de ces investissements. Le montant de la provision pouvant être constituée correspond à l'étalement du coût financier total des investissements prévus.

### 3. Pertes sur créances irrécouvrables et contentieux recouvrement

Cette rubrique reprend essentiellement les pertes sur les créances devenues définitivement irrécouvrables, comptabilisées au cours de l'exercice. Celles-ci peuvent être enregistrées plusieurs années après l'émission des factures correspondantes compte tenu des délais notamment administratifs nécessaires à leur constatation définitive. Elle ne traduit par conséquent qu'avec un décalage dans le temps l'évolution des difficultés liées au recouvrement des créances.

### 4. Impôt sur les sociétés

L'impôt calculé correspond à celui qui serait dû par une entité autonome, en appliquant au résultat brut bénéficiaire, le taux en vigueur de l'impôt sur les sociétés.

Dans un souci de simplification, le taux normatif retenu en 2023 correspond au taux normal de l'impôt sur les sociétés applicable aux entreprises soit 25%, hors contribution sociale additionnelle de 3,3%.

## 2. Charges réparties

Comme rappelé en préambule de la présente annexe, l'organisation de la Société repose sur un ensemble de niveaux de compétences en partie mutualisées au sein du GIE national.

Les charges communes d'exploitation à répartir proviennent donc de chacun de ces niveaux opérationnels.

### 1. Principe de répartition

Comme indiqué dans les Faits marquants, les modalités de répartition ont évolué en 2020 en ce qui concernent les coûts des plateformes Consommateurs. Les modalités de répartition des autres charges indirectes n'ont en revanche pas été modifiées.

Le principe retenu est celui de la répartition des charges concernant un niveau organisationnel donné entre les diverses entités dépendant directement de ce niveau ou, dans certains cas, entre les seules entités au profit desquelles elles ont été engagées.

Ces charges (qui incluent les éventuelles charges de restructuration mais excluent désormais celles de la fonction Consommateurs) proviennent de chaque niveau organisationnel de Veolia Eau intervenant au profit du contrat : services centraux, Régions, Territoires (et regroupements spécifiques de contrats le cas échéant).

Lorsque les prestations effectuées par une société mutualisée (GIE ou autre) à un niveau donné bénéficient à plusieurs sociétés, les charges correspondantes sont refacturées d'abord au GIE national du niveau donné puis réparties par celui-ci via leurs contrats aux sociétés concernées au prorata de la valeur ajoutée de l'exercice des contrats de ces sociétés rattachés à ce niveau.

Ce critère unique de répartition est déterminé par contrat, qu'il s'agisse d'un contrat de Délégation de Service Public (DSP) ou d'un contrat Hors Délégation de Service Public (HDSP). La valeur ajoutée se définit ici selon une approche simplifiée comme la différence entre le volume d'activité (produits) du contrat et la valeur des charges contractuelles et d'achats d'eau en gros imputées à son niveau. Les charges communes engagées à un niveau organisationnel donné sont réparties au prorata de la valeur ajoutée simplifiée des contrats rattachés à ce niveau organisationnel.

Par ailleurs, et dans certains cas, le GIE national peut être amené à facturer des prestations à des Sociétés de Veolia Eau France dans le cadre de conventions spécifiques. Les montants facturés à ce titre viennent selon les cas de figure en diminution du montant global des frais à facturer entre sociétés comme évoqué ci-dessus et/ou à répartir entre les contrats au sein de la Société.

Les contrats comportant des achats d'eau supportent une quote-part forfaitaire de «peines et soins» égale à 5% de ces achats d'eau, qui est portée en minoration du montant global des frais à répartir entre les contrats.

Les charges indirectes sont donc ainsi réparties sur les contrats au profit desquelles elles ont été engagées.

Par ailleurs, et en tant que de besoin, les redevances (cf. § 2.1.2) calculées au titre des compteurs dont la Société a la propriété sont réparties entre les contrats concernés au prorata du nombre de compteurs desdits contrats.

## 2. **Prise en compte des frais centraux**

Après détermination de la quote-part des frais de services centraux imputable à l'activité Eau France, la quote-part des frais des services centraux engagée au titre de l'activité des Territoires a été facturée au GIE national à charge pour lui de la refacturer à ses membres selon les modalités décrites ci-dessus.

Au sein de la Société, la répartition des frais des services centraux s'effectue au prorata de la valeur ajoutée simplifiée des contrats (à l'exclusion de la part relative à l'activité « Consommateurs » répartie comme évoqué ci-dessus).

### 3. **Autres charges**

#### 1. **Valorisation des travaux réalisés dans le cadre d'un contrat de délégation de service public (DSP)**

Pour valoriser les travaux réalisés dans le cadre d'un contrat de DSP, une quote-part de frais de structure est calculée sur la dépense brute du chantier. Cette disposition est applicable à l'ensemble des catégories de travaux relatifs aux délégations de service public (production immobilisée, travaux exclusifs, travaux de renouvellement), hors frais de pose des compteurs. Par exception, la quote-part est réduite à la seule composante « frais généraux » si la prestation intellectuelle est comptabilisée séparément. De même, les taux forfaitaires de maîtrise d'œuvre et de gestion contractuelle des travaux ne sont pas automatiquement applicables aux opérations supérieures à 500 K€. Ces prestations peuvent alors faire l'objet d'un calcul spécifique.

L'objectif de cette approche est de prendre en compte les différentes prestations intellectuelles associées réalisées en interne (maîtrise d'œuvre en phase projet et en phase chantier, gestion contractuelle imposée par le contrat DSP : suivi des programmes pluriannuels, planification annuelle des chantiers, reporting contractuel et réglementaire, mises à jour des inventaires,...).

La quote-part de frais ainsi attribuée aux différents chantiers est portée en diminution des charges indirectes réparties selon les règles exposées au § 2.2 (de même que la quote-part « frais généraux » affectée aux chantiers hors DSP sur la base de leurs dépenses brutes ou encore que la quote-part de 5% appliquée aux achats d'eau en gros).

#### 2. **Participation des salariés aux résultats de l'entreprise**

Les charges de personnel indiquées dans les comptes annuels de résultat de l'exploitation comprennent la participation des salariés acquittée par la Société en 2023 au titre de l'exercice 2022.

#### 4. **Autres informations**

Lorsque la Société a enregistré dans sa comptabilité une charge initialement engagée par le GIE national ou un de ses membres dans le cadre de la mutualisation de moyens, cette charge est mentionnée dans le compte annuel de résultat de l'exploitation selon sa nature et son coût d'origine, et non pas en sous-traitance, exception faite des coûts liés aux plateformes Consommateurs. Cette règle ne trouve en revanche pas à s'appliquer pour les sociétés du Groupe qui, telles les sociétés d'expertise, ne sont pas membres du GIE national.

Enfin, au-delà des charges économiques calculées présentées ci-dessus et substituées aux charges enregistrées en comptabilité générale, la Société a privilégié, pour la présentation de ses comptes annuels de résultat de l'exploitation, une approche selon laquelle les risques liés à l'exploitation – et notamment les risques sur créances impayées mentionnées au paragraphe 2.1.3, qui donnent lieu à la constatation de provisions pour risques et charges ou pour dépréciation en comptabilité générale – sont pris en compte pour leur montant définitif au moment de leur concrétisation. Les dotations et reprises de provisions relatives à ces risques ou dépréciation en sont donc exclues (à l'exception des dotations et reprises pour investissements futurs évoquées ci-dessus).

Lorsqu'un contrat bénéficie d'un apport d'eau en provenance d'un autre contrat de la société, le compte annuel de résultat de l'exploitation reprend les écritures enregistrées en comptabilité analytique, à savoir :



- inscription dans les produits du contrat « vendeur » de la vente d'eau réalisée,
- inscription dans les charges du contrat « acheteur » de l'achat d'eau réalisé.

---

Notes :

1. *La donnée « nombre de contacts » n'est pas disponible à un niveau plus fin que le niveau « Territoire ».*
2. *Texte issu de l'ancien Plan Comptable Général de 1983, et dont la refonte opérée en 1999 ne traite plus des aspects relatifs à la comptabilité analytique.*
3. *C'est-à-dire les biens indispensables au fonctionnement du service public qui seront remis obligatoirement à la collectivité délégante, en fin de contrat.*
4. *L'obligation de renouvellement est valorisée dans la garantie lorsque les deux conditions suivantes sont réunies:*
  - *le bien doit faire partie d'une famille technique dont le renouvellement incombe contractuellement au délégataire,*
  - *la date de renouvellement passée ou prévisionnelle entre dans l'horizon de la période contractuelle en cours.*
5. *Compte tenu des informations disponibles, pour les périodes contractuelles ayant débuté avant 1990, le montant de la garantie de renouvellement est calculé selon le même principe d'étalement linéaire, en considérant que le point de départ de ces périodes se situe au 1er janvier 1990.*

## 6.7 Reconnaissance et certification de service

Veolia Eau est depuis de nombreuses années engagé dans des démarches de certification. En 2015, les systèmes de management de la qualité et de l'environnement existants ont été fédérés sous la gouvernance du siège et complétés par un système de management de l'énergie.

Les activités certifiées sont la production et la distribution d'eau potable, la collecte et le traitement des eaux usées et l'accueil et le service aux consommateurs.

Cette triple certification ISO 9001, ISO 14001 et ISO 50001 délivrée par Afnor Certification en novembre 2015 valide, via un tiers indépendant, l'efficacité des méthodes et des outils mis en place et l'engagement d'amélioration continue de l'entreprise. Cette démarche s'inscrit dans le cadre élargi de la politique de l'Eau France qui comprend des objectifs forts en matière de santé et de sécurité au travail.

Notre certification ISO 50001 valide nos démarches d'amélioration de l'efficacité énergétique des installations confiées par nos clients. Elle est reconnue par l'Administration dans le cadre des textes d'application de la directive 2012/27/UE (loi DDADUE) (\*)



N° 2015/69288.9

**Certificat**  
Certificate

Page 1 / 10

AFNOR Certification certifie que le système de management mis en place par :  
AFNOR Certification certifies that the management system implemented by:

**VEOLIA EAU - COMPAGNIE GENERALE DES EAUX**

pour les activités suivantes :  
for the following activities:

PRODUCTION ET DISTRIBUTION D'EAU POTABLE ET D'EAU DE PROCESS. COLLECTE ET  
TRAITEMENT DES EAUX USEES. ACCUEIL ET SERVICE AUX CONSOMMATEURS.

DRINKING WATER AND PROCESS WATER PRODUCTION AND DISTRIBUTION. WASTEWATER  
COLLECTION AND TREATMENT. CUSTOMER SERVICE.

a été évalué et jugé conforme aux exigences requises par :  
has been assessed and found to meet the requirements of:

**ISO 50001 : 2018**

et est déployé sur les sites suivants :  
and is developed on the following locations:

Adresse

Siège : 21 RUE LA BOETIE-75008 PARIS

Liste complémentaire des sites certifiés en annexe I Complementary list of certified locations on appendix

N° SIREN

572025526

(L'ensemble des activités de l'entreprise sur le(s) site(s) donné(s) est couvert par la certification)  
(The scope of certification covers all activities carried out on the above-mentioned location(s))

Ce certificat est valable à compter du (année/mois/jour)  
This certificate is valid from (year/month/day)

2021-11-11

Jusqu'au  
until

2024-11-10

Julien NIZRI  
Directeur Général d'AFNOR Certification  
Managing Director of AFNOR Certification



Flashez ce QR Code  
pour vérifier la validité  
du certificat

Sur ce certificat électronique, accessible sur [www.afnor.org](https://www.afnor.org), figure en complément de la certification de l'organisme  
d'AFNOR Certification (AFNOR) l'adresse [www.afnor.org](https://www.afnor.org), ainsi que tout autre élément de certification.  
AFNOR Certification (AFNOR) est un organisme de certification. Pour en savoir plus sur AFNOR Certification, consultez le site [www.afnor.org](https://www.afnor.org).  
AFNOR est un groupe français. AFNOR a enregistré l'adresse CERT P 18818 02020



# Certificat

## Certificate

N° 2015/69287.8

Page 1 / 10

AFNOR Certification certifie que le système de management mis en place par :  
AFNOR Certification certifies that the management system implemented by:

### VEOLIA EAU - COMPAGNIE GENERALE DES EAUX

pour les activités suivantes :  
for the following activities:

PRODUCTION ET DISTRIBUTION D'EAU POTABLE & D'EAU DE PROCESS. COLLECTE ET  
TRAITEMENT DES EAUX USEES. ACCUEIL ET SERVICE AUX CONSOMMATEURS.  
DRINKING WATER & PROCESS WATER PRODUCTION AND DISTRIBUTION. WASTEWATER  
COLLECTION AND TREATMENT. CUSTOMER SERVICE.

a été évalué et jugé conforme aux exigences requises par :  
has been assessed and found to meet the requirements of:

### ISO 9001 : 2015

et est déployé sur les sites suivants :  
and is developed on the following locations:

Siège : 21 RUE LA BOETIE -75008 PARIS

Liste des sites certifiés en annexe(s) / List of certified locations on appendix(ces)

Ce certificat est valable à compter du (année/mois/jour)  
This certificate is valid from (year/month/day)

2021-11-10

Jusqu'au  
Until

2024-11-09

Signature de Julien NIZRI, Directeur Général d'AFNOR Certification

**Julien NIZRI**  
**Directeur Général d'AFNOR Certification**  
Managing Director of AFNOR Certification



Flashez ce QR  
Code pour vérifier la  
validité du certificat

Sur le certificat électronique, consultez le lien [https://www.afnor.org](#) afin de vérifier l'état de la certification de l'organisme. The electronic certificate only available on [https://www.afnor.org](#)  
Please check the status of the certification of the organization on the website [https://www.afnor.org](#).  
AFNOR Certification est une filiale de AFNOR, Association Française de Normalisation, 11 rue Francis de Pressensé, 93571 La Plaine Saint-Denis Cedex - France - T. +33 (0)1 41 62 80 00 - F. +33 (0)1 49 17 90 00  
SAS au capital de 16 167 000 € - 479 076 002 RCS Bobigny - [www.afnor.org](#)



# Certificat

Certificate

N° 2015/69286.8

Page 1 / 10

AFNOR Certification certifie que le système de management mis en place par :  
AFNOR Certification certifies that the management system implemented by:

## VEOLIA EAU - COMPAGNIE GENERALE DES EAUX

pour les activités suivantes :  
for the following activities:

PRODUCTION ET DISTRIBUTION D'EAU POTABLE & D'EAU DE PROCESS. COLLECTE ET  
TRAITEMENT DES EAUX USEES. ACCUEIL ET SERVICE AUX CONSOMMATEURS.

DRINKING WATER & PROCESS WATER PRODUCTION AND DISTRIBUTION. WASTEWATER  
COLLECTION AND TREATMENT. CUSTOMER SERVICE.

a été évalué et jugé conforme aux exigences requises par :  
has been assessed and found to meet the requirements of:

**ISO 14001 : 2015**

et est déployé sur les sites suivants :  
and is developed on the following locations:

Siège : 21 RUE LA BOETIE -75008 PARIS

Liste des sites certifiés en annexe(s) / List of certified locations on appendix(oes)

Ce certificat est valable à compter du (année/mois/jour)  
This certificate is valid from (year/month/day)

2021-11-10

Jusqu'au  
Until

2024-11-09

Signature en vertu de son mandat. Elle est soumise à vérification sur le site internet  
Signature in virtue of its mandate. It is subject to verification on the internet

**Julien NIZRI**  
**Directeur Général d'AFNOR Certification**  
Managing Director of AFNOR Certification



Flashez ce QR  
Code pour vérifier la  
validité du certificat

Pour le certificat électronique, consultez sur [www.afnor.org](https://www.afnor.org) la liste des lieux de la certification de l'organisme. The electronic certificate only available on [www.afnor.org](https://www.afnor.org)  
afnor is not liable for the company's compliance with the ISO 14001 Certification of Processes of Management. Please refer to [www.afnor.org](https://www.afnor.org)  
AFNOR est un organisme membre AFNOR et a enregistré l'adresse : CERT 170001 LAFNOR

(\*) La directive 2012/27/UE instaure un audit énergétique obligatoire dans les grandes entreprises, obligation reprise par la loi DDADUE. Certifiées ISO 50001, ces entreprises sont exemptées de cette obligation et peuvent valoriser leurs actions d'économies d'énergie grâce à la bonification des CEE.

## 6.8 Actualité réglementaire 2023

Chaque année, une sélection annuelle des principaux textes parus vous est proposée. Veolia se tient à disposition pour vous aider dans la mise en œuvre de ces textes et évaluer leurs conséquences pour votre service.

### Commande Publique

#### *Verdissement de la commande publique*

La Loi industrie verte n°2023-973 a été publiée au Journal officiel le 24 octobre 2023, et contient un versant commande publique (art 25 à 30), venant renforcer la prise en compte de la RSE dans le cadre des contrats passés par les acheteurs et autorités concédantes.

Ses mesures phares sont :

- Obligation pour les acheteurs soumis au Code de la commande publique et dont le montant annuel des achats est supérieur à 50 millions d'euros hors taxes d'établir un schéma de promotion des achats publics socialement et écologiquement responsables (SPASER)
- Création d'un cas d'exclusion facultatif des procédures de mise en concurrence à l'encontre des candidats ne satisfaisant pas à son devoir de vigilance ou à ses obligations en matière d'établissement de bilan d'émissions de gaz à effet de serre
- A compter d'août 2026, les contrats de concession et les marchés publics devront contenir des objectifs de développement durable dans leur exécution. De plus, il ne sera plus possible de recourir au critère unique du prix dans les passations de marchés publics, la dimension environnementale de l'achat devant systématiquement être retenue. Un nouveau critère obligatoire fait également son apparition dans les concessions : le critère environnemental
- A compter de 2026, le rapport annuel du concessionnaire devra détailler les mesures mises en œuvre par le concessionnaire pour garantir la protection de l'environnement et l'insertion par l'activité économique dans le cadre de l'exécution du contrat.
- Possibilité pour les entités adjudicatrice d'autoriser les offres variables pour les besoins supérieurs à 10 millions d'euros HT.

#### *Modification des seuils des procédures formalisées*

L'avis relatif aux seuils de procédure et à la liste des autorités publiques centrales en droit de la commande publique (JO 6 décembre 2023) fixe les nouveaux seuils de procédure formalisée pour la passation des marchés publics et des contrats de concession conformément aux règlements délégué (UE) 2023/2495, 2023/2496, 2023/2497 et 2023/2510 de la Commission publiés au JOUE du 16 novembre 2023.

A compter du 1er janvier 2024, les seuils de procédure formalisée sont fixés à :

- 143 000 € HT pour les marchés de fournitures et de services des autorités publiques centrales ;
- 221 000 € HT pour les marchés de fournitures et de services des autres pouvoirs adjudicateurs et pour les marchés publics de fournitures des autorités publiques centrales opérant dans le domaine de la défense ;
- 443 000 € HT pour les marchés de fournitures et de services des entités adjudicatrices et pour les marchés de fournitures et de services passés dans le domaine de la défense ou de la sécurité ;
- 5 538 000 € HT pour les marchés de travaux et pour les contrats de concession.

#### *Application du Règlement IMPI*

Dans une communication publiée au JOUE du 21 février 2023 et visant à faciliter l'application du règlement IMPI (Règlement du 23 juin 2022 concernant l'accès des opérateurs économiques, des biens et des services des pays tiers aux marchés publics et aux concessions de l'Union) par les pouvoirs adjudicateurs et les entités adjudicatrices, la Commission européenne précise les modalités d'application des mesures de l'IMPI. Une

mesure relevant de l'IMPI prenant la forme d'un ajustement du résultat devrait être appliquée au stade de l'évaluation des critères d'attribution, et plus précisément lors du calcul du résultat final. Une mesure relevant de l'IMPI prenant la forme d'une exclusion devrait être appliquée au stade de l'évaluation des critères de sélection.

## Services publics locaux

### *Résilience des territoires et services essentiels*

Le règlement délégué (UE) 2023/2450 de la Commission du 25 juillet 2023 est venu compléter la directive (UE) 2022/2557 du Parlement européen et du Conseil en établissant une liste de services essentiels.

Aussi, le service de l'eau potable et le service des eaux résiduaires sont dorénavant qualifiés de services essentiels au sens de la directive UE 2022/2557. Cette directive vise à garantir que les services qui sont essentiels au maintien de fonctions sociétales ou d'activités économiques vitales sont fournis sans entrave dans le marché intérieur et que la résilience des entités critiques qui fournissent de tels services est renforcée. La transposition en droit français de la directive UE 2022/2557 surviendra au plus tard le 14 octobre 2024 et sera susceptible d'impacts potentiels (financiers et/ou organisationnels) pour votre service.

Directive générale interministérielle n°320/SGDSN/PSE/PSN du 23 janvier 2023

Dans cette directive générale l'eau potable est citée parmi les 12 activités clés nécessaires à la préservation de la vie de la Nation.

Chaque activité clé fait l'objet d'une stratégie de sécurité spécifique fondée sur ses vulnérabilités propres qui vise à maintenir la continuité de l'activité, qu'elle soit concernée par l'origine de la crise ou qu'elle affronte les conséquences à titre collatéral.

Instruction du 16 mai 2023 relative à la gestion de la sécheresse.

Afin de faire face aux sécheresses hydrologiques, un dispositif d'anticipation, de gestion et d'évaluation est mis en œuvre par l'Etat en application de l'article L. 211-3 du Code de l'Environnement. Dans la continuité de l'instruction du 27 juillet 2021, la présente instruction précise le dispositif devant être mis en œuvre dans l'organisation de la gestion de la crise et la gestion des situations de pénurie d'eau, à la suite du retour d'expérience sur la gestion de l'eau lors de la sécheresse 2022. Pour aider à la mise en œuvre opérationnelle de ce dispositif dans les territoires, un guide national est annexé à l'instruction.

## Service public de l'eau potable

### *Réforme des redevances des agences de l'eau*

Cette réforme a été adoptée dans la loi de finance de l'année 2024. Il est prévu qu'elle soit effective à compter de l'année 2025 pour l'entrée en vigueur des douzièmes programmes des agences de l'eau (2025 - 2030). Des textes d'application sont attendus courant 2024 et viendront préciser ses modalités et son calendrier d'application.

Telle qu'adoptée dans la loi de finance 2024, cette réforme supprime certaines redevances existantes et le doublement possible de la redevance de prélèvement sur la ressource en eau pour cause de maîtrise insuffisante des pertes en eau sur le réseau d'eau (doublement dit 'Grenelle', encadré par un décret de janvier 2012).

Dans le même temps, ces différentes suppressions s'accompagnent de nouvelles redevances :

- une redevance pour consommation d'eau potable dont devront s'acquitter les abonnés au service ;
- deux redevances auxquelles seront assujetties directement les autorités organisatrices des services publics d'eau et d'assainissement.

Ces deux dernières redevances seront modulées au regard d'un certain nombre de critères de performance des services, à savoir pour les services d'eau : le niveau des pertes en eau et la gestion du patrimoine.

De plus, les services, en tant qu'autorité organisatrice, disposeront de la faculté de reporter la contrepartie de ces deux redevances, assises sur la performance, qui seront appelées auprès d'eux sur une ligne spécifique de la facture des abonnés au service à travers un mécanisme de contre-valeur.

### ***Transposition de la directive européenne 2020/2184 relative à la qualité des eaux destinées à la consommation humaine***

La directive 2020/2184 du 16 décembre 2020 actualise celle de 1998. Elle "revalorise l'eau du robinet" Cette directive a été transposée en droit français à la toute fin de l'année 2022 à travers une ordonnance, deux décrets et une quinzaine d'arrêtés.

L'arrêté du 3 janvier 2023 (JO du 11 janvier 2023) relatif au plan de gestion de la sécurité sanitaire de l'eau (PGSSE) réalisé de la zone de captage jusqu'en amont des installations privées de distribution est venu compléter les textes de transposition publiés fin décembre 2022. Cet arrêté fixe les modalités de réalisation, sous la responsabilité de la personne responsable de la production ou de la distribution d'eau, des PGSSE. Ceux-ci devront être réalisés au plus tard le 12 juillet 2027 pour les zones de captage (ressources en eau et production du service) et au plus tard le 12 janvier 2029 pour la partie distribution.

L'ensemble de ces textes législatifs et réglementaires ont été complétés par une note d'information de la Direction Générale de la Santé (DGS) aux ARS (note d'information N° DGS/EA4/2023/61 du 14 avril 2023, publiée le 28 avril 2023).

Cette note d'information confirme les points fondamentaux du cadre réglementaire promulgué fin décembre 2022 et pour partie effectif depuis le 1er janvier 2023. Notamment :

. Elle renforce, dès le 1er janvier 2023, les normes de qualité exigées pour l'eau potable sur de nouveaux polluants, avec une obligation de résultats sur sept nouveaux paramètres qui couvrent différentes familles de substances (sous-produits de désinfection, perturbateurs endocriniens, l'uranium) et notamment la somme de 20 substances alkyl perfluorées (famille de substances communément nommées 'PFAS') à laquelle est associée une limite de qualité de 0,1 microgramme/L ;

Elle confirme que la vérification permanente de la qualité de l'eau relève de la responsabilité du service public d'eau, au travers la mise en œuvre d'un plan de surveillance conforme aux exigences de qualité en vigueur et aux vulnérabilités identifiées. Le contrôle sanitaire officiel opéré par les ARS présente un caractère strictement ponctuel et en aucun cas permanent. Ainsi, sur les sept nouveaux paramètres mentionnés plus haut, le contrôle sanitaire réalisé par les ARS sera opérationnel au plus tard le 1er janvier 2026 ;

Elle instaure une approche de gestion préventive des risques sanitaires, qui rend obligatoires les plans de gestion de la sécurité sanitaire des eaux (PGSSE). Cette approche passe par une meilleure maîtrise du patrimoine des services d'eau et la compréhension de leur vulnérabilité, avec pour objectif d'améliorer l'efficacité du plan de surveillance mentionné plus haut.

### ***Campagnes exploratoires de l'Anses***

Début avril 2023, l'Anses a publié les résultats de la campagne exploratoire sur les polluants émergents susceptibles d'être présents dans les ressources en eau et les EDCH qu'elle a menée les années antérieures sous l'égide de la DGS, puis, dans l'instruction DGS/EA4/2023/52 aux ARS en date du 31 août 2023 (publiée le 29 septembre 2023), la DGS a précisé les modalités de réalisation de la prochaine campagne nationale exploratoire de mesures de paramètres émergents qui sera réalisée par l'Anses en 2024. Cette nouvelle campagne exploratoire portera sur les PFAS et quelques pesticides dans les eaux brutes et les eaux distribuées. Pour les PFAS, cette campagne portera sur 34 composés, incluant les 20 composés dont la somme est soumise à une limite de qualité depuis le 1er janvier 2023.

### ***Métabolites de pesticides***

Compte-tenu des enjeux qu'il fait peser sur la qualité de l'eau distribuée, le sujet des métabolites de pesticides fait l'objet d'un commentaire dans le corps de ce document.

Ce sujet des métabolites de pesticide est susceptible d'évoluer de nouveau au cours de l'année 2024. En effet, les progrès des techniques d'analyse de l'eau conjugués à l'acquisition de nouvelles connaissances

scientifiques et à l'application du principe de précaution constituent désormais des facteurs pouvant impacter très directement les services d'eau dans leur gestion des métabolites de pesticides.

L'année 2023 a été marquée par :

- En avril 2023, la publication des résultats de la campagne exploratoire menée par l'Anses, sous l'égide de la DGS, sur les polluants émergents susceptibles d'être présents dans les ressources en eau et les EDCH. Cette publication a donné lieu à de nombreuses reprises médiatiques du fait de la détection fréquente du métabolite Chlorothalonil R471811 dans les eaux brutes et distribuées. Le métabolite "R471811" est considéré comme pertinent et doté d'une Valeur Sanitaire Transitoire de 3 microgrammes par litre.
- Dans une instruction en date du 20 octobre 2023 (publiée le 31 octobre 2023), la DGS est venue compléter les modalités de gestion des situations de dépassement des Valeurs Sanitaires Transitoires (VST) pour les métabolites du Chlorothalonil et de la Chloridazone. Notamment, cette instruction précise que pour ces métabolites pertinents, en cas de dépassement de leur VST, les restrictions de consommations préconisées dans les précédentes instructions (décembre 2020 et mai 2022) ne s'appliquent pas. Par contre, les services d'eau concernés restent tenus d'élaborer un plan d'actions pour rétablir la qualité de l'eau et d'informer les abonnés du service. En parallèle, cette instruction annonce la sollicitation de la Commission Européenne par la France en vue d'un état des lieux des situations observées au sein de chaque état membre.

### **Protection et surveillance des masses d'eau**

Les arrêtés du 30 janvier 2023 (JO du 9 mars 2023) relatifs, respectivement, au programme d'action national (PAN) et aux programmes d'action Régionaux (PAR) marquent le lancement du septième programme d'actions contre les nitrates. Ces deux arrêtés sont complétés par le décret 2023-241 du 31 mars 2023 (JO du 1er avril 2023). Ce décret prévoit que les programmes d'actions régionaux peuvent désormais ajouter à la liste des zones sur lesquelles des mesures de renforcement sont prévues "*des zones de captage de l'eau destinée à la consommation humaine mentionnées au 1° du I de l'article R. 212-4, dont la teneur en nitrates est comprise entre 40 et 50 milligrammes par litre, en tenant notamment compte de l'évolution de cette teneur au cours des dernières années*".

Auparavant, seuls les captages dont la teneur est supérieure à 50 mg/l étaient visés par les textes. Il s'agit donc de prévenir le franchissement du seuil critique de 50 mg/l, au-delà duquel l'eau n'est pas potable sans traitement.

Dans ces zones, qui peuvent être étendues afin d'assurer la cohérence territoriale des mesures, les programmes d'actions régionaux comprennent :

- soit l'obligation d'une couverture végétale des sols entre une culture principale récoltée en été ou en automne et une culture semée à l'été ou à l'automne et, au minimum, une autre mesure de renforcement ;
- soit, au minimum, trois autres mesures de renforcement (au lieu d'une mesure précédemment).

Une mesure de renforcement supplémentaire, consistant en "*l'obligation de respecter un seuil de quantité d'azote restant dans les sols à la fin de la période de culture ou en entrée de l'hiver*", est également introduite. L'arrêté du 20 juin 2023 (JO du 27 juin 2023) précise les modalités avec lesquelles certaines Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE) soumises à autorisation devront analyser les substances per-et polyfluoroalkylées (communément nommées PFAS) dans leurs rejets aqueux. Cet arrêté s'inscrit dans le cadre du plan d'action ministériel PFAS présenté en janvier 2023. Les ICPE ciblées par cet arrêté sont les plus concernées par ces composés chimiques dont les STEU dites "*industrielles*" ou dites "*mixtes*" (recevant une part importante de rejets industriels en mélange d'eau usées domestiques).

Un arrêté du 28 juin 2023 (JO du 14 juillet 2023) est venu préciser les modalités d'agrément des laboratoires effectuant des analyses dans le domaine de l'eau et des milieux aquatiques au titre du code de l'environnement.

Deux arrêtés du 9 octobre 2023 (JO du 4 novembre 2023) sont venus actualiser d'une part les méthodes et les critères d'évaluation de l'état écologique, de l'état chimique et du potentiel écologique des eaux de surface



et, d'autre part, les critères d'évaluation et les modalités de détermination de l'état des eaux souterraines et des tendances significatives et durables de dégradation de l'état chimique des eaux souterraines. Ces deux arrêtés s'inscrivent dans la poursuite de la mise en conformité avec les exigences de la directive-cadre sur l'eau.

Enfin, l'arrêté du 19 décembre 2023 (JO du 28 décembre 2023) établit pour 2024 la liste des substances actives contenues dans les produits phytopharmaceutiques et qui constituent l'assiette de la redevance pour pollution diffuse des agences de l'eau. Comme chaque année, des modifications sont apportées soit par ajout ou retrait de substances soit par modification des assiettes affectées à certaines substances.

### ***Gestion quantitative et partage de la ressource en eau***

L'instruction du 17 janvier 2023 (publiée le 30 janvier 2023) est venue préciser les modalités de gouvernance et les étapes clefs pour la réussite des projets de territoire pour la gestion de l'eau (PTGE), un outil important pour le partage de l'eau sur les territoires en stress hydrique. Cette instruction fait suite aux recommandations émises par une précédente mission d'appui qui avait identifié les points de blocage dans le déploiement des PTGE.

L'arrêté du 30 juin 2023 (JO du 5 juillet 2023) précise les conditions et les modalités des mesures de restriction, en période de sécheresse, portant sur le prélèvement d'eau et la consommation d'eau des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE). Les ICPE concernées sont celles soumises à autorisation ou enregistrement. Les mesures de restriction sont fonction du niveau de gravité de la sécheresse sur le territoire concerné. En situation de crise, une réduction des prélèvements d'eau de 25 % pourra être exigée. L'arrêté prévoit des dérogations pour certaines activités jugées essentielles (par exemple la production et la distribution de l'eau potable) ou pour les installations ayant déjà réduit significativement leurs prélèvements depuis le 1er janvier 2018.

### ***Travaux à proximité des réseaux***

La décision du 25 janvier 2023 (publiée le 17 février 2023) complète le fascicule 2 du guide d'application de la réglementation anti-endommagement intitulé « guide technique des travaux » mentionné à l'article R. 554-29 du code de l'environnement de trois nouvelles annexes sous forme de fiches techniques.

L'arrêté du 29 août 2023 (JO du 16 septembre 2023) fixe, pour l'année 2023, le barème hors taxes des redevances prévues à l'article L. 554-2-1 du code de l'environnement au titre du financement, par les exploitants des réseaux enterrés, du « Guichet Unique » administré par l'Inéris. Ce téléservice ([www.reseaux-et-canalisation.gouv.fr](http://www.reseaux-et-canalisation.gouv.fr)) référence les réseaux de transport et de distribution en vue de prévenir leur endommagement lors de travaux.

## **Transition énergétique & environnementale**

### ***Accélération de la production d'énergies renouvelables***

La loi 2023-175 du 10 mars 2023 (JO du 11 mars 2023) relative à l'accélération de la production d'énergies renouvelables (dite loi "APER") a pour ambition de lever tous les obstacles au déploiement des projets d'énergies renouvelables. En effet, l'étude d'impact de ce texte législatif avait relevé l'important retard de la France, par rapport aux autres pays européens, dans le déploiement des moyens de production d'énergies renouvelables ; était notamment souligné le fait qu'il faut "en moyenne 5 ans de procédures pour construire un parc solaire nécessitant quelques mois de travaux, 7 ans pour un parc éolien et 10 ans pour un parc éolien en mer").

La loi APER, qui est la première loi entièrement consacrée aux énergies renouvelables, met en oeuvre les mesures suivantes :

- Des mesures de simplification et d'accélération des procédures administratives des projets d'énergies renouvelables

- Les délais d’instruction pour les projets d’installations de production d’énergies renouvelables sont considérablement réduits. La durée maximale de la phase d’examen pour les projets situés en zone d’accélération ne pourra pas, en effet, dépasser trois mois. Mais elle pourra être portée à quatre mois sur décision motivée de l’autorité compétente.
  - Un “réfèrent” préfectoral à l’instruction des projets de développement des énergies renouvelables et des projets industriels nécessaires à la transition énergétique est institutionnalisé. Il a pour mission de faciliter les démarches administratives des porteurs de projets et de coordonner les travaux des services chargés de l’instruction des autorisations.
  - Une présomption de reconnaissance de la “raison impérative d’intérêt public majeur” (qui constitue un des trois critères pour l’octroi d’une dérogation espèces protégées) est mise en place pour les projets de production d’énergies renouvelables ou de stockage d’énergie dans le système électrique. Cette présomption sera précisée par un prochain décret en Conseil d’Etat, conformément à la décision du 9 mars 2023 du Conseil Constitutionnel portant sur la loi APER.
  - Des dispositions relatives aux contentieux des autorisations environnementales sont également insérées. Le juge administratif aura l’obligation de régulariser l’autorisation environnementale en cours d’instance lorsque cela sera possible, ce qui permettra d’éviter l’annulation totale des autorisations environnementales, lorsque le vice qui affecte leur légalité peut être régularisé.
- Des mesures pour intégrer les collectivités locales au déploiement des énergies renouvelables
    - Les communes et les établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) ont pour rôle de définir les zones d’accélération pour l’implantation d’installations terrestres de productions d’énergies renouvelables. Ces zones d’accélération doivent présenter un potentiel permettant d’accélérer la production d’énergies renouvelables sur le territoire concerné et contribuer à la solidarité entre les territoires. Elles ne doivent pas être comprises dans un parc national ni une réserve naturelle.
    - Le comité régional de l’énergie intervient dans un second temps, afin de contrôler les zones d’accélération définies. Si son avis conclut que ces zones ne sont pas suffisantes pour l’atteinte des objectifs régionaux, les communes doivent identifier d’autres zones. Les communes qui transmettent les zones d’accélération définies peuvent également choisir les secteurs où est exclue l’implantation d’installations de production d’énergies renouvelables.
  - Des mesures pour accélérer le développement du solaire photovoltaïque, de l’agrivoltaïsme et de l’éolien en mer
    - L’installation de panneaux solaires près des autoroutes et des grands axes routiers, ainsi que dans les communes de montagne, est facilitée. Des dérogations à la loi Littoral sont également possibles afin de mettre en place des panneaux solaires sur les terrains en friche. Par ailleurs, les parcs de stationnement extérieurs de plus de 1500 m2 ont l’obligation d’être équipés, sur au moins la moitié de leur superficie, d’ombrières photovoltaïques.
    - Un volet sur “l’agrivoltaïsme” est également créé pour permettre le déploiement des installations agrivoltaïques compatibles avec la production agricole. Un décret déterminera prochainement les conditions de déploiement et d’encadrement de l’agrivoltaïsme.
    - Une planification de l’éolien en mer est instaurée. Ainsi, le document stratégique de façade établit, pour chaque façade maritime, une cartographie des zones maritimes et terrestres prioritaires pour l’implantation d’installations d’éoliennes en mer et de leurs ouvrages de raccordement au réseau public de transport d’électricité.
  - Des mesures pour le financement des énergies renouvelables

- Afin d'aider les collectivités à financer leurs projets en matière d'énergies renouvelables, un mécanisme de redistribution de la valeur générée par ces projets est mis en place. Les lauréats d'appels d'offres ou d'appels à projets en matière d'énergies renouvelables doivent ainsi participer au financement des projets en faveur de la transition énergétique, de la sauvegarde ou de la protection de la biodiversité ou de l'adaptation au changement climatique et de la protection ou la sauvegarde de la biodiversité.

### **Evaluation environnementale**

Arrêté du 16 janvier 2023 (JO du 7 février 2023) modifiant l'arrêté du 12 janvier 2017 fixant le modèle du formulaire de la « demande d'examen au cas par cas » en application de l'article R. 122-3-1 du code de l'environnement

Conformément à l'article R. 122-3-1 du code de l'environnement, le maître d'ouvrage d'un projet relevant d'un examen au cas par cas dans le cadre de l'évaluation environnementale doit renseigner les informations exigées dans un formulaire, adressé par voie électronique ou par pli recommandé à l'autorité chargée de l'examen au cas par cas.

Le nouveau modèle du formulaire pour la demande d'examen au cas par cas de l'évaluation environnementale (enregistrée sous le numéro **CERFA 14734\*04**), sa notice explicative (enregistrée sous le numéro **51656#05**) et le bordereau des pièces à joindre ont été fixés par un arrêté du 16 janvier 2023.

L'arrêté du 12 janvier 2017 fixant le précédent modèle est ainsi abrogé.

Les modifications apportées par rapport à l'ancien formulaire portent notamment sur :

- l'intégration de la "clause-filet" prévue par le décret n° 2022-422 du 25 mars 2022 et la possibilité donnée au porteur de projet de saisir volontairement l'autorité chargée de l'examen au cas par cas, lorsque son projet se situe en-deçà des seuils de la nomenclature ;
- la mise en oeuvre de la distinction prévue par le décret n° 2020-844 du 3 juillet 2020 entre l'autorité chargée de l'examen au cas par cas et l'autorité environnementale ;
- l'obligation pour le maître d'ouvrage de tenir compte des résultats disponibles d'autres évaluations pertinentes des incidences sur l'environnement requises au titre d'autres législations applicables, afin que la France soit en conformité avec la directive 2014/52/UE du Parlement européen et du Conseil du 16 avril 2014 modifiant la directive 2011/92/UE.

L'arrêté du 16 janvier 2023 précise également que le document dans lequel doivent être indiquées "*les informations nominatives relatives au maître d'ouvrage ou pétitionnaire*", annexé au formulaire de demande d'examen au cas par cas, doit être joint à la demande. Une fois renseigné, celui-ci ne sera pas publié sur le site internet de l'autorité environnementale.

L'ensemble de ces documents peut être obtenu auprès des autorités chargées de l'examen au cas par cas (selon les hypothèses, le ministre chargé de l'environnement, la formation d'autorité environnementale de l'IGEDD ou plus fréquemment le ou les préfets de région) et sont accessibles en ligne.

Arrêté du 16 juin 2023 fixant le modèle national de la demande d'autorisation environnementale

Un arrêté du 16 juin 2023 (JO du 30 juin) fixe le modèle national de la demande d'autorisation environnementale.

Ainsi, pour la demande d'autorisation environnementale prévue à l'article L. 181-1 du code de l'environnement, et conformément à l'article D. 181-13-1 du même code, le demandeur peut utiliser le formulaire CERFA n° **15964\*03** mis à disposition en ligne.

Cet arrêté abroge l'arrêté du 28 mars 2019 qui fixait le précédent formulaire à utiliser.

Décret n° 2023-1103 du 27 novembre 2023 (JO du 29 novembre 2023) relatif à la notification des recours en matière d'autorisations environnementales

Une obligation de notification des recours contre les autorisations environnementales a été introduite par la loi n° 2023-175 du 10 mars 2023 relative à l'accélération de la production d'énergie renouvelable, à peine d'irrecevabilité.

Ce faisant, le législateur a souhaité appliquer, au contentieux de l'autorisation environnementale, une condition de recevabilité du recours qui existe déjà dans le contentieux de l'urbanisme. L'objectif de cette

mesure est d'assurer l'information du bénéficiaire de l'autorisation environnementale mais aussi de tenter d'écartier des recours dont l'auteur n'aura pas respecté cette obligation de notification.

Les modalités de cette obligation ont dès lors été précisées par le décret n° 2023-1103 du 27 novembre 2023.

En premier lieu, cette obligation de notification concerne :

- les recours contentieux contre les autorisations environnementales et décisions afférentes prises sur le fondement des articles L. 181-9, L. 181-14, L. 181-15 et L. 181-15-1 du code de l'environnement (arrêté imposant des prescriptions supplémentaires, arrêté pris suite à une modification de l'installation ou un changement d'exploitant, transfert d'autorisation) ;
- les recours contentieux contre les décisions juridictionnelles statuant sur ces mêmes décisions ;
- les recours administratifs contre ces décisions.

Pour les deux premiers types de recours, le requérant est tenu de les notifier à l'émetteur de la décision contestée et au destinataire de la décision. À défaut, le recours sera déclaré irrecevable (Article R. 181-51 du code de l'environnement).

En revanche, pour les recours administratifs contre ces mêmes décisions, seul le bénéficiaire doit être notifié (puisque le recours administratif est, par définition, envoyé à l'émetteur de la décision). La sanction d'une absence de notification est l'absence de prolongation du délai de recours contentieux (Article R. 181-51 du code de l'environnement).

En second lieu, sur les modalités pratiques de la réalisation de cette notification, le décret précise que :

- La notification mentionnée doit être réalisée par l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception, dans un délai de quinze jours francs suivant le dépôt du recours contentieux ou la date d'envoi du recours administratif ;
- La notification d'un recours à l'émetteur de la décision et au bénéficiaire de la décision est considérée comme effectuée à la date d'envoi de la lettre recommandée avec accusé de réception, attestée par le certificat de dépôt de ladite lettre auprès des services postaux.

Les dispositions énoncées s'appliquent également à une décision refusant le retrait ou l'abrogation d'une autorisation environnementale ou des autres décisions mentionnées.

Enfin, l'obligation de notification doit être mentionnée dans le corps même de la décision relative à une autorisation environnementale, ainsi que lors de son affichage et de sa publication (articles R.181-50 et R.181-51 du code de l'environnement).

### ***Lutte contre les atteintes environnementales***

Décret n° 2023-876 du 13 septembre 2023 relatif à la coordination en matière de politique de l'eau et de la nature et de lutte contre les atteintes environnementales

La justice environnementale continue de se structurer. Après la mise en place, par la loi du 24 décembre 2020, de "Pôles régionaux spécialisés en matière d'atteintes à l'environnement" (**PRE**), le décret n° 2023-876 du 13 septembre 2023 (JO du 15 septembre 2023) créé, dans chaque département, deux nouveaux organes administratifs : une "mission inter-service de l'eau et de la nature" (**MISEN**) et un "comité opérationnel de lutte contre la délinquance environnementale" (**COLDEN**).

Ainsi, la MISEN est placée sous la présidence du préfet de département et détermine les priorités en matière de police de l'eau, des milieux aquatiques et de la nature et organise l'action des services et établissements publics en conséquence. Elle dispose de missions diverses telles que la coordination et l'évaluation des politiques de l'eau et de la nature en fonction des enjeux locaux, ainsi que l'établissement des plans/schémas/programmes nécessaires à la mise en œuvre des politiques de l'eau et de la nature.

La MISEN est composée de représentants des services déconcentrés et des établissements publics de l'État compétents dans les domaines de l'eau et de la nature. Le ou les procureurs de la République territorialement compétents sont associés aux travaux de cette mission inter-services, notamment à l'élaboration du projet de plan de contrôle inter-services annuel pour l'eau et la nature. En tant que de besoin, tout service ou structure dont les compétences sont utiles est également associé aux travaux de la mission inter-services.

Le COLDEN est quant à lui présidé par le ou les procureurs de la République territorialement compétents et a pour mission de veiller aux échanges d'informations concernant les atteintes à l'environnement entre les

autorités et services concernés, d'exploiter ces informations afin que le ou les procureurs de la République puissent apprécier l'opportunité de diligenter une enquête pénale.

Le COLDEN a également pour mission de coordonner l'action judiciaire avec l'action administrative, ainsi que les réponses pénales et administratives qui ont vocation à être apportées aux atteintes à l'environnement constatées sur le ressort. Il est par ailleurs compétent pour les infractions prévues par le code de l'environnement ainsi que pour celles qui, bien qu'elles ne soient pas prévues par ce code, présentent un lien avec la protection de l'environnement.

Le COLDEN est composé notamment du préfet de département ou de son représentant, des représentants des services de l'Etat, des établissements publics de l'Etat compétents en matière de lutte contre les atteintes à l'environnement et des services de police judiciaire concernés par les procédures.

Enfin, les membres permanents de la MISEN et ceux du COLDEN se réunissent conjointement tous les ans sous la présidence conjointe du préfet de département et du ou des procureurs de la République territorialement compétents.

Instruction du Gouvernement du 16 septembre 2023 relative à la coordination en matière de politique de l'eau et de la nature et de lutte contre les atteintes environnementales.

Dans le prolongement du décret n° 2023-876 du 13 septembre 2023, qui institutionnalise dans chaque département une "mission inter-services de l'eau et de la nature" (**MISEN**) et un "comité de lutte contre la délinquance environnementale" (**COLDEN**), une instruction ministérielle du 16 septembre 2023 (publiée le 2 octobre 2023) vient préciser les conditions de mise en oeuvre de ces deux instances.

Ainsi, l'instruction décrit, dans une première partie, le périmètre d'intervention de la MISEN.

Il est souligné que la MISEN assure "la lisibilité, la cohérence et l'efficacité des actions administratives de l'Etat dans les domaines de la gestion de l'eau, des milieux aquatiques, de la biodiversité et la protection des espaces naturels". Cette instance doit permettre "une approche globale des questions liées à l'ensemble des politiques relatives à l'eau et à la nature en coordonnant l'action des services déconcentrés et des établissements publics de l'Etat concernés".

Les différentes missions de la MISEN, telles qu'énoncées par le décret du 13 septembre 2023, sont explicitées par l'instruction, qui indique notamment les actions devant être mises en oeuvre pour pouvoir les remplir. L'instruction précise également la composition de cette instance (les membres permanents, associés et experts) et fixe son organisation interne (secrétariat, comités, groupes de travail spécifiques...).

Dans une seconde partie, l'instruction décrit le périmètre d'intervention du COLDEN.

Il est souligné que cette instance a vocation à "mettre en place des stratégies mobilisant l'ensemble des leviers d'action administratif et judiciaires et à permettre la mise en oeuvre de sanctions tant administratives que pénales". Les missions du COLDEN, telles qu'énoncées par le décret du 13 septembre 2023, sont développées de manière très détaillée. L'instruction précise également la composition de cette instance et fixe son organisation interne.

Enfin, dans une troisième partie, l'instruction définit les objectifs, composition et organisation de la réunion annuelle des membres permanents de la MISEN et du COLDEN, lors de laquelle est assurée l'articulation des missions de ces deux instances.

Circulaire de politique pénale du 9 octobre 2023 en matière de justice pénale environnementale

La circulaire de politique pénale en date du 9 octobre 2023 (publiée le 10 octobre 2023) précise les moyens mis en oeuvre en vue de permettre le développement du contentieux pénal environnemental. Elle rappelle le caractère technique et hétérogène de ce contentieux, qui nécessite une réponse pénale adaptée à ces spécificités.

Cette circulaire affiche dès lors un triple objectif :

- Renforcer la coordination de l'action administrative et judiciaire à travers le déploiement des comités opérationnels de lutte contre la délinquance environnementale (COLDEN)

La circulaire s'inscrit dans le prolongement, d'une part, du décret n°2023-876 du 13 septembre 2023 institutionnalisant les Comités opérationnels de lutte contre la délinquance environnementale (**COLDEN**) et, d'autre part, de l'instruction du Gouvernement du 16 septembre 2023, qui détaille le fonctionnement des COLDEN, aux côtés de celui des missions inter-services de l'eau et de la nature (**MISEN**).

En effet, la circulaire complète ce dispositif en donnant aux COLDEN les missions suivantes:

- assurer une coordination effective entre les autorités administratives et judiciaires (ce qui faisait jusqu'à présent défaut);
- recenser les problématiques environnementales propres à un territoire et définir les réponses à y apporter, en orientant, en accompagnant et en structurant l'action des services d'enquête.

La circulaire souligne également que la coordination passera par le fait, pour les services enquêteurs, d'informer à la fois le parquet dont ils dépendent et le parquet du Pôle Régional Environnemental (**PRE**) compétent.

- Renforcer l'efficacité des enquêtes judiciaires traitant des atteintes à l'environnement

La circulaire insiste sur la nécessité d'identifier rapidement les services d'enquêtes les plus compétents et de disposer d'un cadre juridique plus efficient pour mener les investigations. Elle propose ainsi les mesures suivantes :

- développer le recours à la cosaisine, qui permettra aux services d'enquête de police ou de gendarmerie, pour les contentieux environnementaux pointus, d'intervenir avec des fonctionnaires et agents habilités des administrations spécialisés disposant d'une expertise environnementale ;
  - relever, dès que possible, l'existence de circonstances aggravantes de bande organisée afin de renforcer les sanctions mais également de mobiliser des techniques spéciales d'enquête plus efficaces (surveillance, infiltration, sonorisation, interception de correspondances...);
  - poursuivre les actions de formation des magistrats ainsi que des fonctionnaires et agents des administrations spécialisées.
- Mise en œuvre d'une réponse pénale ferme et adaptée en matière environnementale

La circulaire préconise de :

- accroître le recours à la convention judiciaire d'intérêt public environnementales (CJIPE), créée par la loi n° 2020-1672 du 24 décembre 2020, chaque fois que cela s'avère opportun;
- imposer de manière systématique la remise en état de l'environnement, l'objectif de cette remise en état (que ce soit en réparation ou compensation) étant l'absence de perte nette de biodiversité ;
- fixer une amende pénale, proportionnée et dissuasive, qui doit être envisagée comme une sanction autonome ;
- privilégier une réponse pénale pédagogique (via des stages de citoyenneté à contenu spécialisé ou du travail d'intérêt général à vocation écologique) pour les infractions de basse intensité n'ayant pas entraîné de dommages environnementaux graves et irréversibles.
- relever de manière systématique les infractions de faux et d'usage de faux lorsqu'elles sont constituées, ce qui est fréquemment le cas, notamment dans l'hypothèse de trafic de déchets ou de trafic d'espèces animales protégées.

### **ICPE**

L'instruction du 27 janvier 2023 précise les Orientations stratégiques pluriannuelles de l'inspection des installations classées. Deux nouveaux objectifs sectoriels : une action renforcée sur l'accidentologie des déchets et une approche plus structurée sur la qualité des sols.

Cette directive annonce la suppression du dispositif des garanties financières exigées pour la mise en sécurité des installations visées à l'article R. 516-1, 5° du code de l'environnement. Cette suppression est justifiée par le coût qu'il représente pour les exploitants, ainsi que par la charge administrative qu'il occasionne pour l'inspection des installations classées.

L'arrêté du 30 juin 2023 (JO du 5 juillet 2023) précise les conditions et les modalités des mesures de restriction, en période de sécheresse, portant sur le prélèvement d'eau et la consommation d'eau des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE). Les ICPE concernées sont celles soumises à autorisation

ou enregistrement. Les mesures de restriction sont fonction du niveau de gravité de la sécheresse sur le territoire concerné. En situation de crise, une réduction des prélèvements d'eau de 25 % pourra être exigée. L'arrêté prévoit des dérogations pour certaines activités jugées essentielles (par exemple la production et la distribution de l'eau potable) ou pour les installations ayant déjà réduit significativement leurs prélèvements depuis le 1er janvier 2018.

Enfin, une instruction du 15 décembre 2023 fixe les actions nationales 2024 de l'inspection des installations classées, à savoir, la sobriété hydrique, les PFAS, les rejets de COV, les stockages d'ammonitrates, la réglementation post-Lubrizol et les trafics de DEEE. Localement, ces six objectifs seront complétés par six priorités fixées au niveau régional.

## 6.9 Glossaire

Le présent glossaire est établi sur la base des définitions de l'arrêté du 2 mai 2007 et de la circulaire n°12/DE du 28 avril 2008 et de compléments jugés utiles à la compréhension du document.

### **Abonnement :**

L'abonnement désigne le contrat qui lie l'abonné au délégataire pour la prestation du service de l'eau ou de l'assainissement conformément au règlement du service. Il y a un abonnement pour chaque point d'accès au service (point de livraison d'eau potable ou de collecte des effluents qui dessert l'abonné, ou installation d'assainissement non collectif).

### **Abonnés non domestiques :**

Les abonnés non domestiques sont redevables directement à l'Agence de l'eau pour les redevances de pollution et de modernisation des réseaux perçues habituellement sur les factures d'eau et d'assainissement. Il s'agit d'établissements dont les activités sont définies par un arrêté du 21/12/2017, et dont le volume d'activité dépasse certains seuils. Les abonnés non domestiques ne doivent pas être confondus avec les abonnés industriels. La notion d'abonnés industriels correspond à des critères propres au règlement de service.

### **Capacité de production :**

Volume qui peut être produit par toutes les installations de production pour un fonctionnement journalier de 20 heures chacune (unité : m<sup>3</sup>/jour).

### **Certification ISO 14001 :**

Cette norme concerne le système de management environnemental. La certification s'applique aux aspects environnementaux que Veolia Eau peut maîtriser et sur lesquels il est censé avoir une influence. Le système vise à réduire les impacts liés à nos produits, activités et services sur l'environnement et à mettre en place des moyens de prévention des pollutions, en s'intéressant à la fois aux ressources et aux sous-produits du traitement dans le respect de la législation en vigueur et la perspective d'une amélioration continue.

### **Certification ISO 9001 :**

Cette norme concerne le système de management de la qualité. La certification ISO 9001 traduit l'engagement de Veolia à satisfaire les attentes de ses clients par la qualité des produits et des services proposés et l'amélioration continue de ses performances.

### **Certification ISO 22000 :**

Attestation fournie par un organisme certificateur qui valide la démarche de sécurité alimentaire effectuée par le délégataire.

### **Certification ISO 50001 :**

Cette norme concerne le système de management de l'énergie. Ce système traduit l'engagement de Veolia à analyser ses usages et ses consommations énergétiques pour privilégier la performance énergétique dans le respect de la législation en vigueur et la perspective d'une amélioration continue.

### **Certification ISO 45001 :**

Cette norme concerne le système de management de la santé et de la sécurité au travail.

### **Consommateur – abonné (client) :**

Le consommateur abonné est une personne physique ou morale ayant souscrit un ou plusieurs abonnements auprès de l'opérateur du service public (par exemple service de l'eau, de l'assainissement, etc.). Il est par définition desservi par l'opérateur. Il peut être titulaire de plusieurs abonnements, en des lieux géographiques distincts appelés points de service et donc avoir plusieurs points de service. Pour distinguer les services, on distingue les consommateurs eau, les consommateurs assainissement collectif et les consommateurs assainissement non collectif. Il perd sa qualité de consommateur abonné à un point de service donné lorsque le service n'est plus délivré à ce point de service, de façon définitive, quelle que soit sa situation vis-à-vis de la facturation (il n'est plus desservi, mais son compte peut ne pas encore être soldé). Pour Veolia, un



consommateur abonné correspond à un abonnement : le nombre de consommateurs abonnés est égal au nombre d'abonnements.

#### **Consommation individuelle unitaire :**

Consommation annuelle des consommateurs particuliers individuels divisée par la durée de la période de consommation et par le nombre de consommateurs particuliers individuels et collectifs (unité : m<sup>3</sup>/client/an).

#### **Consommation globale unitaire :**

Consommation annuelle totale des clients divisée par la durée de la période de consommation et par le nombre de clients (unité : m<sup>3</sup>/consommateur/an).

#### **Délai maximal d'ouverture des branchements pour les nouveaux abonnés défini par le service et taux de respect de ce délai [D 151.0] :**

Ce délai est le temps exprimé en heures ou en jours sur lequel s'engage le service pour ouvrir un branchement neuf (hors délai de réalisation des travaux) ou remettre en service un branchement existant. Le taux de respect est exprimé en pourcentage du nombre de demandes d'ouverture d'un branchement pour lesquelles le délai est respecté. (Arrêté du 2 mai 2007)

#### **Développement durable :**

Le rapport Brundtland a défini en 1987 la notion de développement durable comme « un développement qui répond aux besoins du présent sans compromettre la capacité des générations futures de répondre aux leurs ». La conférence de Rio de 1992 a popularisé cette définition de développement économique efficace, équitable et soutenable, et celle de programme d'action ou « Agenda 21 ». D'autres valeurs sont venues compléter ces notions initiales, en particulier être une entreprise responsable, respecter les droits humains, assurer le droit des habitants à disposer des services essentiels, favoriser l'implication de la société civile, faire face à l'épuisement des ressources et s'adapter aux évolutions climatiques.

**Les Objectifs du Développement Durable (ODD) de l'agenda 2030** sont un ensemble de 17 objectifs établis en 2015 par les Nations Unies et concernent tous les pays (développés et en voie de développement), dont l'objectif 6 : Garantir l'accès de tous à l'eau et à l'assainissement.

Ces nouveaux objectifs succèdent aux Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD de 2000 à 2015) pour réduire la pauvreté dans les pays en voie de développement (à ce titre Veolia a contribué à l'accès de 6,5 millions de personnes à l'eau potable et a raccordé près de 3 millions de personnes aux services d'assainissement dans les pays émergents).

#### **Eau souterraine influencée :**

Eaux d'origine souterraine provenant de milieux fissurés présentant une turbidité périodique importante et supérieure à 2 NFU.

#### **HACCP :**

Hazard Analysis Critical Control Point : méthode d'identification et de hiérarchisation des risques développée à l'origine dans le secteur agroalimentaire, cette méthode est depuis utilisée pour les systèmes d'alimentation en eau potable.

#### **Indice d'avancement de la protection de la ressource en eau [P108.3] :**

La valeur de cet indice est comprise entre 0 et 100 %, avec le barème suivant :

- ✓ 0 % : aucune action ;
- ✓ 20 % : études environnementale et hydrogéologique en cours ;
- ✓ 40 % : avis de l'hydrogéologue rendu ;
- ✓ 50 % : dossier déposé en préfecture ;
- ✓ 60 % : arrêté préfectoral ;
- ✓ 80 % : arrêté préfectoral complètement mis en œuvre (terrains acquis, servitudes mises en place, travaux terminés) ;
- ✓ 100 % : arrêté préfectoral complètement mis en œuvre (comme ci-dessus), et mise en place d'une procédure de suivi de l'application de l'arrêté.

En cas d'achat d'eau à d'autres services publics d'eau potable par le service ou de ressources multiples, l'indicateur est établi pour chaque ressource et une valeur globale est calculée en tenant compte des volumes annuels d'eau produits ou achetés à d'autres services publics d'eau potable.

### **Indice de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux d'eau potable [P103.2] :**

Cet indicateur évalue, sur une échelle de 0 à 120 points, à la fois :

- ✓ le niveau de connaissance du réseau et des branchements,
- ✓ et l'existence d'une politique de renouvellement pluri-annuelle du service d'assainissement collectif.

L'échelle est de 0 à 100 points pour les services n'exerçant pas la mission de distribution.

Fiche indicateur disponible sur le site de l'Observatoire national des services d'eau et d'assainissement : <http://services.eaufrance.fr/>

### **Indice linéaire de pertes en réseau [P106.3] :**

L'indice linéaire de pertes en réseau est égal au volume perdu dans les réseaux par jour et par kilomètre de réseau (hors linéaires de branchements). Cette perte est calculée par différence entre le volume mis en distribution et le volume consommé autorisé. Il est exprimé en m<sup>3</sup>/km/jour.

### **Indice linéaire des volumes non comptés [P105.3] :**

L'indice linéaire des volumes non comptés est égal au volume journalier non compté par kilomètre de réseau (hors linéaires de branchements). Le volume non compté est la différence entre le volume mis en distribution et le volume comptabilisé. L'indice est exprimé en m<sup>3</sup>/km/jour.

### **Nombre d'habitants desservis (Estimation du) [D101.0] :**

Il s'agit de la population totale (avec 'double compte') desservie par le service, estimée par défaut à partir des populations authentifiées annuellement par décret pour les communes du service et des taux de couverture du service sur ces communes. Conformément à la réglementation en vigueur, l'exercice de l'année N donne le recensement de l'année N-3.

### **Parties prenantes :**

Acteurs internes et externes intéressés par le fonctionnement d'une organisation, comme un service d'eau ou d'assainissement : salariés, clients, fournisseurs, associations, société civile, pouvoirs publics ...

### **Prélèvement :**

Un prélèvement correspond à l'opération permettant de constituer un ou plusieurs échantillons cohérents (un échantillon par laboratoire) à un instant donné (ou durant une période donnée) et à un endroit donné (1 prélèvement = n échantillons pour n laboratoires). (Circulaire n° 12/DE du 28 avril 2008)

### **Rendement du réseau de distribution [P104.3] :**

Le rendement du réseau est obtenu en faisant le rapport entre, d'une part le volume consommé autorisé augmenté du volume vendu à d'autres services publics d'eau potable et, d'autre part le volume produit augmenté des volumes achetés à d'autres services publics d'eau potable. Le volume consommateurs sans comptage et le volume de service du réseau sont ajoutés au volume comptabilisé pour calculer le volume consommé autorisé. Le rendement est exprimé en pourcentage. (Arrêté du 2 mai 2007)

La Loi Grenelle 2 a imposé un rendement minimum à atteindre pour chaque réseau de distribution, dont la valeur dépend de la densité de l'habitat et de la taille du service, ainsi que de la disponibilité de la ressource en eau. Cette valeur « seuil » est définie par le décret 2012-97 du 27 janvier 2012. Cette définition réglementaire est transcrite dans la formule générique donnée ci-après :

$$\text{Objectif Rdt Grenelle 2} = \text{Min} (A + 0,2 \text{ ILC} ; 85)$$

Avec :

- ✓ Objectif Rdt Grenelle 2 exprimé en % ;
- ✓ ILC : Indice Linéaire de Consommation (m<sup>3</sup>/j/km) qui traduit la densité de l'habitat et la taille du service ;

- ✓ A = 65 dans la majorité des situations excepté pour les réseaux alimentés, d'une part, par une ressource en eau classée en Zone de Répartition des Eaux (ZRE) et, d'autre part, par des prélèvements supérieurs à 2 Mm<sup>3</sup>/an où le terme A prend alors la valeur de 70 (pour tenir compte de la faible disponibilité de la ressource en eau).

#### Réseau de desserte :

Ensemble des équipements publics (canalisations et ouvrages annexes) acheminant de manière gravitaire ou sous pression l'eau potable issue des unités de potabilisation jusqu'aux points de raccordement des branchements des abonnés ou des appareils publics (tels que les bornes incendie, d'arrosage, de nettoyage...) et jusqu'aux points de livraison d'eau en gros. Il est constitué de réservoirs, d'équipements hydrauliques, de conduites de transfert, de conduites de distribution mais ne comprend pas les branchements.

#### Réseau de distribution :

Le réseau de distribution est constitué du réseau de desserte défini ci-dessus et des conduites de branchements.

#### Résultat d'analyse :

On appelle résultat d'analyse chaque valeur mesurée pour chaque paramètre. Ainsi pour un prélèvement effectué, il y a plusieurs résultats d'analyse (1 résultat par paramètre).

#### Taux d'impayés [P154.0] :

Il correspond au taux d'impayés au 31/12 de l'année N sur les factures émises au titre de l'année N-1. Le montant facturé au titre de l'année N-1 comprend l'ensemble de la facture, y compris les redevances prélèvement et pollution, la taxe Voies Navigables de France et la TVA liée à ces postes. Pour une facture donnée, les montants impayés sont répartis au prorata hors taxes et redevances de la part « eau » et de la part « assainissement ». Sont exclues les factures de réalisation de branchements et de travaux divers. (Arrêté du 2 mai 2007)

#### Taux d'occurrence des interruptions du service non programmées [P151.1] :

Nombre de coupures d'eau, par millier d'abonnés, survenues au cours de l'année pour lesquelles les abonnés concernés n'ont pas été informés au moins 24h à l'avance.

Les coupures de l'alimentation en eau liées à des problèmes qualitatifs sont prises en compte.

Les coupures chez l'abonné lors d'interventions effectuées sur son branchement ne sont pas prises en compte.

#### Taux de mensualisation :

Pourcentage du nombre total de clients (consommateurs particuliers, clients industriels, etc.) ayant opté pour un règlement mensuel par prélèvement bancaire.

#### Taux de prélèvement :

Pourcentage du nombre total de clients (consommateurs particuliers, clients industriels, etc.) ayant opté pour un règlement des factures par prélèvement bancaire.

#### Taux de conformité aux paramètres microbiologiques [P101.1] :

**Pour les services desservant plus de 5 000 habitants ou produisant plus de 1 000 m<sup>3</sup>/j :** pourcentage des prélèvements aux fins d'analyses microbiologiques jugés conformes selon la réglementation en vigueur. Les prélèvements considérés sont :

- ✓ Ceux réalisés par l'ARS dans le cadre du Contrôle Sanitaire en application de l'arrêté du 11 janvier 2007 relatif au programme de prélèvements et d'analyses du contrôle sanitaire pour les eaux fournies par un réseau de distribution pris en application des articles R. 1321-10, R. 1321-15 et R. 1321-16 du code de la santé publique
- ✓ Et le cas échéant ceux réalisés par le délégataire dans le cadre de sa surveillance lorsque celle-ci se substitue en partie au Contrôle Sanitaire dans le cadre de l'arrêté du 21 novembre 2007 relatif aux modalités de prise en compte de la surveillance des eaux destinées à la consommation humaine dans le cadre du contrôle sanitaire, pris en application de l'article R. 1321-24 du code de la santé publique

**Pour les services desservant moins de 5 000 habitants et produisant moins de 1 000 m<sup>3</sup>/j** : nombre de prélèvements aux fins d'analyses microbiologiques effectués dans l'année et parmi ceux-ci nombre de prélèvements non conformes.

**Taux de conformité aux paramètres physico-chimiques [P102.1] :**

**Pour les services desservant plus de 5 000 habitants ou produisant plus de 1 000 m<sup>3</sup>/j** : pourcentage des prélèvements aux fins d'analyses physico-chimiques jugés conformes selon la réglementation en vigueur. Les prélèvements considérés sont :

- ✓ ceux réalisés par l'ARS dans le cadre du Contrôle Sanitaire en application de l'arrêté du 11 janvier 2007 relatif au programme de prélèvements et d'analyses du contrôle sanitaire pour les eaux fournies par un réseau de distribution pris en application des articles R. 1321-10, R. 1321-15 et R. 1321-16 du code de la santé publique.
- ✓ et le cas échéant ceux réalisés par l'opérateur dans le cadre de sa surveillance lorsque celle-ci se substitue en partie au Contrôle Sanitaire dans le cadre de l'arrêté du 21 novembre 2007 relatif aux modalités de prise en compte de la surveillance des eaux destinées à la consommation humaine dans le cadre du contrôle sanitaire, pris en application de l'article R. 1321-24 du code de la santé publique

**Pour les services desservant moins de 5 000 habitants et produisant moins de 1 000 m<sup>3</sup>/j** : nombre de prélèvements réalisés en vue d'analyses physico-chimiques effectués dans l'année et parmi ceux-ci nombre de prélèvements non conformes.

**Taux de mutation (demandes d'abonnement) :**

Nombre de demandes d'abonnement (mouvement de consommateurs) rapporté au nombre total de consommateurs, exprimé en pour cent.

**Taux de réclamations [P155.1] :**

Ces réclamations peuvent être reçues par l'opérateur ou directement par la collectivité. Un dispositif de mémorisation et de suivi des réclamations écrites est à mettre en œuvre. Le taux de réclamations est le nombre de réclamations écrites rapporté au nombre d'abonnés divisé par 1 000. Sont prises en compte les réclamations relatives à des écarts ou des non-conformités vis-à-vis d'engagements contractuels, d'engagements de service, notamment au regard du règlement de service, ou vis-à-vis de la réglementation, à l'exception de celles relatives au niveau de prix.

**Volume acheté en gros (ou acheté à d'autres services d'eau potable) :**

Le volume acheté en gros est le volume d'eau potable en provenance d'un service d'eau extérieur. Il est strictement égal au volume importé.

**Volume comptabilisé :**

Le volume comptabilisé résulte des relevés des appareils de comptage des abonnés (circulaire n° 12/DE du 28 avril 2008). Ce volume n'inclut pas le volume vendu en gros.

**Volume consommateurs sans comptage :**

Le volume consommateurs sans comptage est le volume utilisé sans comptage par des usagers connus, avec autorisation.

**Volume consommé autorisé :**

Le volume consommé autorisé est, sur le périmètre du service, la somme du volume comptabilisé, du volume consommateurs sans comptage et du volume de service du réseau.

**Volume de service du réseau :**

Le volume de service du réseau est le volume utilisé pour l'exploitation du réseau de distribution.

**Volume mis en distribution :**

Le volume mis en distribution est la somme du volume produit et du volume acheté en gros (importé) diminué du volume vendu en gros (exporté).

**Volume produit :**

Le volume produit est le volume issu des ouvrages de production du service pour être introduit dans le réseau de distribution. Le volume de service de l'unité de production n'est pas compté dans le volume produit.

**Volume vendu en gros (ou vendu à d'autres services d'eau potable) :**

Le volume vendu en gros est le volume d'eau potable livré à un service d'eau extérieur. Il est strictement égal au volume exporté.

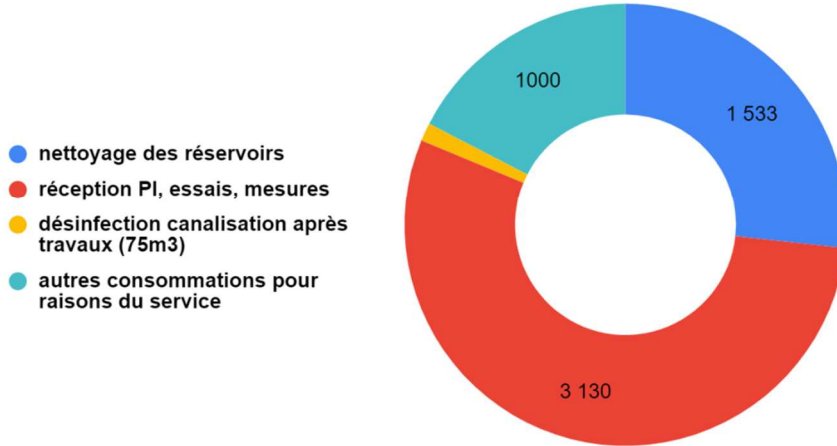
## 6.10 Autres annexes

Annexe n°	Titre	Page
1	Détails des volumes	143
2	Assurances	144-152
3	Suivi du programme de renouvellement	153

Annexe 1 :

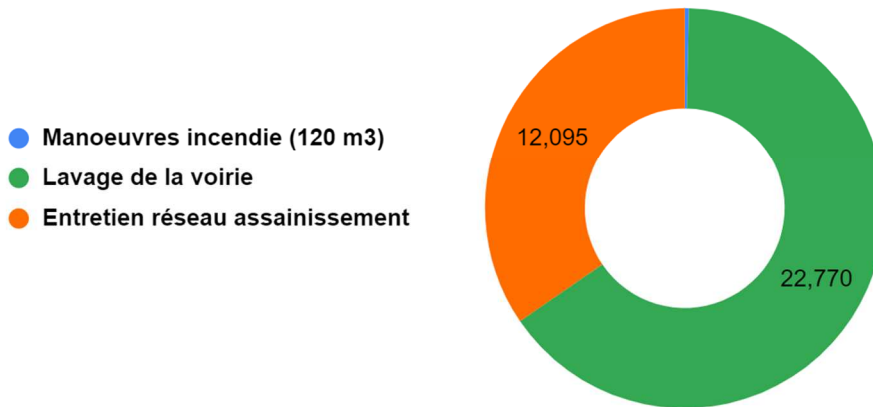
➤ **Details des volumes des besoins de service**

**Calcul des volumes de service**



➤ **Details des volumes des volumes consommés non comptabilisé**

**Calcul des volumes consommés non comptabilisés (m3)**



➤ **Details des besoins d'usine**

	2022	2023	N/N-1
<b>Volume consommé par les analyseurs (m3)</b>	<b>3 066</b>	<b>3 066</b>	<b>0.0%</b>
Nombre d'analyseurs	5	5	0.0%
<b>Volume Besoin des Usines (m3)</b>	<b>3 066</b>	<b>3 066</b>	<b>0.0%</b>

*Volume consommé par les analyseurs (m3) = Nombre d'analyseur \* 70 (l/h) \* 24 (h) \* 365 (j) / 1000*

Annexe 2 :

### RC Décennale Ouvrages Soumis



Notre référence à rappeler dans toute correspondance :	
N° assuré : F18746E N° contrat : 1351.001/ 2 85834 N° SIREN : 730 201 183	
Pour tout renseignement contacter : SMA SA Grands Comptes Entreprises 8 rue Louis Armand CS 71201 75738 Paris Cedex 15 Tél. : 01.40.59.70.00	<b>ENTREPRISE MICHEL RUAS SA</b> Parc du Millénaire 765 rue Henri Becquerel 34010 MONTPELLIER

#### Attestation d'assurance RESPONSABILITE DECENNALE BATIMENT

Période de validité : du 01/01/2024 au 31/12/2024

SMA SA ci-après désigné l'assureur atteste que l'assuré désigné ci-dessus est titulaire d'un contrat d'assurance professionnelle RESPONSABILITE DECENNALE OUVRAGES SOUMIS souscrit par VEOLIA ENVIRONNEMENT SA numéro **F18746E 1351.001 / 2 85834** pour l'ensemble de ses filiales.

#### 1- PERIMETRE DE LA GARANTIE DE RESPONSABILITE DECENNALE OBLIGATOIRE ET DE LA GARANTIE DE RESPONSABILITE DU SOUS-TRAITANT EN CAS DE DOMMAGES DE NATURE DECENNALE

##### Les garanties objets de la présente attestation s'appliquent :

- aux activités professionnelles suivantes : Entreprise, maître d'œuvre ou fabricant-vendeur dans tous domaines d'activités et notamment dans le domaine des Services d'eau et d'assainissement, de la gestion des déchets et de l'optimisation des services énergétiques :
  - o Conception, exécution, rénovation, réparation et entretien de réseaux,
  - o Pose et fourniture de canalisations (travaux sur voiries) et de matériaux sur voiries (tampons, plaques, grilles et caniveaux), travaux sur voiries divers,
  - o Reprise et création de réseaux VRD EU/EP/AEP, installations d'ouvrages de prétraitement d'assainissement / d'évacuation d'eaux usées (bacs à graisses, assainissement non collectif, poste de relevage, séparateurs à hydrocarbures, fosses de décantation et fosses de relevage, changement de colonnes, réseau, siphons, regards, ...)
  - o Conception et exécution de branchement sur conduites publiques,
  - o Fourniture et pose d'installations autonomes d'assainissement,
  - o Plomberie intérieure et extérieure bâtiment (EU/EP/AEP), y compris réalisation de travaux de chaudronnerie, tuyauterie et structures métalliques,

**SMABTP**, Société mutuelle d'assurance du bâtiment et des travaux publics  
Société d'assurance mutuelle à cotisations variables  
RCS PARIS 775 684 764

Entreprises régies par le Code des assurances. Sièges : 8 rue Louis Armand • CS 71201 • 75738 PARIS Cedex 15 • Tél. : + 33 (0)1 40 59 70 00 • [smabtp.fr](http://smabtp.fr)

**SMAvie BTP**, Société mutuelle d'assurance sur la vie du bâtiment et des travaux publics  
Société d'assurance mutuelle à cotisations fixes  
RCS PARIS 775 684 772

**SMA SA**, Société anonyme à directoire et conseil de surveillance au capital de 12 000 000 euros  
RCS PARIS 332 789 296







- Entretien et installations techniques en aval des compteurs (eau, gaz, électricité),
- Stations de traitement d'eau, de forages et de captages,
- Réservoirs, et bassins de rétention,
- Eoliennes,
- Panneaux photovoltaïques, y compris en couverture (pose de capteurs solaires PV intégrés), production d'énergie accessoire à un ouvrage de construction par capteurs solaires,
- Réseaux de chaleur / chauffage urbain
- Réalisation de prises et de rejets d'eau avec des fondations dans l'eau
- Eclairage public et signalisations,
- Activités Spécifiques de gainages notamment des procédés « Anjou », « Phénix », « Intec assainissement » et « Intec immobilier » réalisés par les filiales TELEREP et SARP SUD OUEST.
- Maçonnerie, Plâtrerie, peinture, enduits extérieurs, enduits hydrauliques
- Fourniture / pose de poteaux et clôtures, accessoires en béton armé
- Travaux de rénovation, de réhabilitation, d'extension et de travaux neufs y compris dans le cadre de travaux de maintenance
- Ascenseurs, monte charges,
- Installations thermiques de génie climatique, VMC, d'aéraulique, conditionnement d'air à l'exclusion des techniques de géothermie
- Gestion technique Centralisée
- Electricité,
- Installation groupes électrogènes.
- Plomberie / installations sanitaires
- Isolation thermique et acoustique (calorifugeage, isolation thermique par l'extérieur, par soufflage).
- Menuiserie métallique, extérieures, menuiseries en bois
- Murs rideaux et façades industrielles
- Métallerie, serrurerie
- Fumisterie Ramonage (tubage)
- Détection incendie, intrusion
- Couverture / charpente bois,
- Ravalement de façades, protection des façades
- Calfeutrement de joint de construction
- Couverture zinguerie / carrelages et mosaïques





- Etanchéité de toitures.
  - Revêtements textiles et plastiques,
  - Ingénierie Bâtiment : Maitrise d'œuvre, études techniques TCE
  - Maitrise d'œuvre ou coordination SSI en phase conception et réalisation,
  - MOE de désamiantage
  - Maitrise d'œuvre d'installations photovoltaïques (puissance <1,2 MWc)
  - Ingénierie Génie Civil : Etudes techniques Maçonnerie BA, VRD, sanitaires et fluides
  - Etudes techniques Vitrierie Miroiterie y compris façades aluminium
- aux travaux ayant fait l'objet d'une ouverture de chantier pendant la période de validité mentionnée ci-dessus. L'ouverture de chantier est définie à l'annexe I à l'article A 243-1 du code des assurances ;
  - aux travaux réalisés en France Métropolitaine et dans les DROM ;
  - aux chantiers dont le coût total de construction hors taxes tous corps d'état (honoraires compris), déclaré par le maître d'ouvrage, n'est pas supérieur à la somme de 30 000 000 €. Cette somme est illimitée en présence d'un contrat collectif de responsabilité décennale bénéficiant à l'assuré, comportant à son égard une franchise absolue au maximum de :
    - 10 000 000 € par sinistre si l'assuré réalise des travaux incluant la structure ou le gros œuvre,
    - 6 000 000 € par sinistre si l'assuré réalise des travaux n'incluant pas la structure ou le gros œuvre,
    - 3 000 000 € par sinistre si l'assuré est concepteur, non réalisateur de travaux.
  - aux travaux, produits et procédés de construction suivants :
    - travaux traditionnels, c'est-à-dire ceux réalisés avec des matériaux et des modes de construction éprouvés de longue date,
    - travaux de construction répondant à une norme homologuée (NF DTU ou NF EN), à des règles professionnelles acceptées par la C2P ou à des recommandations professionnelles acceptées par la C2P,
    - travaux de construction conformes au CCTG et ses fascicules ou à un référentiel spécifique à la technique utilisée publié par un organisme reconnu par la profession, dans le cadre de marchés de travaux publics,
    - procédés ou produits faisant l'objet, au jour de la passation du marché, d'une Evaluation Technique Européenne (ETE) bénéficiant d'un Document Technique d'Application (DTA), ou d'un Avis Technique (ATEC), valides et non mis en observation par la C2P,
    - procédés ou produits faisant l'objet, au plus tard le jour de la réception (au sens de l'article 1792-6 du code civil), d'une Appréciation Technique d'Expérimentation (Atex) avec avis favorable,

*Les règles professionnelles acceptées par la C2P (commission prévention produits mis en œuvre par l'Agence Qualité Construction), les recommandations professionnelles acceptées par la C2P et les procédés ou produits mis en observation par la C2P sont consultables sur le site de l'Agence Qualité Construction ([www.quoliteconstruction.com](http://www.quoliteconstruction.com)).*

**Dans le cas où les travaux réalisés ne répondent pas aux caractéristiques énoncées ci-dessus, l'assuré en informe l'assureur.**



## RC dommage aux biens

AON

## ATTESTATION D'ASSURANCE (Pour la France)

Nous soussignés, **Aon France**, société de courtage d'assurance, n° ORIAS 07 001 560, dont le siège est sis :  
31/35 rue de la Fédération  
75717 PARIS  
Agissant par délégation et pour le compte des assureurs

attestons que la société : **VEOLIA EAU – Compagnie Générale des Eaux**  
**21 rue la Boétie**  
**75008 Paris**

est garantie par les polices, Dommages aux biens, Responsabilités, Pertes financières consécutives et Frais et Pertes annexes, de type « Tous Risques Sauf » portant les numéros 2024/FR/PDBI/0001 et 2024/FR/PDBI/0002 émises par **CODEVE Insurance Company DAC**, Elm Park, Merrion Road, Dublin D04 P231, Ireland, et d'autre part en excédent des Polices émises par CODEVE, la police numéro FR00043561PR, émise par **XL Insurance Company SE**, 61 rue Mstislav Rostropovitch 75017 Paris, France, enregistrée au RCS de Paris sous le numéro 419 408 927, succursale française de **XL Insurance Company SE**, une société européenne au capital de 259 156 875 euros, domiciliée Wolfe Tone House, Wolfe Tone Street, Dublin 1D01HP90, Irlande sous le numéro 641686, compagnie d'assurance autorisée et contrôlée par la Central Bank of Ireland ([www.centralbank.ie](http://www.centralbank.ie)).

Ces contrats ont été souscrits par **VEOLIA ENVIRONNEMENT S.A.** agissant tant pour son compte que pour le compte de ses filiales, groupements, associations, sociétés civiles immobilières faisant partie du même groupe d'affaire, et notamment pour le compte de :

**ENTREPRISE MICHEL RUAS SA**  
**Parc du Millénaire - 765 rue Henri Becquerel**  
**34010 MONTPELLIER**

Ces polices en ligne garantissent l'ensemble des biens mobiliers et immobiliers (en propriété ou en location), les risques locatifs, les recours des voisins et des tiers contre notamment les événements suivants :

Incendie – Explosions – Foudre – Bris de machines – Dommages électriques – Fumées – Dégâts des eaux – Tempêtes – Grêle (Dommages de grêle exclus sur le matériel roulant) – Accumulation de la neige sur les toitures – Vandalisme – Emeutes – Mouvements populaires – Malveillance – Chocs de véhicules terrestres – Chutes d'aéronefs et d'engins spatiaux – Vol – Evénements naturels – Catastrophes Naturelles en France, (art.L125-1 et suivants du code des Assurances), Actes de Terrorisme et Attentats en France, (art.L126-2 et L126-3 du code des Assurances),

et ce, aux clauses et conditions des contrats cités en référence ci-dessus.

La présente attestation est valable du **1er Janvier 2024** jusqu'au **31 Décembre 2024**, sous réserve des possibilités de suspension et/ou résiliation de la police en cours d'année d'assurance pour les cas prévus par le contrat ou par le Code des Assurances.

CETTE ATTESTATION CONSTITUE UNE PRESOMPTION D'ASSURANCE ET NE SAURAIT ENGAGER L'ASSUREUR AU DELA DES LIMITES DU CONTRAT AUQUEL ELLE SE REFERE.

Fait à Paris, le 26/12/2023  
pour le compte des Assureurs et par délégation



Aon France  
31/35 rue de la Fédération  
75717 Paris Cedex 15  
N° ORIAS 07 001 560

Aon France

Siège social | 31-35 rue de la Fédération | 75717 Paris Cedex 15 | T +33(0)1 47 83 10 1 0 | F +33(0)1 47 83 11 11 | [aon.com](http://aon.com)  
N° ORIAS 07 001 560 | SAS au capital de 48 027 140 euros | 414 572 248 RCS Paris | N° de TVA intracommunautaire: FR 22 414 572 248  
GARANTIE FINANCIERE ET EQUILIBRE DE RESPONSABILITE UNDER WRITING/RELEVANT COMPANIES AND AFFILIATES IN THE FIELD OF THE CODE DES ASSURANCES



## 2- ASSURANCE DE RESPONSABILITE DECENNALE OBLIGATOIRE

Nature de la garantie	Montant des garanties
<p>Le contrat garantit la responsabilité décennale de l'assuré instaurée par les articles 1792 et suivants du code civil, dans le cadre et les limites prévus par les dispositions des articles L. 241-1 et L. 241-2 du code des assurances relatives à l'obligation d'assurance décennale, et pour des travaux de construction d'ouvrages qui y sont soumis, au regard de l'article L. 243-1-1 du même code.</p> <p>La garantie couvre les travaux de réparation, notamment en cas de remplacement des ouvrages, qui comprennent également les travaux de démolition, déblaiement, dépose ou démontage éventuellement nécessaires.</p>	<p><b>En Habitation :</b> Le montant de la garantie couvre le coût des travaux de réparation des dommages à l'ouvrage.</p>
	<p><b>Hors Habitation :</b> Le montant de la garantie couvre le coût des travaux de réparation des dommages à l'ouvrage dans la limite du coût total de construction déclaré par le maître d'ouvrage et sans pouvoir être supérieur au montant prévu au I de l'article R.243-3 du code des assurances.</p>
	<p><b>En présence d'un CCRD :</b> Lorsqu'un Contrat Collectif de Responsabilité Décennale (CCRD) est souscrit au bénéfice de l'assuré, le montant de la garantie est égal au montant de la franchise absolue stipulée par ledit contrat collectif.</p>
Garantie de bon fonctionnement des éléments d'équipement dissociables	<p><b>Marché d'entreprise</b> 1 000 000 € épuisable par année d'assurance</p>
	<p><b>Marché de maîtrise d'œuvre</b> 350 000 € épuisable par année d'assurance</p>
<p><b>Durée et maintien des garanties :</b> La garantie s'applique pour la durée de la responsabilité décennale pesant sur l'assuré en vertu des articles 1792 et suivants du code civil. Elle est maintenue dans tous les cas pour la même durée.</p>	

La présente attestation ne peut engager l'assureur au-delà des clauses et conditions du contrat auquel elle se réfère.





### 3- GARANTIE DE RESPONSABILITE DU SOUS-TRAITANT EN CAS DE DOMMAGES DE NATURE DECENNALE

Le contrat garantit la responsabilité de l'assuré qui intervient en qualité de sous-traitant, en cas de dommages de nature décennale dans les conditions et limites posées par les articles 1792 et 1792.2 du Code civil, sur des ouvrages soumis à l'obligation d'assurance de responsabilité décennale. Cette garantie est accordée pour une durée ferme de dix ans à compter de la réception visée à l'article 1792-4-2 du Code civil.

La garantie couvre les travaux de réparation, notamment en cas de remplacement des ouvrages, qui comprennent également les travaux de démolition, déblaiement, dépose ou démontage éventuellement nécessaires.

Le montant des garanties accordées reste celui prévu par L'ASSURANCE DE RESPONSABILITE DECENNALE OBLIGATOIRE.

La présente attestation ne peut engager l'assureur au-delà des clauses et conditions du contrat précité auquel elle se réfère.

Fait à Paris  
Le 27/12/2023

Le Président du Directoire  
Par délégation





### 3- GARANTIE DE RESPONSABILITE DU SOUS-TRAITANT EN CAS DE DOMMAGES DE NATURE DECENNALE

Le contrat garantit la responsabilité de l'assuré qui intervient en qualité de sous-traitant, en cas de dommages de nature décennale dans les conditions et limites posées par les articles 1792 et 1792.2 du Code civil, sur des ouvrages soumis à l'obligation d'assurance de responsabilité décennale. Cette garantie est accordée pour une durée ferme de dix ans à compter de la réception visée à l'article 1792-4-2 du Code civil.

La garantie couvre les travaux de réparation, notamment en cas de remplacement des ouvrages, qui comprennent également les travaux de démolition, déblaiement, dépose ou démontage éventuellement nécessaires.

Le montant des garanties accordées reste celui prévu par L'ASSURANCE DE RESPONSABILITE DECENNALE OBLIGATOIRE.

La présente attestation ne peut engager l'assureur au-delà des clauses et conditions du contrat précité auquel elle se réfère.

Fait à Paris  
Le 27/12/2023

Le Président du Directoire  
Par délégation



**SMA BTP**, Société mutuelle d'assurance du bâtiment et des travaux publics  
Société d'assurance mutuelle à cotisations variables  
RCS PARIS 775 684 764

**SMA Vie BTP**, Société mutuelle d'assurance sur la vie du bâtiment et des travaux publics  
Société d'assurance mutuelle à cotisations fixes  
RCS PARIS 775 684 772

**SMA SA**, Société anonyme à directoire et conseil de surveillance  
au capital de 12 000 000 euros  
RCS PARIS 332 789 296

Entreprises régies par le Code des assurances. Sièges : 8 rue Louis Armand • CS 71201 • 75738 PARIS Cedex 15 • Tél. : + 33 (0)1 40 59 70 00 • [smabtp.fr](http://smabtp.fr)



## RC atteinte à l'environnement



## Attestation d'Assurance - Risques Environnementaux

Nous soussignés, **Allianz Global Corporate & Specialty SE Succursale en France** - 1 cours Michelet - CS 30051 - 92076 Paris La Défense Cedex certifions par la présente que la société:

**VEOLIA ENVIRONNEMENT**  
21, rue La Boétie  
75008 PARIS  
France

agissant tant pour son compte que pour celui de sa filiale :

**ENTREPRISE MICHEL RUAS SA**  
Parc du Millénaire 765 rue Henri Becquerel  
34010 MONTPELLIER  
France

est assurée auprès de notre compagnie par la police n° **FRL002185-24** garantissant les conséquences pécuniaires des risques environnementaux pouvant lui incombent du fait de l'exploitation des sites assurés et des activités garanties par ce contrat.

Les garanties s'exercent dans le respect de la législation locale et à concurrence des montants ci-après qui s'entendent par sinistre et pour l'ensemble des sinistres imputés à la période d'assurance, sans pouvoir excéder **10 000 000 EUR** pour la période d'assurance :

## GARANTIES DE BASE :

**RESPONSABILITE CIVILE ATTEINTES A L'ENVIRONNEMENT**

**10 000 000 EUR**

Il est précisé que les montants indiqués ci-dessus s'entendent sans préjudice des autres sous-limitations telles que mentionnées au contrat et forment la limite des engagements de l'Assureur, quel que soit le nombre de personnes physiques ou morales bénéficiant de la qualité d'assuré, pour l'ensemble des réclamations formulées au cours d'une même année d'assurance.

Période de la police du 01/01/2024 au 31/12/2024 inclus.

La présente attestation est valable pour la période du 01/01/2024 au 31/12/2024 inclus. Elle est délivrée pour servir et valoir ce que de droit et ne saurait engager la Compagnie au-delà des clauses et conditions du contrat auxquels elle se réfère.

Fait à Paris La Défense, le 21/12/2023

Pour la Compagnie,

Signature de l'assureur/ of the insurer :

Signature autorisée/ Authorised signatory :





### Attestation d'Assurance

Nous soussignés, **Allianz Global Corporate & Specialty SE Succursale en France** - 1 cours Michelet - CS 30051 - 92076 Paris La Défense Cedex certifions par la présente que la société:

**VEOLIA ENVIRONNEMENT**  
21, rue La Boétie  
75008 PARIS  
France

agissant tant pour son compte que pour celui de sa filiale :

**ENTREPRISE MICHEL RUAS SA**  
Parc du Millénaire 765 rue Henri Becquerel  
34010 MONTPELLIER  
France

est assurée auprès de notre compagnie par la police n° **FRL002184-24** garantissant les conséquences pécuniaires de la Responsabilité Civile pouvant lui incombent dans l'exercice de ses activités.

La garantie s'exerce à concurrence des montants ci-après :

**Responsabilité Civile Exploitation**

Tous dommages confondus ( corporels, matériels et immatériels consécutifs ou non)

10 000 000 EUR Par sinistre

**Responsabilité Civile Produits / Après-Livraison / Réception de travaux / Responsabilité Civile Professionnelle**

Tous dommages confondus ( corporels, matériels et immatériels consécutifs ou non)

10 000 000 EUR Par année d'assurance

Il est précisé que les montants indiqués ci-dessus s'entendent sans préjudice des autres sous-limitations telles que mentionnées au contrat et forment la limite des engagements de l'Assureur, quel que soit le nombre de personnes physiques ou morales bénéficiant de la qualité d'assuré, pour l'ensemble des réclamations formulées au cours d'une même année d'assurance.

Période d'assurance du 01/01/2024 au 31/12/2024

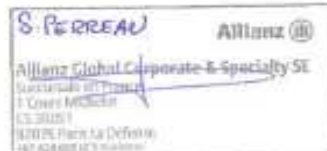
La présente attestation est délivrée pour servir et valoir ce que de droit et ne saurait engager la Compagnie au-delà des clauses et conditions du contrat auquel elle se réfère.

Fait à Paris La Défense, le 20/12/2023

Pour la Compagnie,

Signature de l'assureur/ of the insurer :

Signature autorisée/ Authorised signatory :





## Annexe 3 : Suivi du programme de renouvellement

Libellé Equipement	Total	Moyenne par	2 022	2022 réalisé	2 023	2023 réalisé	2 024	2 025	2 026	2 027	2 028
<b>TOTAL EQUIPEMENTS ELECTROMECHANQUES</b>	213 379,08 €	30 482,73 €	30 093,26 €	58 460,90 €	30 838,57 €	<b>83 699,35 €</b>	31 799,62 €	30 753,58 €	29 570,24 €	29 413,34 €	30 910,48 €
<b>Branchements</b>											
<i>Nombre de renouvellement de branchements par an</i>			50	49	50	<b>52</b>	50	50	50	50	50
<i>Montant de renouvellement de branchements par an</i>	420 000,00 €	60 000,00 €	60 000,00 €	58 934,11 €	60 000,00 €	<b>78 802,52 €</b>	60 000,00 €	60 000,00 €	60 000,00 €	60 000,00 €	60 000,00 €
<b>Accessoires du réseau</b>											
<i>accessoires de fontainerie</i>											
<i>Nombre de renouvellements par an</i>			10	25	10	<b>10</b>	10	10	10	10	10
<i>Total Accessoires du réseau</i>	35 000,00 €	5 000,00 €	5 000,00 €	13 579,69 €	5 000,00 €	<b>9 611,89 €</b>	5 000,00 €	5 000,00 €	5 000,00 €	5 000,00 €	5 000,00 €
<b>Compteurs</b>											
<i>Nombre de renouvellements de compteurs par an</i>	4719		674	2351	674	<b>4 559</b>	674	674	674	674	674
<i>Nombre de renouvellements de compteurs par an</i>	868 534,19 €	65 002,17 €	65 002,17 €	128 113,07 €	65 002,17 €	<b>285 405,92 €</b>	65 002,17 €	65 002,17 €	65 002,17 €	65 002,17 €	65 002,17 €
<b>Dotation "non affectée"</b>											
<i>Montant par an</i>	148 352,15 €	21 193,16 €	21 193,16 €	0,00 €	21 193,16 €	0,00 €	21 193,16 €	21 193,16 €	21 193,16 €	21 193,16 €	21 193,16 €

Envoyé en préfecture le 23/12/2024

Reçu en préfecture le 23/12/2024

Publié le 24/12/2024

ID : 030-200034692-20241216-DEL188\_2024-DE



## Ressourcer le monde

**Veolia**

30 rue Madeleine Vionnet • 93300 Aubervilliers

[www.veolia.com](http://www.veolia.com)

© Médiathèque VEOLIA - François Moura © Médiathèque VEOLIA - Samuel Bigot/Andia © Médiathèque VEOLIA - Rodolphe Escher © Médiathèque VEOLIA - Alexandre Dupeyron  
© Médiathèque VEOLIA - Martial Ruaud/Andia © Médiathèque VEOLIA - Christel SASSO/CAPA PICTURES © Photo par Thomas Barnick / Getty Images © Cavan Images via Getty Images